

**BASES LÉGISLATIVES ET RÈGLEMENTAIRES
DES PRODUCTIONS ANIMALES
EN RÉPUBLIQUE DE CÔTE D'IVOIRE**

par

R.L. SEYNAVE

Septembre 1995



CIRAD-EMVT
Département d'élevage
et de médecine vétérinaire
du CIRAD
10, rue Pierre-Curie
94704 Maisons-Alfort Cedex France

AUTEUR(S) : R.L. SEYNAVE

ACCES AU DOCUMENT :

- au service Documentation du CIRAD-EMVT

ORGANISME AUTEUR : CIRAD-EMVT

ACCES A LA REFERENCE DU DOCUMENT :

Libre

ETUDE FINANCEE PAR : Ministère de l'Agriculture
et des Ressources animales / Banque Mondiale

REFERENCE : PPS 856 IVC

AU PROFIT DE : République de Côte d'Ivoire
Ministère de l'Agriculture et des Ressources Animales

TITRE : Bases législatives et réglementaires
des productions animales en République
de Côte d'Ivoire

TYPE D'APPROCHE : Mission d'expertise du 26 juin au 14 juillet 1995

DATE ET LIEU DE PUBLICATION : Septembre 1995 - Maisons-Alfort

PAYS OU REGIONS CONCERNES : REPUBLIQUE DE COTE D'IVOIRE

MOTS CLES : Ressources animales - Code - Elevage - Produits animaux -Vétérinaire -
Profession médicaments - Salubrité denrées.

RESUME : Est examinée la situation des ressources animales en 1995. Sont recensés les textes juridiques en vigueur en ce domaine. L'auteur procède à une analyse détaillée en matière d'alimentation et santé des animaux, profession vétérinaire, médicaments vétérinaires, obtention et hygiène des aliments: lait, viandes et dérivés, produits de la pêche, ainsi que les laboratoires d'analyse concernés. Les textes sont replacés dans le cadre plus général du droit positif ivoirien, en tant que de besoin : constitutionnel, civil, commercial, pénal.

Proposition est faite d'un Code des Ressources Animales, permettant de promouvoir et d'accueillir les textes à venir et assez souple pour s'adapter aux évolutions techniques et sociologiques. Des propositions précises sont présentées en annexe.

SOMMAIRE

DEFINITION DE LA MISSION ET REMERCIEMENTS	1
TERMES DE REFERENCE	5
1 - Préambule	7
2 - Objectifs	7
3 - Contenu	7
4 - Conditions de réalisation	8
CORRESPONDANCE AVEC LE RAPPORT	10
LISTE DES PERSONNES RENCONTREES	11
1 - INTRODUCTION	15
2 - LA SITUATION EN 1995	19
2.1 - Les ressources animales terrestres	21
2.1.1 - Effectifs	21
2.1.2 - Pathologies dominantes	24
2.1.3 - Productions animales	26
2.2 - Ressources animales aquatiques	27
2.3 - Organisation du Ministère de l'Agriculture et des Ressources animales .	27
2.3.1 - Direction de l'Aquaculture et des Pêches	28
2.3.2 - Direction de la Promotion des Elevages	28
2.3.3 - Direction des Services vétérinaires	28
2.3.4 - Laboratoire national d'Appui au Développement agricole	30
2.3.5 - Service d'inspection au port SICOSAV	31
2.3.6 - Services déconcentrés	31
2.4 - Privatisation des vétérinaires	31
2.5 - Structure juridique des textes sanitaires	32
2.5.1 - Une évolution buissonnante	32
2.5.2 - Les contrôles	33
2.5.3 - La cohérence de la structure juridico-technique	35
2.5.4 - Les domaines de la Loi et du Règlement	36
2.5.5 - Juridictions suprêmes	37
3 - RECHERCHE D'UN SYSTEME JURIDIQUE INTEGRATEUR	39
3.1 - Caractéristiques du système	41
3.1.1 - Caractères extrinsèques	41
3.1.2 - Caractères intrinsèques	42

3.2 - Hiérarchie des textes	43
3.2.1 - La construction structurée	43
3.2.2 - Application en République de Côte d'Ivoire	47
3.3 - Le problème des sanctions	48
3.3.1 - Obligations et sanctions	48
3.3.2 - Catégories d'infractions	50
3.3.3 - Obligations sans sanction	52
3.4 - Codification de textes communs à d'autres matières	52
3.5 - Accords internationaux	52
4 - EXAMEN DES TEXTES ACTUELS	55
4.1 - Les textes au 30 juin 1995	58
4.1.1 - Les sources	58
4.1.2 - Recension et classement	58
4.1.3 - Présentation	60
4.1.4 - Les groupes	61
4.2 - Examen des textes existants : remarques générales	63
4.3 - Examen : étude par texte	68
43/01 - Sous-groupe A1 : alimentation des animaux	68
43/02 - Sous-groupe A2 : police sanitaire	70
43/03 - Sous-groupe A3 : profession vétérinaire	70
43/04 - Médicaments vétérinaires (ou pharmacie vétérinaire)	72
43/05 - Sous-groupe A5 : 1°/ Lait et produits laitiers	72
43/06 - Sous-groupe A5 : 2°/ Produits de la pêche	73
43/07 - Sous-groupe A5 : 3°/ Viandes et hygiène des aliments	74
43/08 - Groupe B : textes non issus du MINAGRA mais appliqués par ses services	77
43/09 - Groupe C : commerce des animaux et produits animaux	79
43/10 - Groupe D : activités des services vétérinaire municipaux	80
43/11 - Groupe E : les laboratoires	80
43/12 - Sous-groupe F : 1°/ Sociétés	82
43/13 - Sous-groupe F : 2°/ Coopération	82
43/14 - Groupe G : organisation municipale	82
43/15 - Groupe H : accords internationaux	83
43/16 - Groupe I : 1°/ Textes constitutionnels	83
43/17 - Groupe I : 2°/ Droit pénal	86
5 - ETUDE DE PROJETS DE TEXTES	91
5.1 - Observations générales	93
5.1.1 - Variabilité	93
5.1.2 - Elasticité de la frontière - loi - règlement	94

5.1.3 - Tendance à détailler à l'excès	94
5.1.4 - Multiplication des textes	94
5.1.5 - Applicabilité réelle	95
5.1.6 - Classement des projets	95
5.2 - Les projets basés sur des fondements législatifs existants	96
5.2.1 - Police sanitaire	96
5.2.2 - Mandat sanitaire	98
5.3 - Projets de loi	101
5.3.1 - Exercice de la profession vétérinaire	101
5.3.2 - Médicaments et pharmacie vétérinaires	103
5.3.3 - Hygiène des aliments	106
5.3.3.1 - Analyse du projet de loi	106
5.3.3.2 - Analyse du décret d'application	109
5.3.3.3 - Liste des arrêtés à prévoir	112
5.3.4 - Dossier "Coopération"	112
5.3.4.1 - Examen du projet de loi	112
5.3.4.2 - Examen du décret "Procédures d'agrément"	115
5.3.4.3 - Décret portant création du Conseil Supérieur de la Coopération	116
5.3.4.4 - Remarque générale sur ce dossier	116
5.4 - Dossier des textes relatifs aux conflits agriculteurs-éleveurs	116
6 - LE CODE DES RESSOURCES ANIMALES	119
6.1 - Dispositions générales	121
6.1.1 - Place des textes existants	121
6.1.2 - Intitulé du Code	123
6.1.3 - Dispositif du Code	123
6.2 - Loi de codification	124
6.3 - Code des ressources animales : plan et commentaires	125
7 - CALENDRIER	129
8 - CONCLUSION ET PROPOSITION	133
9 - ANNEXES	137

DEFINITION DE LA MISSION
ET REMERCIEMENTS

Dans le cadre du volet "Elevage" du PNASA, dont la préparation est dirigée par la Banque Mondiale, une mission a été mise sur pied. Sa réalisation se plaçait sous l'égide de la Direction Générale des Ressources animales. Elle fut coordonnée par la Direction des Services Vétérinaires.

Bien plus que de poursuivre la mise en place des structures juridiques accompagnant la privatisation des activités de médecine vétérinaire (organisation de la profession, pharmacie vétérinaire, par exemple), il s'agit aussi de "dresser un tableau de l'ensemble de la législation du secteur dans les domaines" des ressources animales. On ne sera pas surpris dès lors d'y trouver également les ressources en matière de pêche et d'aquaculture, la production de poisson étant de celles qui ont une vocation exportatrice, en réalité peu nombreuses à ce titre pour l'instant.

La mission était au reste proposée par le Ministère de l'Agriculture et des Ressources animales (MINAGRA), dont les équipes, de la Direction des Services vétérinaires, de la Direction de la Promotion des Elevages et des Industries animales et de la Direction des Pêches devaient rassembler les textes déjà promulgués et aussi les projets en cours d'élaboration.

Le consultant tient à remercier ces équipes nationales, et tout particulièrement :

- ☐ M. le Docteur J. Abo Soh, Directeur des Services vétérinaires ,
- ☐ Mme le Docteur H. Coulibaly, Sous-directeur de l'hygiène publique vétérinaire ,

qui ont procédé ou fait procéder au regroupement des textes.

- ☐ Mme Kouamé, Conseiller juridique du Ministre de l'Agriculture et des Ressources animales, qui a mis à sa disposition les textes juridiques fondamentaux.

Cette préparation nationale a rendu possible l'énorme travail de rassemblement, classement des textes, préalable à toute étude et proposition de réorganisation.

Une mention toute particulière, dans ces remerciements, est à adresser au Docteur Diane Montabord, Vétérinaire-Inspecteur, Conseiller du Directeur des Services vétérinaires dont la compétence, l'activité et l'assistance permanentes ont été essentielles dans la conduite à sa fin de cette mission.

**TERMES DE REFERENCE POUR UNE MISSION D'APPUI
RELATIVE A LA REVISION DES BASES LEGISLATIVES
ET REGLEMENTAIRES DES PRODUCTIONS ANIMALES**

1 - PREAMBULE

L'élaboration des textes législatifs et réglementaires qui constituent le cadre d'action des opérateurs et de l'administration repose, d'une part, sur les textes issus de la période coloniale et, d'autre part, sur des textes élaborés depuis l'indépendance.

Les mutations intervenues dans le secteur ainsi que celles que l'Etat entend promouvoir par son désengagement des secteurs de la production et de la commercialisation, en particulier le développement des activités privées de service, dont celles du ressort de la profession vétérinaire, l'organisation des producteurs et des professions touchant au commerce des animaux et des produits d'origine animale, l'amélioration des conditions hygiéniques de traitement des produits d'origine animale, etc. imposent une révision des textes législatifs et réglementaires applicables dans ces domaines.

Les textes actuellement en vigueur ne couvrent pas la totalité des activités des ressources animales et certains d'entre eux s'avèrent ne plus correspondre à la réalité actuelle.

C'est dans cette même optique que le Ministère de l'Agriculture et des Ressources animales propose l'organisation d'une mission visant à l'analyse des textes actuels régissant le secteur des ressources animales, l'étude des textes en cours d'élaboration et la détermination des conditions de mise en place d'un Code de l'Elevage et des Pêches.

2 - OBJECTIFS

L'objectif de l'étude sera de **dresser un tableau de l'ensemble de la législation** du secteur dans les domaines de la production animale : déplacement (transhumance) des animaux, organisation des producteurs, fiscalité et parafiscalité des productions animales, de la santé animale (lutte contre les maladies légalement réputées contagieuses, professions de la santé animale, pharmacie vétérinaire), du commerce des animaux (organisation des professionnels), de l'inspection sanitaire et qualitative des denrées animales et d'origine animale, des pêches...

3 - CONTENU

L'étude comprendra deux parties :

3.1 - Description et évaluation de la situation actuelle

3.1.1 - La mission fera le point sur les textes existants et leurs domaines d'application et les reclassera par rang et par domaine :

- ✓ textes généraux ;
- ✓ textes régissant les productions d'élevage et les pêches ;
- ✓ textes régissant le domaine de la santé animale ;
- ✓ textes émanant d'autres ministères mais auxquels les activités des ressources animales peuvent se référer.

3.1.2 - Elle analysera ces textes afin de déterminer leur validité par rapport à la situation présente et proposera les modifications à y apporter en vue de leur réactualisation.

Elle évaluera la cohérence de cet arsenal juridique, identifiera les lacunes et proposera éventuellement une remise en ordre.

3.2 - Propositions de base pour l'élaboration future de textes et calendrier de réalisation

En tenant compte de la situation actuelle, la mission :

3.2.1 - analysera le contenu des textes en cours d'élaboration ;

3.2.2 - établira les priorités et un calendrier pour des textes restant à élaborer en précisant sommairement leur contenu (avant-projets) ;

3.2.3 - étudiera la possibilité de fonder le cadre juridique de l'élevage et des pêches **sur une ou deux lois fondamentales validant les textes antérieurs toujours applicables et sur lesquels seront basés les décrets, arrêtés** et autres textes à élaborer pour constituer un ensemble pouvant être reconnu comme un Code ;

3.2.4 - proposera, sur la base des textes existants, en cours d'élaboration ou à rédiger, l'établissement d'un Code de l'Elevage et des Pêches. Ce Code précisera les points relatifs aux aspects suivants :

- a - la classification et l'agencement des lois, décrets et arrêtés ;
- b - les insertions à prévoir pour l'avenir, etc.

3.2.5 - procédera à la **rédaction des éléments** de textes sur des sujets non encore explorés.

4 - CONDITIONS DE REALISATION

Une équipe de la DSV, de la DPE et de la DAP sera chargée de rassembler et de classer les textes existants et en cours d'élaboration avant l'arrivée de la mission et de l'appuyer lors de ses travaux en Côte d'Ivoire.

4.1 - Profil du consultant

La mission d'étude sera réalisée par un docteur vétérinaire disposant d'une formation juridique de haut niveau, ayant une très bonne expérience de la législation et de la réglementation vétérinaires en général et de leur application particulière en pays tropicaux.

4.2 - Durée de réalisation

La durée de la mission sera de quatre semaines (deux en Côte d'Ivoire et deux en Europe pour rédaction), à l'issue desquelles le consultant rédigera un rapport qui sera transmis à la partie ivoirienne, au plus tard un mois après la fin de la mission.

4.3 - Financement

La mission sera financée au moyen de la facilité de préparation de projet (PPF) dirigée par la Banque Mondiale pour le volet Elevage du PNASA.

4.4 - Coordination

La mission se réalisera sous l'égide de la Direction Générale des Ressources animales et sera coordonnée par le Directeur des Services vétérinaires.

CORRESPONDANCE AVEC LE RAPPORT

Chapitres des termes de référence	Rapport	Annexes
2. Objectifs		
Tableau de l'ensemble de la législation	2 2.4 et 2.5	1
3.1.1. Description de la situation actuelle	2 2.1 à 2.3 4	2 2
3.2.1. Analyse des textes en cours d'élaboration	5	3
3.2.3. Lois fondamentales	6	4 à 6
3.2.4. Code		
3.2.5. Rédaction d'éléments	6	6
3.2.2. Calendrier	7	

LISTE DES PERSONNES RENCONTREES

Dr Abo Soh	Directeur des Services vétérinaires
Dr Ang Ba	Directeur du Laboratoire national d'Appui au Développement agricole (LANADA)
Dr Bossé	Directeur de la Promotion des Elevages. Président de l'Ordre des vétérinaires
Dr H. Coulibaly	Sous-directeur de l'Hygiène publique vétérinaire
Dr Diawara	Adjoint au Directeur du LANADA
Dr L. Diomandé	Directeur du Laboratoire central d'Hygiène alimentaire (LANADA)
Dr C. Donikpo	Sous-directeur de la Promotion des Elevages (DPE)
Dr Douati	Sous-directeur de la Santé animale (DSV)
M. Doumbia	Ingénieur halieute. Sous-directeur des Pêches
Dr J.L. François	Vétérinaire-Inspecteur, Conseiller du Ministre de l'Agriculture
Dr H. Gadji	Conseiller en Elevage de M. le Ministre de l'Agriculture et des Ressources animales
Dr K. Kassoum	Docteur-Vétérinaire
Dr L. Koffi	Directeur Général des Ressources animales
Mme le Dr K. Koné	Chargée de mission à la Direction et Contrôle des grands Travaux (DCGT)
Dr P. Kova Brou	Président de "PROMAVET". Ancien Président de l'Ordre des Vétérinaires
Mme Kouamé	Conseiller juridique de M. le Ministre de l'Agriculture
Dr J.B. Kouamé	Vétérinaire. Praticien libéral à Abidjan.
M. Lissare	Conseiller Développement rural à la Mission de Coopération
Dr Lamizana	Président de la Commission de suivi de l'ex-SODEPRA
Dr Martrenchar	Vétérinaire-Inspecteur, Conseiller du Directeur du LANADA

Mme le Dr D. Montabord	Vétérinaire-Inspecteur, Conseiller du Directeur des Services vétérinaires
M. Y. Nanguy	Directeur de cabinet, Adjoint de M. le Ministre de l'Agriculture et des Ressources animales
Dr Takle	Sous-directeur de la Zootechnie (DPE)
Dr Tanoh	Projets de Développement de l'Elevage (DSV)
Dr A. Traore	Coordonnateur du Projet Elevage B.A.D.

1 - INTRODUCTION

Le développement de l'économie de marché a pour effet de libérer les initiatives et de responsabiliser les opérateurs. Cela ne signifie pas qu'on aille vers une absence de toute réglementation, mais qu'on recherche en ce domaine juridico-technique un équilibre qui, tantôt ira dans le sens d'une déréglementation, et tantôt dans le sens d'une émission de textes destinés à mieux définir les espaces de liberté-responsabilité.

Ces textes nouveaux s'inscrivent évidemment dans le cadre d'un Etat aux règles juridiques structurées et cohérentes. L'ordre propre à l'état de droit doit donc s'instaurer, permettant aux professions de s'épanouir conformément à leurs traditions, mais en respectant aussi les droits des citoyens et des autres opérateurs économiques. L'Etat, moins interventionniste, devient donc plus arbitre, dans le cadre des règles instituées au premier chef par la Constitution.

Plus encore dans ses applications à des domaines très techniques, l'essence du droit, qui est la cohérence, viendra s'adapter aux rigueurs scientifiques et aux préoccupations de Santé Publique.

En république de Côte d'Ivoire, on se trouve devant une problématique très liée à l'avancement, probablement plus rapide qu'ailleurs de la prise de conscience des dangers liés aux animaux et à la transmission à l'homme de maladies communes ou par les produits, notamment alimentaires, d'origine animale.

En effet, la difficulté ne vient pas d'un vide mais d'une construction "buissonnante", croisant fortement sur tel sujet et demeurant chétive ailleurs.

Il est temps de construire une structure harmonieuse et, si possible, capable d'accueillir pendant les années à venir, les textes nouveaux qui seront rendus nécessaires par les progrès techniques, économiques, ainsi que par l'évolution sociale.

Les producteurs, les éleveurs, les industriels, les citoyens, les commerçants doivent aborder clairement les textes qui s'appliquent à leurs activités. Ces réglementations ne sont pas - en tous cas, ne devraient jamais - être faites pour créer des obstacles et susciter des péages ou des satisfactions de pouvoir. Elles sont destinées à la protection de la salubrité et au maintien de la tranquillité publique.

L'objectif premier est celui de la Santé Publique, au sens que les organisations internationales reconnaissent à la "Santé Publique vétérinaire".

Celle-ci se définit comme l'ensemble des questions de Santé Publique (donc, par définition humaine) où les animaux sont concernés directement ou indirectement, de façon médiate ou immédiate. Compte tenu des liens étroits que l'être humain entretient avec les animaux pour sa nourriture, son habillement, son environnement et même sa compagnie, on voit que le champ est très vaste, depuis l'origine des animaux eux-mêmes jusqu'au devenir des aliments fabriqués à partir de leurs produits. C'est pourquoi le mot vétérinaire ne doit pas être entendu au sens du rapport à une profession qui serait à l'excès repliée sur elle-même, mais au sens étymologique, repris dans la définition ci-dessus (qui a rapport

aux animaux). Quand le champ s'élargit, il va de soi que le domaine de stricte compétence professionnelle, pour extrêmement important qu'il soit, est environné de zones où la pluridisciplinarité va s'imposer de plus en plus. Pour ne prendre qu'un seul exemple, cela est à noter dans le cas de la protection de la faune qui verra intervenir les vétérinaires, mais aussi des biologistes, des zoologistes et des ethologistes, voire même des psychosociologues.

Le système juridique national doit également pouvoir s'adapter aux impératifs du commerce international. A l'importation, c'est la sécurité sanitaire des Ivoiriens qui est en jeu. On peut s'interroger sur les perspectives d'exportation, si on considère qu'en matière de ressources animales, le pays n'a pas encore atteint la totale autosuffisance. Il n'en reste pas moins que la République de Côte d'Ivoire est déjà un partenaire mondial en produits de la pêche et que ses perspectives aquacoles sont très encourageantes. Une réglementation sage, qui n'essaiera pas de se placer trop en avant des capacités techniques ni des moyens de contrôle devra cependant être à même d'accueillir les règles du commerce international qui vont s'appliquer, à la suite des accords sur le commerce et la circulation des marchandises dits "Accords du GATT" et la création de l'Organisation Mondiale du Commerce (OMC), Marrakech, 15 avril 1994.

C'est donc un système émettant à la fois les principes les plus exigeants et les adaptations aux réalités encore en voie de progression qu'il convient de mettre au point. Une proposition sera faite à cet égard dans le présent rapport (voir 6).

Mais il faudra d'abord situer le contexte ivoirien en matière de ressources animales, tel qu'il se présente en 1995, et le replacer dans son cadre juridique (2).

Le chapitre suivant tentera de discerner un système rationnel qui satisfasse aux multiples exigences, rappelées ci-dessus, d'une époque complexe (3).

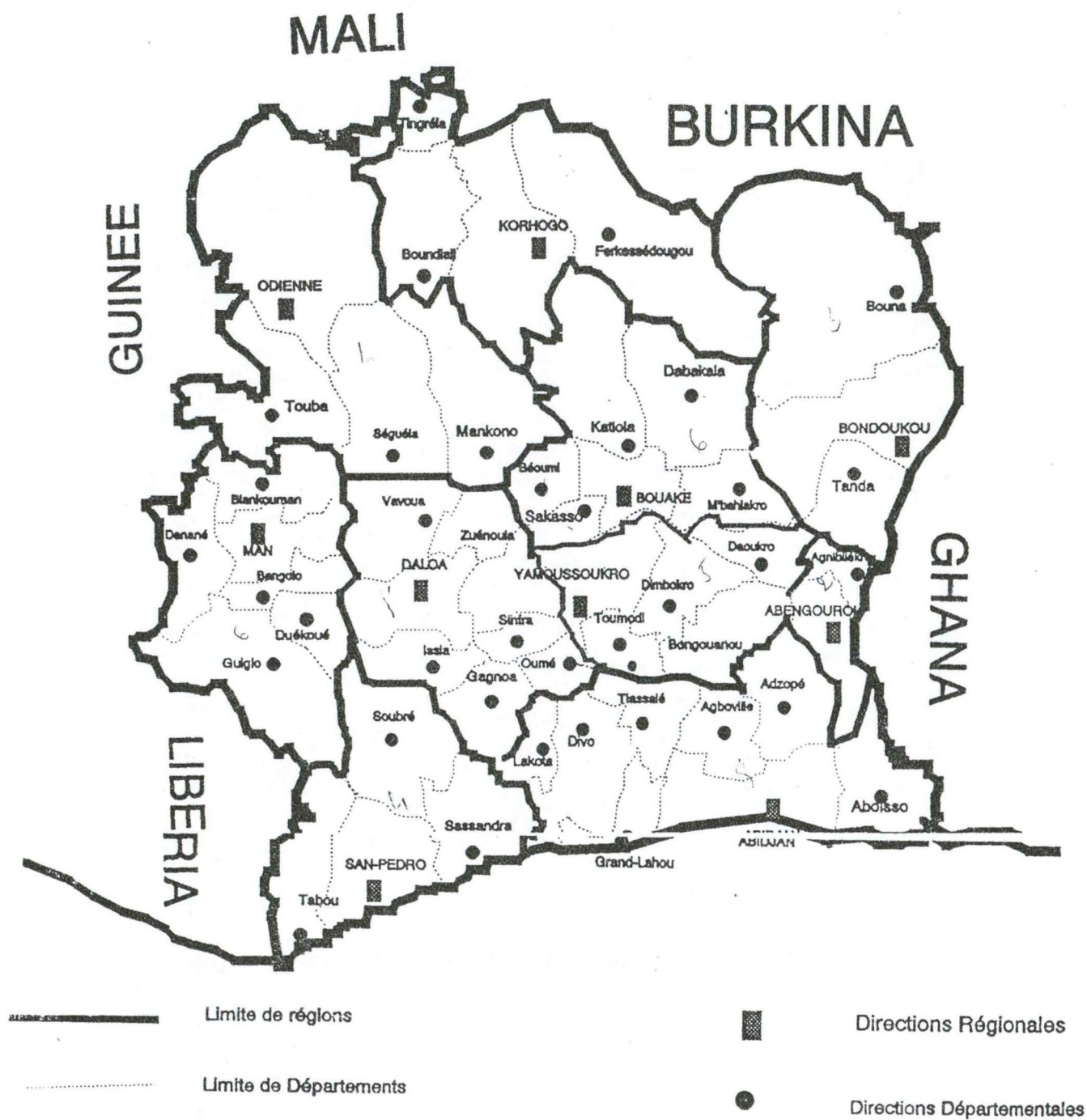
Il sera procédé à l'examen des textes répertoriés et classés, pour constater qu'il est grand temps d'y mettre cette limpidité dont tous ont besoin, avant que, par la profusion des textes à venir, il devienne impossible de démêler tous les fils (4). De nombreux projets sont en préparation, voire même aux derniers stades de leur étude avant leur présentation pour signature aux autorités compétentes. L'examen de ces projets, du point de vue du présent rapport sera réalisé en (5).

La proposition d'un Code dit des "Ressources animales et des Pêches" sera présentée en (6) et un avant-projet, sinon de calendrier, du moins de priorités, en (7).

2 - LA SITUATION EN 1995

REPUBLIQUE DE COTE D'IVOIRE

DECOUPAGE ADMINISTRATIF



La République de Côte d'Ivoire s'étend jusqu'aux confins sahéliens, à partir d'une large façade maritime bordée par un plateau continental.

Elle comporte dix régions et cinquante départements (voir carte jointe).

Il n'y a pas lieu de développer ici la géographie de la République, ni même dans le détail ses activités actuelles ou ses aptitudes en matière d'élevage. Un rappel nous paraît cependant nécessaire : le consultant regrette de n'avoir pas pu intégrer dans son programme un ou deux déplacements au niveau des préfectures, au moins de région et de sous-préfectures, afin de mieux ressentir les soucis du "terrain". Il est nécessaire d'adapter les conceptions juridiques à chaque pays, en fonction de son histoire, de ses mentalités, de ses coutumes. Mais cela fait, encore faudrait-il ajuster les adaptations, les dérogations provisoires à des principes qu'il faut bien rappeler et affirmer, en fonction des réalités temporaires locales. Il est vrai que nous sommes ici à un échelon de généralités très élevé, très abstrait. L'étude des textes en cours d'élaboration montrera combien, localement et nationalement, les responsables sont conscients des réalités.

On verra donc successivement les ressources animales terrestres, l'évolution de la privatisation des vétérinaires, les ressources animales aquatiques, l'organisation du ministère compétent avant de jeter un premier coup d'oeil d'ensemble sur la situation juridique.

2.1 - LES RESSOURCES ANIMALES TERRESTRES

Les informations ci-après rapportées ont pour source exclusive la Direction des Services vétérinaires dont les rapports annuels s'efforcent de cerner de plus en plus le recensement des animaux et en particulier des bovins.

2.1.1 - Effectifs

a - Bovins

Si on compare les deux documents qui ont été fournis au consultant, on s'aperçoit entre 1992 et 1994 des différences considérables.

Ces chiffres sont les suivants :

REGION	SEDENTAIRES	TRANS HUMANTS	CULTURE ATTELEE	TOTAL
Nord-Ouest (Odienné)	55 536	14 500	10 237	80 273
Nord (Korhogo)	311 716	373 665	60 638	746 019
Nord-Est (Bondoukou)	119 950	40 167	550	160 667
Centre-Nord (Bouaké)	58 184	29 836	147	88 167
Ouest (Man)	8 403	-	-	8 403
Centre-Ouest (Daloa)	10 842	-	108	10 950
Nord-Est (Yamoussoukro)	23 511	1 463	2	24 976
Est (Abengourou)	4 154	-	-	4 154
Sud-Ouest (San Pedro)	2 318	-	-	2 318
Sud (Abidjan)	17 104	-	-	17 104
(en 1992)	TOTAL NATIONAL			1 143 031

En 1995, on établit la comparaison suivante :

REGION	1992	1995
Nord-Ouest (Odienné)	80 273	86 620
Nord (Korhogo)	746 019	754 434
Nord-Est (Bondoukou)	119 950	188 796
Centre-Nord (Bouaké)	88 167	93 613
Ouest (Man)	8 403	8 403 ¹
Centre-Ouest (Daloa)	10 950	10 782
Nord-Est (Yamoussoukro)	24 976	26 634
Est (Abengourou)	4 154	5 349
Sud-Ouest (San Pedro)	2 318	2 318 ¹
Sud (Abidjan)	17 104	18 510
TOTAL	1 102 314	1 195 459

¹L'identité absolue des chiffres laisse quelque doute, mais leur incidence est très faible de toute façon.

En fait, les variations peuvent évidemment être très brutales dès lors qu'elles portent pour bonne partie sur les transhumants, eux-mêmes dépendant des aléas climatiques des pays d'élevage situés au nord de la République de Côte d'Ivoire.

Quatre grands courants se dirigent vers le sud :

✓ un vers San Pedro, alimenté par cinq portes d'entrée :

❑ de Guinée : Koonan et Bonko

❑ du Mali : Minignan, Tienko et Gheya

c'est-à-dire par les départements d'Odienné et de Touba (région d'Odienné).

✓ un vers San Pedro également, par Tingrela (région de Korhogo), par Daloa et Soubré. De Daloa, une partie du bétail entré va vers Yamoussoukro et constitue de là une des trois branches vers Abidjan. Ce bétail vient du Mali.

✓ du Mali et du Burkina Faso, par Niellé et Ohangolo, vers Ferkessedougou puis Bouaké et Abidjan.

C'est l'ancienne et classique migration vers la côte qui rejoignait le chemin de fer de "Ferké".

✓ du Burkina Faso, entrent dans le département de Bouna (région de Bondoukou) et descendent vers Abidjan, par Abengourou et Adzopé.

b - Ovins

Par régions, on signale les effectifs suivants (en 1994) :

Nord-Ouest	(Odienné)	103 075
Nord	(Korhogo)	168 466
Nord-Est	(Bondoukou)	175 330
Centre-Nord	(Bouaké)	157 448
Ouest	(Man)	40 577
Centre-Ouest	(Daloa)	108 321
Nord-Est	(Yamoussoukro)	130 683
Est	(Abengourou)	28 221
Sud-Ouest	(San Pedro)	34 678
Sud	(Abidjan)	125 442
TOTAL		1 072 241

Source : carte des projets
de privatisation des vétérinaires,
1995, DSV

c - Caprins (total national)

1991	➔ 719 384
1992	➔ 781 242
1993	➔ 188 826

Qu'il s'agisse des bovins ou des ovins, on voit donc que la réputation de faveur modérée pour l'élevage n'est pas totalement usurpée, et cela en dépit des potentialités toujours affirmées. Faut-il attendre la présence de vétérinaires privés sur le terrain pour aider et former des éleveurs ou les vétérinaires, jeunes et compétents, attendront-ils que les éleveurs se lancent pour aller leur proposer leurs services ?

En revanche, les estimations, en matière de viandes se rapportant à des élevages plus concentrés - dits "hors sol" - semblent se développer dans la région Sud (Abidjan), très probablement en rapport avec l'approvisionnement de l'agglomération.

On trouve ainsi :

d - Porcins (tonnes équivalents - carcasses et abats)

1993	➔ 7 969
1994	➔ 7 728

(Source : D.P. MINAGRA)

e - Volailles (tonnes équivalents - carcasses et abats)

1993	➔ 20 058
1994	➔ 18 711

(Source : D.P. MINAGRA)

L'évolution est confirmée par le volume des importations de concentrés passé de 7 966 kg en 1991 à 55 690 en 1992 et 39 000 en 1993 (MINAGRA - DSV).

2.1.2 - Pathologies dominantes

Les pathologies animales qui continuent de limiter les productions sont les suivantes :

a - Bovins

- ✓ péripneumonie contagieuse (779 571 vaccinés en 1991 et 981 760 en 1993) ;
- ✓ brucellose ;
- ✓ charbons (bactérien et symptomatique) ;
- ✓ pasteurellose ;

Deux maladies méritent quelques explications :

➔ fièvre aphteuse qui semble, de cas sporadiques dispersés, passer à un état endémique dans les régions Sud et Est ; cette maladie, due au virus SAT.2, préoccupe assez peu actuellement car elle cause, semble-t-il, peu de troubles, et ne s'exporte pas de Côte d'Ivoire vers des pays indemnes.

➔ peste bovine : les programmes d'éradication semblent en voie de porter leurs fruits. Le nombre de vaccinations diminue et il est prévu de l'arrêter en 1997 ou 1998.

Les vaccinations en 1991 sont de l'ordre de 630 170 et en 1993 de 287 665.

S'agissant de la diminution du nombre des vaccinations, on notera un effet premier, qu'il appartiendra peut-être aux vétérinaires privés de modifier en vue d'une action à long terme. En matière de charbons, le nombre des vaccinations a diminué. Depuis qu'elles sont payantes, beaucoup d'éleveurs ne vaccinent qu'après l'apparition de cas de maladies.

✓ trypanosomose :

Cette maladie reste un grand obstacle au développement de l'élevage, malgré les progrès de la connaissance en matière de glossines : pièges, débroussaillage qui font reculer le vecteur, sans apparemment permettre un vrai développement de l'élevage dans des zones où cela serait pourtant possible au plan agropastoral.

b - Ovins et caprins

La maladie la plus lourde semble être la peste.

c - Porcins

Les pertes seraient rares, certains disent inexistantes. En revanche, la tuberculose sévit dans les élevages concentrés.

d - Toutes espèces

Rage : la rage est endémique en République de Côte d'Ivoire. En 1993, 10 211 animaux ont été vaccinés. Mais la maladie sévit et on ne connaît pas la totalité des cas apparus dans le pays.

Chez l'homme, le nombre de décès (connus) par rage se chiffre comme suit :

1989	» 06
1990	» 11
1991	» 03
1992	» 07

2.1.3 - Les productions animales

Toutes les informations ci-après regroupées sont issues du rapport annuel 1993 de la Direction des Services vétérinaires.

a - Ruminants

Le total des abattages contrôlés donne les chiffres suivants :

Bovins	» 206 365
Ovins	» 39 370
Caprins	» 59 338

Deux régions (Nord et Centre-Nord) représentent 30 p. 100 du total et Abidjan-Ville 41 p. 100, soit les deux tiers pour ces trois entités.

b - Porcins

Le total est de 27 234 dont 78 p. 100 se retrouvent à Abidjan-Ville.

La ville d'Abidjan et les départements (non pas les régions en totalité) de Daloa et Korhogo représentent ensemble plus de 20 p. 100 des abattages.

Il n'est guère possible d'aller plus loin. On verra cependant combien l'incidence de ces chiffres est à prendre en compte en matière de Santé Publique vétérinaire.

Sur ce dernier point, les saisies, par leur faiblesse et les motifs relevés appellent plutôt l'attention sur les efforts à faire que sur les pathologies majeures. On trouve la tuberculose, les cachexies et chez le porc, la cysticercose.

Dans les autres domaines des productions animales terrestres, c'est sur les importations qu'il faut se retourner, en particulier en matière de produits laitiers.

Un gros effort de formation et d'amélioration des locaux, de formation du personnel est entrepris par le sous-direction de l'hygiène publique, en matière d'hygiène des aliments : hôpitaux, écoles, hôtels.

c - Couverture en matière de ressources animales

Un bilan dit de "production - Importation - Consommation" est établi par la Direction des Services Vétérinaires, avec l'aide du Service d'Inspection et de Contrôle Sanitaires Vétérinaires (SICOSAV).

On observe les taux de couverture suivants (en p. 100 - 1994) :

Bovins	➤ 33
Ovins - Caprins	➤ 56
Porcins	➤ 84
Volailles	➤ 90
Oeufs	➤ 100
Lait	➤ 19

2.2 - LES RESSOURCES ANIMALES AQUATIQUES

Les statistiques de la Direction de l'Aquaculture et des Pêches, au Ministère de l'Agriculture et des Ressources animales, montrent que la République de Côte d'Ivoire a exporté 53 229 tonnes de poissons en 1993, sous forme notamment de conserves de thon.

La valeur ajoutée qu'elle obtient ainsi lui permet de couvrir, et au-delà, les 209 499 tonnes de poissons importés, provoquant ainsi une balance positive nette de 2 138 109 francs.

Ce mécanisme compense une faiblesse de la couverture puisque la production totale (aquaculture comprise) n'est que de 70 174 tonnes pour une consommation de 205 674 tonnes, soit un taux de couverture de $\frac{1}{3}$ seulement.

Il y a donc deux raisons au moins de sauvegarder l'aptitude du pays aux exportations en matière de ressources aquatiques. L'une est évidemment que l'ensemble fait apparaître un solde exportateur positif, couvrant les importations, ce qui deviendrait impossible si les normes internationales admises et officialisées n'étaient pas respectées. L'autre raison est le développement de l'aquaculture que les conditions géographiques et climatiques devraient certainement favoriser.

2.3 - ORGANISATION DU MINISTERE DE L'AGRICULTURE ET DES RESSOURCES ANIMALES

Le mot "pêche" n'apparaît pas dans l'intitulé de ce département ministériel. C'est pourquoi, dès lors que la Direction des Pêches en faisait partie, il a paru utile de distinguer les ressources animales terrestres et les ressources aquatiques.

Le tableau (page suivante) montre l'organigramme du Ministère de l'Agriculture et des Ressources animales (MINAGRA). Celui-ci comporte trois directions générales :

- ✓ Aquaculture
- ✓ Eaux et Forêts
- ✓ Ressources animales

Il exerce sa tutelle sur un établissement public administratif, le Laboratoire National d'Appui au Développement Agricole (LANADA), créé par le décret 91-760 du 14 novembre 1960.

Il supervise enfin le service d'inspection des denrées importées au port d'Abidjan, dit SICOSAV.

Ce tableau appelle quelques compléments.

2.3.1 - Direction de l'Aquaculture et des Pêches

Cette direction se charge autant de la production en milieu marin qu'en milieu lagunaire et de rivière. S'y ajoute l'aquaculture. Cette direction comporte des ingénieurs halieutes qui supervisent les armements aussi bien que les conditions d'importation et d'exportation. Ils sont en concours avec les services vétérinaires pour l'inspection sanitaire des produits mis sur le marché (voir arrêté 31 MPA du 14 juin 1976, article 32, texte visé par le plus récent arrêté 200 MINAGRA du 05 août 1993, sans que ce dernier se prononce sur le service chargé de l'inspection sanitaire).

2.3.2 - Direction de la Promotion des Elevages

Son rôle est de promouvoir et de coordonner l'élevage et le développement des industries agroalimentaires en Côte d'Ivoire, avec deux sous-directions (zootechnie, donc origines et génétique, et promotion des élevages et industries). Actuellement, la direction et les deux sous-directeurs sont des docteurs vétérinaires.

2.3.3 - Direction des Services vétérinaires

On y retrouve les deux branches classiques de ce type de direction : la santé des animaux et l'hygiène des aliments, appelée ici "Hygiène Publique Vétérinaire".

Malheureusement, le développement souhaitable de ces démarches est entravé par l'incertitude liée au transfert de compétence aux communes décidé par les lois de 1980 et de 1985, et réglementé par le décret du 25 juin 1986, sur lequel il y aura lieu de revenir (voir chapitre 4).



La sous-direction de la Santé animale comporte cinq bureaux :

- ✓ Santé des ruminants ;
- ✓ Santé des animaux élevés en hors-sol ;
- ✓ Cliniques et zoonoses ;
- ✓ Pharmacie vétérinaire ;
- ✓ Lute anti tsé-tsé.

La sous-direction d'hygiène publique n'en comporte que deux :

- ✓ Transformation primaire et distribution ;
- ✓ Productions animales.

2.3.4 - Laboratoire National d'Appui au Développement agricole (LANADA)

Cet établissement public administratif, doté d'un personnel de qualité, a été créé par le décret 91-760 du 14 novembre 1991.

Il comporte neuf laboratoires de spécialités diverses et a son siège dans les locaux autrefois occupés par la SODEPRA, aujourd'hui remplacée par une autre structure, l'ANADER (voir ci-après). Tous sont situés sur l'axe vertébral de la République de Côte d'Ivoire, celui qui va, nord-sud de Korhogo, à Abidjan.

- | | |
|-------------------------|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| ✓ à Korhogo | <ul style="list-style-type: none"> ➡ Laboratoire régional de Pathologie ➡ Laboratoire d'Ecologie LABECO |
| ✓ à Bouaké | <ul style="list-style-type: none"> ➡ Laboratoire régional de Pathologie |
| ✓ à Yamoussoukro | <ul style="list-style-type: none"> ➡ Laboratoire national d'Analyses des Semences (LANASEM) |
| ✓ en région Sud-Abidjan | <ul style="list-style-type: none"> ➡ Centre national d'Insémination artificielle (CNIA) à Bingerville ➡ Laboratoire central de Pathologie animale (LCPA) à Bingerville ➡ Laboratoire central de Nutrition animale (LACENA) à Abidjan ➡ Laboratoire de Pathologie Aquacole (LPAQ) à Abidjan ➡ Laboratoire central d'Hygiène alimentaire (LCHA) à Abidjan |

2.3.5 - Service d'Inspection des denrées importées au port d'Abidjan (SICOSAV société d'Inspection sanitaire au port)

Ce service d'inspection, assuré par des docteurs vétérinaires, est très directement placé sous l'autorité du Directeur Général des Ressources animales. Il a été créé par un arrêté du MINAGRA.

2.3.6 - Services déconcentrés

A la différence des services décentralisés, comme les communes ou la ville d'Abidjan, les services déconcentrés sont les services du terrain, situés près des créateurs de ressources animales, les éleveurs, en liaison avec les responsables administratifs locaux, les préfets de Région, les préfets et les sous-préfets.

Dans chaque région existe un Directeur Régional de l'Agriculture et des Ressources animales (DRARA), et dans chaque département un Directeur Départemental (DDARA). Il y a un seul docteur vétérinaire chargé de DRARA et une dizaine de départementaux. Il existe, à la base, auprès des éleveurs des services d'appui aux éleveurs, les secteurs de développement rural (SDR) couvrant une ou plusieurs sous-préfectures, pour un nombre total de 80 dans les 50 départements.

Ces services sont en liaison avec une agence, créée en 1993, agence à forme juridique de société d'économie mixte, dite l'ANADER.

L'ANADER (voir annexe 1 n° 82 et ci-après rapport, chapitre 4, sous 43/12) a pris la succession de trois sociétés d'Etat :

- ✓ la SODEPRA qui se chargeait du développement de l'élevage ;
- ✓ la CIDV pour les cultures vivrières ;
- ✓ la SATMAC pour le café et le cacao.

2.4 - PRIVATISATION DES VETERINAIRES

Il s'agit de la mise en place de vétérinaires assurant clinique et soins aux animaux en médecine libérale ou exerçant une activité privée, par exemple de grossiste.

En juillet 1995, onze vétérinaires ivoiriens (sur un total de 143) ont une occupation privée. On trouve en effet :

- ✓ clientèle libérale ➡ cinq à Abidjan (Ville d'Abidjan)
- ➡ un à Odienné (Nord-Ouest)
- ➡ un à Ferkessoudougou (Nord)

Un problème se pose à Abidjan où quatre vétérinaires sont effectivement installés. Le cinquième devant tôt ou tard se trouver un point fixe pour l'exercice de la profession, conformément à la loi.

✓ grossistes en médicaments : quatre.

Mais le docteur Lamizana, ancien "patron" de la SODEPRA, dont le rôle reste un point de départ nécessaire pour le lancement de l'intérêt vers l'élevage, estime que trois clientèles vétérinaires sont possibles dans l'immédiat, ce qui entraînerait l'installation de trois nouveaux vétérinaires privés :

- ✓ un à Korhogo (Nord) ;
- ✓ un à Bouaké (Centre-Nord) ;
- ✓ un à Bouna (Nord-est).

On notera que tous ces lieux sont ceux où viennent les transhumants après un dur voyage en provenance du Nord. C'est, peut-on dire, l'existant potentiel minimal dans une vision statique.

Mais le docteur P. Koua Brou, ex-Président de l'Ordre des Vétérinaires, estime quant à lui, que les vétérinaires désirant s'engager dans la voie libérale doivent se pénétrer d'une vision dynamique : rendre service aux éleveurs, leur montrer les voies de profit en élevage, être à leurs côtés, les former, les informer, leur fournir les substances d'aide à l'élevage qui leur permettront de supporter les charges vétérinaires qui leur incombent et même d'en tirer avantage, telles sont les voies des futures activités privées des vétérinaires.

2.5 - STRUCTURE JURIDIQUE DES TEXTES SANITAIRES

Qu'il s'agisse de domaines très scientifiques ou techniques, aussi très spécifiques et spécialisés que ceux de l'Elevage et de la Pêche, aucun système inséré dans une société, vivant sous les principes de l'Etat de Droit, ne saurait se dispenser d'une structure juridique. Or, il n'est pas rare de voir certaines professions, surtout quand elles ont des traditions et une vocation spécifiques, chercher à réglementer soit elle-même, soit les objets sur lesquels elles portent sans se soucier de l'environnement juridique.

2.5.1 - Une évolution buissonnante

La nécessaire mise en ordre du champ des ressources animales de ce point de vue a été entreprise depuis bien des années déjà. La privatisation de la profession vétérinaire a accéléré ce manquement au cours de ces dernières années, comme en témoignent les deux lois de 1988 sur l'Ordre national des Vétérinaires et sur le Code de déontologie des vétérinaires. De même, dans certaines applications au devenir des produits animaux, on a vu apparaître des textes animés des plus excellentes intentions en vue de la protection de la Santé Publique, pris sur la base des textes les plus divers et souvent sous la seule autorité des pouvoirs conférés au Ministre dans telle ou telle compétence par le décret du Président portant nomination des membres du gouvernement et attribution des ministères. On trouve ainsi l'hygiène des restaurants au Tourisme, celle du lait aux Fraudes, celle des viandes au niveau de l'abattage aux municipalités, celle du poisson aux Pêches, et celle des plats cuisinés, au service des pharmacies. Certes, il peut s'agir là de choix politiques,

au sens où ce mot signifie l'organisation de la société et la répartition des responsabilités entre les différents secteurs. Mais devant le buissonnement des textes, tel n'est pas le sentiment qui l'emporte. On aurait plutôt l'impression d'un concours d'administrations qui cherchent à promouvoir un texte de santé publique afin d'accrocher l'activité de contrôle qui s'y trouvera impliquée à leur domaine.

Un tel comportement appelle plusieurs remarques.

En premier lieu, on observera que ce ne seront jamais les textes juridiques qui affecteront les rôles d'une façon définitive. Ils ne seront à cet égard efficaces qu'en fonction de la compétence des agents. Par ce terme, on n'entend pas seulement l'aptitude à exercer les obligations qu'en les imposant aux opérateurs économiques et aux producteurs, on s'oblige à connaître et à maîtriser, mais aussi la capacité à entretenir et à gérer le réseau de contrôles objectifs et sérieux que justifie le souci de Santé Publique.

En second lieu, on aura présent à l'esprit qu'un rassemblement de textes, disons un code sans y voir un *corpus* légal "béné" par les Pouvoirs, n'implique en rien que l'application des textes qui s'y trouvent sera confiée à telle administration plutôt qu'à telle autre. Par exemple, la loi 63-301 relative à la répression des fraudes ne confie pas seulement (article 7) aux agents du Service de la Répression des Fraudes le soin de rechercher et constater les infractions, mais aussi à des agents relevant de différents ministères :

- ✓ Intérieur et Justice : officiers de Police judiciaire ;
- ✓ Santé : pharmaciens ;
- ✓ Agriculture et ressources animales : vétérinaires, assistants d'élevage, inspecteurs des produits agricoles ;
- ✓ Finances : agents des contributions indirectes des douanes ;
- ✓ Affaires économiques : fonctionnaires désignés à cet effet.

En troisième lieu enfin, il importe de distinguer les exigences (contrôles à faire) et l'exécution de la surveillance (contrôles en oeuvre). Les premiers peuvent être définis par le "pouvoir". Cela va des règles du jeu d'un sport jusqu'aux méthodes de fabrication et aux précautions de sécurité et de salubrité des denrées. Elles seront définies par les fédérations sportives, les groupes de fabricants, les producteurs ou les transformateurs. Elles résultent de concertations et de confrontations. Elles peuvent être garanties par les pouvoirs publics par "reconnaissance", "agrément", "autorisation", ou imposées par une réglementation conforme à la loi.

2.5.2 - Les contrôles

Il arrive que, là où les producteurs sont peu nombreux, peu informés, trop enfermés dans leurs certitudes traditionnelles, les pouvoirs publics, pour gagner du temps ou par facilité imposent des règles de produits ou de fabrication. Il n'est pas rare alors qu'elles le fassent en recopiant des normes étrangères, correspondant à un certain état de la culture et de la technique valable dans d'autres pays. Si on adopte les normes bactériologiques des

fromages admises aux Etats-Unis d'Amérique, la plupart des fromages français, qui sont faits à partir du lait cru, seraient appelés à disparaître. De même, on est contraint de s'interroger sur l'usage des "plans à trois classes" pour les plats cuisinés et les conserves alimentaires envisagés dans l'annexe de l'arrêté 250/MSP.DSPH du 18 novembre 1988.

Car il faut passer au "contrôle en oeuvre" ensuite. Encore sera-t-il nécessaire, ayant édicté des normes, d'être à même de les vérifier de façon fiable et répétitive, ce qui n'est pas toujours le cas, ni au niveau public, ni au niveau des capacités du fabricant privé.

On approche du "noyau dur" où les risques deviennent si majeurs pour la population qu'il est du devoir de l'Etat dans le cadre de sa souveraineté intérieure d'en assurer lui-même le contrôle. Mais ici encore deux voies s'offrent, celle du contrôle privé, sous surveillance des pouvoirs publics et celle du contrôle par ces pouvoirs eux-mêmes.

Le choix, une fois encore, est culturel.

L'évolution du pays, tel que permet de l'entrevoir l'analyse des textes qui ont été réunis, montre que pour l'instant c'est vers le contrôle par les services de l'Etat que s'ouvre la première voie à emprunter.

Mais même si, dans l'avenir le développement de la responsabilisation des entreprises agroalimentaires, leurs moyens en équipements et en personnel les mettent à même de vérifier leurs produits par rapport aux normes retenues, deux choses n'en resteront pas moins de la souveraineté de l'Etat :

- ✓ la police des denrées ou souveraineté interne ;
- ✓ les garanties à l'égard des autres souverainetés étatiques ou souverainetés externes.

La police est dans ce cas la police administrative, celle qui permet de réglementer les libertés et de sanctionner les manquements, afin d'assurer le meilleur niveau possible de salubrité des aliments. Elle comporte évidemment un volet de création de textes et un volet d'exécution, suivie éventuellement de sanctions. Dans un état démocratique, les règles de droit applicable ne sont pas seulement justifiées par les intentions, elles doivent de plus être conformes au dispositif juridique des garanties accordées aux citoyens.

Or, la situation juridique en République de Côte d'Ivoire apparaît quelque peu désordonnée dans les domaines vétérinaire et agro-alimentaire. Les références de compétence varient selon les époques et l'accès aux textes en est rendu très touffu et fort peu lisible.

Les garanties officielles internationales portent sur des sujets plus sensibles, mais moins nombreux et plus faciles, dans la mesure où les exportations sont limitées. On y observe cependant qu'elles se situent pratiquement dans le seul domaine des produits de

la pêche. Ils appliquent des accords bilatéraux avec les pays importateurs, voire avec des groupes de pays, tels que l'Union Européenne (UE). En raison de la qualité des expertises réalisées par le Laboratoire central d'Hygiène alimentaire, partie du LANADA (Laboratoire national d'Appui au Développement rural), les normes sont vérifiées et valablement attestées par le "Vétérinaire Officiel" selon l'expression employée au niveau de l'UE.

2.5.3 - La cohérence de la structure juridico-technique

Restent donc la dispersion et le défaut d'insertion dans un ordre juridique cohérent, ce qui risque d'entraîner des dérapages en ce qui concerne les libertés individuelles, au niveau des opérateurs de filières.

On trouve des décrets pris en application d'autres décrets, des lois qui entrent dans des détails d'application pratiquement techniques, ce qui aboutira soit à méconnaître le respect dû à la loi, soit à bloquer l'évolution technologique, voire les deux (tantôt l'un, tantôt l'autre) et, à l'inverse des arrêtés ministériels énonçant des mesures inapplicables ou dépourvues de tout fondement légal. Certes, on invoquera alors deux arguments pour justifier cette situation.

D'abord, l'évident effet pédagogique que constitue une proclamation de haut niveau, non loin de ce qu'on appelle aussi parfois un "effet d'affichage", attire l'attention des opérateurs et rassure le public. La Loi a son prestige propre et le Président de la République, seul détenteur du pouvoir exécutif, représente la Nation.

Le second argument se fonde sur l'urgence à avancer dans la mise sur pied d'une législation (au sens large de l'ensemble du droit positif, c'est-à-dire lois, règlements, arrêtés) pour encadrer les grandes décisions politiques ou économiques, la privatisation de la profession vétérinaire de soins par exemple.

Ces deux arguments ne résistent pas à un examen sérieux. En effet, l'effet politique des décisions prises par une personne de haut niveau dans ses responsabilités nationales est totalement indépendant de la façon dont le texte est fondé et construit. En fait, cela devient un problème de communication. Le choix des procédures adéquates ne fera que rendre plus fort encore l'impact des décisions en bonne et due forme qui auront été édictées par l'autorité compétente.

Par ailleurs, si l'urgence peut s'expliquer au niveau des décrets, évidemment plus faciles à obtenir et surtout plus rapidement menés à bonne fin que des lois, l'avantage montre ses effets pervers en se retournant contre lui-même quand on a mis dans la loi des points de détail qui, dans un simple arrêté où ils auraient mieux leur place, seraient plus aisément et plus vite modifiés, tout en demeurant conformes aux principes énoncés dans la loi.

Enfin - et surtout - la distinction du domaine de la "Loi" et du "Règlement", qui était déjà posée en principe dans la Constitution du 03 novembre 1960 (articles 41 et 44), s'est trouvée renforcée par la révision constitutionnelle du 16 août 1994, donc toute récente et marquant une claire volonté à cet égard.

2.5.4 - Les domaines de la Loi et du Règlement

Le Président de la République est détenteur exclusif du pouvoir exécutif qui implique et inclut le pouvoir de créer des règlements (Constitution -C- article 12). Il nomme le Premier Ministre et, sur la proposition de celui-ci, les Ministres. Il préside le Conseil des Ministres qui délibère des décrets réglementaires (C. article 22).

Mais il n'est pas maître des domaines respectifs de la Loi et du Règlement définis par la Constitution (articles 41 et 44).

La loi fixe les règles concernant :

- ✓ les droits civiques, les garanties fondamentales, les libertés publiques ;
- ✓ la détermination des crimes et délits et les peines applicables ;
- ✓ l'organisation des tribunaux, judiciaires et administratifs ;
- ✓ les prélèvements obligatoires ;
- ✓ les catégories d'établissements publics ;
- ✓ le statut de la fonction publique.

Elle détermine les principes fondamentaux du régime de la propriété, des droits sur les choses et des obligations.

Toutes les matières qui ne sont pas du domaine de la loi ont un caractère réglementaire.

Mais ce qui caractérise la volonté de clarifier la distinction et de la rendre opérationnelle, c'est la réforme constitutionnelle du 16 août 1994 (loi 94-438).

Cette révision a pour but essentiel de créer une Cour constitutionnelle appelée à jouer un rôle dans l'organisation d'élections "disputées" en vue d'assurer leur régularité.

Mais en même temps, la distinction des domaines (et donc des parcours d'autant plus séparés - Législatif et Exécutif) se trouve à nouveau déclarée et renforcée.

Un nouvel alinéa de l'article 44 permet au Conseil Constitutionnel de rendre au pouvoir exécutif certaines dispositions de lois antérieures de caractère réglementaire qui auraient été pris par voie législative. Le texte dans sa rédaction pose un problème d'interprétation. Il se réfère à la "présente Constitution". S'agit-il de la présente loi de révision constitutionnelle ou de la Constitution - loi de 1960 ? Les choses eussent été moins douteuses si le texte était : "... de la présente loi de révision constitutionnelle"; ce sera au Conseil Constitutionnel de se prononcer. Il est très vraisemblable qu'il considérera que toutes les lois antérieures au 16 août 1994 sont visées par l'article 44 -2e alinéa de la Constitution. Le contraire consisterait à vider de toute portée la révision elle-même et serait contraire à l'autre renforcement de la distinction des domaines : l'article 46 nouveau, qui déclare "irrecevables les propositions ou amendements qui ne sont pas du domaine de la loi" et prévoit tous les cas de saisine du Conseil Constitutionnel en cas de contestation des décisions prises sur ce sujet par le Président de l'Assemblée nationale.

Ces considérations ne sont pas des hypothèses d'école ou des réflexions hors sujet de ce rapport. Il y a des incidences pratiques.

Les articles 44 et 46 de la Constitution dans sa forme actuelle permettront au gouvernement de modifier par décret, après avis du Conseil Constitutionnel, les nombreuses disparitions, de valeur réglementaire qui ont été prises en forme législative parmi les textes intéressant les ressources animales. Un seul exemple : celui de la loi sur l'Ordre des vétérinaires et celle sur le code de Déontologie, qui autrement se transformeront, avec le temps, en monuments de rigidité, forcément cassants.

Mais il est clair qu'il conviendra d'en tenir compte également dans les projets de textes actuellement en préparation, par exemple sur la profession vétérinaire, ou souhaités, tels que le contrôle sanitaire et qualitatif des denrées animales et d'origine animale.

2.5.5 - Juridictions suprêmes

En même temps, la révision de 1994, en libérant la Cour Suprême de ses rôles politiques, lui a rendu un éclairage de Haute Juridiction. Elle comporte en effet désormais trois chambres (article 61 nouveau) :

- ✓ la chambre judiciaire ;
- ✓ la chambre administrative ;
- ✓ la chambre des Comptes.

Les chambres joueront donc un rôle majeur dans la future jurisprudence ivoirienne en matière de finances publiques, de droit privé (civil, commercial), de droit pénal et de droit administratif.

Ce dernier point doit retenir l'attention. Il signifie en effet que si, jusqu'à présent, les personnes, physiques ou morales, de nationalité ivoirienne n'ont jamais contesté les décisions réglementaires (au sens large, décrets et arrêtés) sur le plan de leur conformité à la loi ou à la Constitution, le temps viendra où, sachant qu'ils peuvent le faire, ils le feront.

Cela est normal, classique, courant dans un Etat de droit à prétentions démocratiques.

En d'autres termes, les textes qui seront proposés par les ministères et leurs services devront de plus en plus, veiller à leur légalité. L'administration, en raison de son rôle de protection des citoyens que l'on a vu plus haut, dispose de larges pouvoirs. Ceux-ci connaissent cependant des limites : celles de la légalité qu'il convient de respecter.

Cela implique une bonne utilisation des textes visés qui devront clairement justifier le texte nouveau proposé. En même temps, on notera qu'il n'est pas nécessaire de viser la Constitution pour un simple arrêté, étant supposé que le décret ou la loi visés ont été vérifiés, s'il y a lieu, par des instances compétentes.

3 - RECHERCHE D'UN SYSTEME JURIDIQUE INTEGRATEUR

La recherche d'un système juridique fondateur est l'objectif central de la présente mission (voir points 3.2.4 et 3.2.5 des termes de référence). En effet, quelle que soit leur grande qualité abstraite, beaucoup des textes déjà mis en doit positif sont tellement dépourvus de liens clairs qu'on en arrive à une sorte de mouvement brownien où l'agitation masque l'absence de rapports avec le réel et, en définitive, s'oppose à tout véritable progrès. Pourquoi exiger des améliorations d'hygiène ou des mesures de prophylaxie si elles sont déjà proclamées et d'une manière qui les fait sembler du moins proches d'être atteintes ? Sur quelles bases les asseoir, sur quels fondements solides et durables appuyer les nouveaux textes ? Même si certains produits, notamment alimentaires doivent dès à présent, par leur mode de fabrication, de distribution et de présentation, subir des exigences de salubrité et des normes qualitatives de niveau élevé, la législation (lois et règlements) doit en même temps tenir compte de l'état réel de l'économie et des techniques maîtrisées par le plus grand nombre des citoyens.

Le système recherché aura à répondre à ces deux préoccupations :

- ✓ être une fondation durable et solide ;
- ✓ répondre aux exigences complexes et aux besoins simples et courants.

3.1 - CARACTERISTIQUES DU SYSTEME

Les textes sont l'expression des institutions qui coordonnent et régissent une société, sur le modèle de l'Etat de Droit. Or, les institutions ne sauraient être trop en avance sur les mentalités, la culture, les traditions sans perdre toute leur efficacité. C'est toute la problématique du changement qui évite les cassures sociales. Mais d'un autre côté, elles ne sauraient méconnaître la situation des technologies réelles, c'est-à-dire maîtrisées par les opérateurs et économiquement utilisables.

Deux groupes de caractéristiques sont à remplir par le système juridique, des caractéristiques propres et internes (intrinsèques) et des caractéristiques extérieures et liées à l'environnement humain (extrinsèques).

3.1.1 - Caractères extrinsèques

Un Code n'est pas fait pour satisfaire ceux qui l'ont imaginé, même si cette sensation de travail accompli, au mieux de ses aptitudes, est légitime.

C'est l'affaire de tous, en ce sens que tous les opérateurs des filières voudront se retrouver et avoir des réponses aux questions qui se posent à eux et qu'ils répercutent sur les pouvoirs publics. Qu'est-ce qui est recommandé ? Qu'est-ce qui est interdit ? Comment obtenir ceci ou cela ? Une aide financière, c'est ce à quoi on pense toujours en premier, mais à tort, car les opérateurs des filières agro-alimentaires ont bien d'autres soucis quotidiens. Ils veulent défendre leurs troupeaux contre les maladies, alors, pourquoi telle vaccination est-elle obligatoire et telle autre interdite ? Ils veulent exporter leurs produits fabriqués, alors sur quelles bases telle administration refuse le certificat de conformité exigé par le partenaire commercial étranger ?

Personne ne se soumet durablement à des règles qu'il n'ait au moins comprises, sinon acceptées, même s'il est vrai que les dérapages conduisent parfois à des abus où chaque individu ou groupe d'individus ne prend en compte QUE ses intérêts personnels, refusant toute négociation et niant l'intérêt général, c'est-à-dire celui de la Société. Du reste, ce genre d'attitude, poussé à l'extrême, aboutit toujours à des catastrophes globales et dès lors au détriment des intérêts particuliers défendus de façon hypertrophiée.

Un Code devra être accessible à tous, ouvert, compréhensible, à des niveaux de généralité variables selon les activités et les compétences, mais toujours articulé en réseau.

Cela signifie qu'aucun texte ne sera traité comme un "électron libre", appartenant en quelque sorte à l'administration qui en aura eu l'inspiration et l'opportunité. Il ne suffit pas de porter des visas, un peu en tous sens, encore moins de se référer à la seule "autorité compétente" pour édicter telle obligation car cela va de soi et est prévu par les textes constitutionnels :

- ✓ les lois sont DE l'Assemblée Nationale et promulguées PAR le Président de la République ;
- ✓ les décrets sont DU et PAR le Président de la République ;
- ✓ les arrêtés sont DE et PAR les Ministres.

La cohérence et la clarté seront donc assurées par le respect de la hiérarchie juridique, chaque niveau devant rester conforme aux supérieurs, sauf à changer ces derniers s'il apparaît nécessaire.

Même si, comme tel est le cas en République de Côte d'Ivoire, la diversité des situations sanitaires est très grande et le travail de construction juridique énorme, il importe - c'est probablement même encore plus nécessaire - de ne pas se laisser submerger par des textes en tous sens que le public ne comprendra pas. La conséquence rapide en serait alors qu'il aurait une impression d'arbitraire et d'abus cachés de la part de l'administration. Que ceux-ci soient réels ou imaginaires en l'occurrence importe peu : le mécontentement serait le même.

Les textes doivent être clairs, accessibles et compréhensibles par tous, pas seulement par des spécialistes. Ils seront alors vérifiables.

3.1.2 - Caractères intrinsèques

Ils découlent de toute évidence des rapports à la Société ci-dessus rappelés.

Le système sera simple, chaque niveau répondant à des objectifs propres et ne se mélangeant pas. On parle de niveau "supérieur" pour la loi par rapport aux décrets, mais c'est surtout une façon de situer les choses. En réalité, chaque niveau (voir 3.2) a un rôle

spécifique en peu de temps, devant un arrêté. Le citoyen, le fabricant, l'éleveur, le producteur ou leurs conseillers pourront remonter de l'arrêté aux textes qui le justifient et l'expliquent. De même, l'administration, dans le cadre de ses responsabilités sera ainsi à même de connaître les limites administratives au pouvoir qu'elle entend exercer, de demander à qui en a l'autorité, les changements nécessaires s'il en faut.

Elle pourra ainsi mieux discuter avec les organismes représentatifs pour les convaincre de la légitimité de la modification envisagée et l'adapter aux réalités.

Le système sera simple. Les grandes lignes sont déterminées : on sait dans quelle direction on marche. Mais il convient de tenir compte des réalités actuelles. Le principe de dérogations temporaires sera donc prévu, mais assorti de critères objectifs et vérifiables, ce qui, le moment venu, manifesterà qu'elles sont devenues sans objet.

Le système gardera donc une grande capacité d'adaptation. Les fondements (on dirait volontiers les fondations par métaphore) seront d'autant plus solides qu'ils permettront des adaptations à la réalité car "les faits sont têtus". Vouloir cristalliser ce qu'il serait facile de durcir "ici et maintenant", c'est s'empêcher de faire face à d'autres conditions dont on ne sait jamais vraiment ni où ni quand ni comment elles apparaîtront.

Dans la maîtrise des questions juridico-techniques comme celle de Santé Publique Vétérinaire, on cherchera à construire sur le fondement de lois courtes, simples et claires, une hiérarchie juridique raisonnée.

3.2 - HIERARCHIE DES TEXTES

Le recours à cette notion n'est pas seulement une règle de séparation des pouvoirs, supposée liée étroitement à la conception d'Etat de Droit et de Démocratie.

C'est elle en effet qui introduit et impose la clarté dans les textes et le respect des caractères du système.

3.2.1 - La construction structurée

On a pu s'étonner que le consultant ait estimé devoir remonter jusqu'à une lecture de la Constitution pour aborder des questions de textes relatifs à la santé des animaux ou de la salubrité des aliments.

Pourtant, on ne saurait établir une structure juridique sans s'assurer qu'elle a un sens, au moins qu'elle est prévue par le texte fondamental le plus solennel et, si possible, qu'une procédure de contrôle existe, même si, jusqu'à présent, elle n'a produit aucune jurisprudence. Mais il n'est pas imaginable que la chambre administrative de la Cour Suprême ne joue, dans le domaine du contrôle de légalité et du contentieux administratif, un rôle régulièrement croissant.

a - La Loi

L'usage de la majuscule permet de distinguer la Loi formelle, celle qui est votée par l'organe détenteur du pouvoir législatif et la "loi", au sens courant, qui, se rapportant à l'ensemble du droit positif, vise l'ensemble des textes, arrêtés compris.

Du point de vue constitutionnel, la Loi traite des matières qui sont dites du domaine législatif (voir 2.5). Quant au contenu, elle se limite à ces éléments nécessaires, en exprimant les principes essentiels auxquels devront se conformer les textes de niveau inférieur, et éventuellement, le champ des dérogations envisageables. Elle intervient chaque fois que des atteintes aux biens ou aux personnes sont prévues, même pour les motifs les plus valables au titre de la défense de la Santé Publique.

Mais il est vrai que la Loi a aussi un rôle de solennité qui appelle l'attention des médias de communication et du public. Cela entraîne couramment une volonté d'affichage politique dès lors qu'on souhaite montrer à une catégorie inquiète de la population qu'on a sorti les moyens institutionnels de résoudre le problème posé.

b - Le Décret

b.1 - Rôle

Les questions de procédure sont traitées en 2.5. Le rôle des décrets est d'organiser les principes et leurs adaptations. La loi autorise l'Exécutif à créer des dérogations à un principe essentiel qui demeure l'objectif général. Dans ce cas, le décret viendra préciser les cas, les personnes intéressées, les motifs, les critères. Prenons un exemple très topique :

Pour assurer le contrôle sanitaire de tels établissements de transformation de denrées d'origine animale, dont le principe est affirmé et permis par la loi, encore faut-il les connaître. Et si la Loi prévoit un régime spécial par respect de traditions et de procédés différents, le décret devra définir les critères de reconnaissance de ces lieux à régime différent (exemple : les "maquis" par rapport aux autres restaurants).

En affirmant la règle de l'inspection sanitaire, la Loi implique la connaissance des points à surveiller. Elle n'a pas besoin de le préciser : cela relèvera du Décret.

b.2 - Effets

Et c'est le décret qui établira la méthode de reconnaissance des établissements (de service de denrées sur place dans l'exemple). Ce décret précisera s'il s'agit d'une simple déclaration, d'un agrément, supposant des conditions de dossier et/ou de conformités qui sont définies, d'une autorisation par exemple. Selon la façon dont le décret sera rédigé, on se trouvera en face de compétences variables de l'administration :

✓ arbitraire de l'administration, généralement peu justifié par des établissements où le motif de son action est la Santé Publique (il en va différemment s'agissant d'Ordre Public - jeux de hasard ou salles de spectacle) ;

✓ compétence discrétionnaire : des critères minimaux sont exigés, d'équipement, de locaux, de personnel, mais l'administration garde un pouvoir d'appréciation, généralement placé sous le contrôle du juge administratif, afin d'exclure les abus ;

✓ compétence liée : l'administration ne peut que constater l'existence ou l'absence des critères objectifs exigés ; le plus souvent il s'agit de documents administratifs ; dès lors que le dossier est complet, la décision s'impose à l'administration qui DOIT la prendre ; il n'est pas rare qu'un délai soit alors prédéterminé, l'absence de réponse à l'issue de ce délai valant acceptation.

b.3 - Exemples

On prendra deux exemples pour illustrer ce qui est indiqué ci-dessus.

Premier exemple : La réglementation du commerce de la boucherie telle qu'elle était prévue dans le décret 67-295 du 30 juin 1967 laissait aux maires ou aux préfets la **compétence discrétionnaire** pour autoriser les candidats à exercer le "commerce de boucherie en Côte d'Ivoire". Le décret 93-312 du 11 mars 1993 règle d'une façon plus générale tous les commerces "des animaux, des denrées animales et d'origine animale destinés à la consommation humaine", donc la boucherie. Il abroge évidemment le précédent article 20. Mais surtout, il déplace le pouvoir d'appréciation entre les mains d'une commission dont la composition est définie à l'article 5. Et il fait de l'autorisation d'exercer une **compétence liée** pour l'Administration dès lors que l'article 6 stipule que "l'autorisation est accordée sur l'avis conforme de la Commission". En effet, elle ne peut ni accepter sans l'avis favorable de la Commission, ni refuser contre l'avis conforme de la Commission, puisque l'article 6 emploie le présent de l'indicatif, valant impératif.

Deuxième exemple : Projet de mandat sanitaire des vétérinaires. Dans ce projet qui sera analysé plus complètement dans le chapitre 5, on constate au chapitre I du décret envisagé que rien ne permet à l'Administration de refuser le mandat sanitaire à un demandeur qui aura fourni toutes les pièces dont la liste est fournie à l'article 4.

En revanche, l'Administration retrouve un pouvoir discrétionnaire, pouvant aller jusqu'à l'arbitraire, quand il s'agit de déterminer l'étendue géographique où s'exercera le mandat, puisqu'aucun critère objectif n'est évoqué à ce sujet, hormis les "conditions locales", ce qui est bien vague (article 6).

c - Arrêtés

Les arrêtés fournissent les éléments de détail et/ou de procédure pour l'application des décrets.

Par exemple, il n'est pas nécessaire de déterminer dans un décret les documents nécessaires à la constitution d'un dossier de candidature. Cela dépend des options délibérées :

- ✓ bloquer le système ou du moins le rendre peu modifiable, placer la liste dans le décret ;
- ✓ laisser une souplesse, laisser à un arrêté le soin de le préciser.

De même, pour la composition d'une Commission, les délais d'exécution, les services ou bureaux compétents qui peuvent changer avec la structure des ministères, il vaut mieux renvoyer à des arrêtés.

On voit que la frontière est moins nette entre le décret et l'arrêté qu'entre la loi et le décret, notamment parce que les domaines de ces derniers sont définis par la plus haute règle juridique nationale - la Constitution.

Décrets et arrêtés se distinguent surtout pour des raisons pratiques, ce qui veut dire que les effets d'affichage vont ici jouer un rôle plus grand.

On ne saurait trop recommander de s'inspirer du principe d'efficacité. Une réglementation n'est jamais parfaite, ni tout à fait satisfaisante, ni éternelle. Confrontée à la réalité, elle appellera forcément des modifications plus faciles avec un arrêté qu'avec un décret. On distinguera les arrêtés :

- ✓ selon les Ministres signataires, ce qui signifie du même coup, selon les ministères compétents pour leur application et exécution ;
- ✓ selon les actes administratifs sur lesquels ils portent.

La première distinction porte sur les arrêtés ministériels (A) et interministériels (AIM). On remarquera que plus grand est le nombre des Ministres concernés et plus on est proche d'un décret, tant en importance, qu'en difficulté d'approche et en délais. Les textes de Santé Publique Vétérinaire, généralement pilotés par le Ministre de l'Agriculture, sont souvent interministériels, soit parce qu'ils comportent des aspects financiers (économie, finances), soit parce qu'ils concernent les anthroponozoonoses (santé humaine et santé animale), soit parce qu'ils concernent des établissements d'abattage ou de transformation des denrées (tutelle de l'EPA dit Direction et Contrôle des grands Travaux - DCGTx).

La seconde distinction est probablement plus délicate à manier, dès lors que les ministères veillent spontanément au respect réciproque de leurs compétences.

Il importe de bien distinguer en effet les arrêtés selon leur objet :

- ✓ ceux qui énoncent des règles ou créent des entités à vocation durable, soit en elles-mêmes, soit dans leur conception, par exemple création d'une commission ministérielle d'avis sur tel ou tel sujet et encore de décision ministérielle ;
- ✓ ceux qui créent des droits à attributions financières, presque toujours interministériels et à effet et durées limités ;
- ✓ ceux qui portent sur des actes uniques, non répétitifs, nomination à une Commission, désignation de mandataires ou délégués.

Il conviendra seulement de procéder par des arrêtés distincts, afin de ne pas répéter dans des arrêtés constamment renouvelés, les règles permanentes.

Les arrêtés "financiers", "de personnes" seront toujours distincts des arrêtés exprimant des règles techniques ou créant des structures durables.

d - Autres textes

Dans le cadre de leurs administrations, les ministres s'expriment par voie de circulaires et de notes de service. Ces documents ont pour but d'expliquer la manière d'appliquer - et parfois de s'abstenir provisoirement d'appliquer - les textes officiels.

Il faut retenir que le principe de l'Etat de Droit est que seuls les textes pris selon les formes légales ET ayant fait l'objet d'une publication s'imposent aux citoyens. Tel ne saurait être le cas des instructions internes données aux fonctionnaires et agents d'un département ministériel.

Modifier la législation par voie de circulaires est une source de désordre institutionnel, même si cela paraît très souvent une facilité dans un premier temps, aux yeux des membres des administrations qui les sollicitent de leur Ministre.

3.2.2 - Application en république de Côte d'Ivoire

Toutes les explications ci-dessus ne seraient que des réflexions philosophiques respectables peut-être, mais sans rapport avec le réel si on ne répondait pas à la question essentielle de savoir si la hiérarchie des textes juridiques existe et peut être pratiquée en République de Côte d'Ivoire.

a - Existe-t-elle ?

On l'a déjà observé (voir 2.5), la hiérarchie des textes existe et même elle a vu sa prégnance renforcée au travers de la toute dernière révision constitutionnelle, même si ce n'était pas là son objectif essentiel.

b - Est-il possible de l'appliquer en fait ?

Cette question est beaucoup plus complexe car elle dépend fortement des habitudes et des mentalités. C'est donc plutôt en retournant à une question de fait qu'on peut y répondre : l'habitude de respecter ce système est-elle en train de s'instaurer ? Si oui, peut-on proposer un système de codification qui à la fois sera fondé sur cette hiérarchie (voir ci-après chapitre 7) et contribuera à accélérer le processus.

Le présent rapport est fondé sur une réponse positive à cette question.

Il y a à cela plusieurs raisons :

La première est qu'il est de toute façon illusoire, on l'a bien observé ci-dessus, de prétendre empêcher l'Exécutif, le Réglementaire ou le Législatif de sortir de leurs domaines respectifs quand ils entendent et veulent manifester publiquement leur rôle. Après tout, les frontières, si elles séparent, sont aussi des lieux de rencontre.

La deuxième replace dans le cadre d'une dynamique : ce n'est pas en attendant que les choses soient qu'on contribue à ce qu'elles se fassent. Le mouvement est déjà bien engagé car si on trouve des exemples de textes trop détaillés pour le niveau de hiérarchie juridique où ils se situent, d'autres, notamment parmi les projets (voir chapitre 5), sont bien placés. Il faut tenir compte aussi du caractère forcément variable de la limite entre le décret et l'arrêté.

La troisième - et principale raison - est que la législation agroalimentaire et vétérinaire est encore maîtrisable en vue d'une oeuvre de codification structurée. Plus les textes s'accumulent et plus ce travail est difficile, surtout qu'il s'agit alors de mettre de l'ordre dans une matière profuse, confuse et en mouvement. De nombreux textes sont en préparation. Le moment est donc propice à une codification conforme aux principes énoncés ci-dessus.

3.3 - LE PROBLEME DES SANCTIONS

Ce n'est certainement pas un bon système que de brandir l'arme répressive quand on veut faire prospérer une industrie, un commerce, une filière toute entière.

Il faut cependant examiner sereinement cette question, surtout quand le consultant se dispose (voir chapitre 6), à proposer un titre du Code, qui soit réservé aux pénalités.

3.3.1 - Obligations et sanctions

L'évolution des esprits par persuasion et pédagogie reste le gage des réussites ultérieures. Quelles que soient les critiques que méritent certaines méthodes du passé, elles auront initié des mouvements qui se poursuivent encore dans la promotion et le développement de l'élevage en Côte d'Ivoire.

Faut-il pour autant ne se fier qu'à la bonne volonté et à la persuasion des responsables en matière agroalimentaire, comme le soutiennent les partisans de la "Nouvelle Approche" dans l'Union Européenne ?

On observera d'abord que ce genre de comparaison qu'on entend parfois dans certains pays déforme la réalité. En effet, il n'a jamais été question d'abolir les sanctions pénales dans les pays d'Europe, pour les remplacer par un système libre d'auto-contrôles, livré aux seuls professionnels. Le système de certification-accréditation sur lequel se base la "Nouvelle Approche", intègre mais ne supprime pas le rôle de l'Etat dans les garanties essentielles de santé et même de salubrité publiques. Que les professionnels s'organisent pour s'assurer par eux-mêmes de la conformité de leurs produits par rapport à des normes plus lourdes que les exigences édictées conformément à la loi nationale, rien n'est plus favorable à la santé publique. Les normes en question intègrent alors les règles officielles comme les lois d'Einstein n'ont pas aboli la gravitation universelle de Newton.

Cela s'impose sans conteste au plan interne. On verra le domaine des échanges internationaux en 3.5.

Dans ces conditions, restent des règles sanitaires stipulées par des textes pris dans le cadre de la hiérarchie juridique nationale. Ces textes doivent-ils être assortis de sanctions ?

La réponse est affirmative. Il faut distinguer en effet l'existence d'"incrimination", c'est-à-dire d'infractions clairement définies et des sanctions maximales que la loi leur assortit, avec l'application de sanctions à l'aveugle et en évitant parfois même d'informer afin d'avoir plus de probabilité de coincer les éventuels coupables, soit par goût d'exercer un pouvoir (minuscule), soit par esprit de lucre (ambigu), soit par ces deux mobiles à la fois (ce qui n'est pas rare).

Ce qui est capital, c'est de prévoir la possibilité, au niveau législatif d'ouvrir la voie à des sanctions pénales, qui seront appliquées avec tact et après des larges campagnes d'information, de concertation, et la vérification de l'aptitude de tel ou tel groupe dans la filière à appliquer les textes. Cela implique par conséquent de larges concertations de la part de l'Administration avant même d'avancer de nouvelles exigences, même pleinement justifiées par le souci de Santé Publique.

Mais quels que soient la patience, la pédagogie, l'avancement des idées et des techniques, il est vain d'émettre des réglementations sans prévoir de sanctions pour ceux qui ne les respecteraient pas.

Il existe en droit des obligations sans sanction. Elles ne sont que, ou bien provisoires, par disparition ou en adjonction de sanctions, ou bien des pétitions de principes moraux d'un niveau philosophique (aspiration à la paix par exemple) qui ne correspond pas aux exigences techniques des législations agroalimentaire et vétérinaire.

Prévoir des possibilités de sanctions pénales est donc nécessaire.

3.3.2 - Catégories d'infractions

a - Code pénal

Le Code Pénal en République de Côte d'Ivoire a été institué dans sa version actuelle par la loi de promulgation 81-640 du 31 juillet 1981.

Les infractions aux règlements de Santé Publique vétérinaire, qui sont pris dans l'intérêt de la Santé Publique et de l'économie nationale répondent bien à la définition des infractions :

"... tout fait, action ou mission qui trouble ou est susceptible de troubler l'ordre ou la paix publics en portant atteinte aux droits légitimes soit des particuliers, soit des collectivités publiques ou privées..."

Le principe de légalité est respecté puisqu'il faut que le fait soit **légalement** sanctionné (article 2 du Code Pénal).

Le Code distingue trois types d'infractions en les distinguant par les peines maximales applicables :

- ✓ crime : mort ou détention de dix ans ou plus ;
- ✓ contravention : détention de deux mois ou plus ou amende supérieure à 360 000 F (valeur quintuplée en 1984)¹ ;
- ✓ délit : défini par différence pour les peines maximales comprises entre celles de contravention et celles de crime.

b - Contraventions

La loi 63-526 du 26 décembre 1963 porte Code des contraventions.

Conformément à la Constitution - qui n'a pas changé sur ce point depuis 1960 - les contraventions appartiennent au domaine réglementaire (article 1er).

Le décret 69-356 du 31 juillet 1969 détermine les contraventions ainsi que les peines applicables.

Des dispositions de ce Code des contraventions "de simple police" et des peines qui leur sont applicables concernent la réglementation en matière animale. On les trouvera en annexe.

¹ Il n'a pas été relevé de nouvelles modifications de tarif des contraventions depuis cette date.

La plupart sont en deuxième classe. Ces listes appellent quelques commentaires :

✓ le premier de la liste des contraventions de deuxième classe est très général et permet de sanctionner toutes les infractions aux décrets et arrêtés :

“... quiconque aura contrevenu aux décrets et arrêtés légalement faits par l'autorité administrative ou municipale”.

On notera qu'ainsi, sans qu'il soit nécessaire de le préciser, les infractions aux textes de valeur réglementaire et aux arrêtés sont sanctionnées d'une contravention de deuxième classe, ce qui n'est pas rien.

✓ En première classe, on ne trouve que l'absence de destruction des parasites végétaux et en troisième classe, il n'y a rien.

✓ Les infractions suivantes concernent la police sanitaire et la Santé Publique vétérinaire :

- opposition à fonctions (2°) ;
- divagation d'animaux malfaisants ou féroces (8°) ;
- exciter ou ne pas retenir ses chiens contre les passants (13°) ;
- blessures ou maladies involontaires avec incapacité de travail de moins de six jours, par maladresse, imprudence, inattention, négligence, ou inobservation des règlements (14°) ;
- détérioration de récoltes ou d'ensemencements par animaux (19°) ;
- mauvais traitements sur animal domestique, apprivoisé ou tenu en captivité (20°) ;
- blessures ou mort d'animaux par armes sans précaution ou par maladresse ou par objets divers (21°) ;
- pêche par explosif ou poisons (22°).

✓ en troisième classe, rien ne concerne notre sujet.

c - Délits

On a relevé peu de délits dans le domaine des ressources animales, si ce n'est au niveau des fraudes :

- ✓ loi 63-301 du 26 juin 1963 sur la répression des fraudes ;
- ✓ loi 91-100 du 27 décembre 1991 sur la publicité mensongère.

L'article 33 de la loi 88-684 du 22 juillet 1984 portant création d'un Ordre national des Vétérinaires traite en fait des sanctions disciplinaires internes à la profession et renvoie au droit pénal général. Il évoque aussi l'exercice illégal de la médecine vétérinaire, point qui se trouve dans la loi sur la profession vétérinaire en préparation. A ce sujet les articles 35 à 37 du projet ne sont pas assez explicites : il ne suffit pas de “faire un délit pénal” d'un

comportement. Si la sanction maximale n'a pas été déterminée, il ne peut pas être sanctionné. Certes, on peut renvoyer à un décret, mais dans ce cas, ce ne serait plus un délit, mais une contravention, puisque la détermination des délits (cela est fait) et la sanction applicable (ce ne l'est pas dans le projet de loi) doivent figurer. Cela est d'autant plus important que si une loi crée une infraction sans en préciser la pénalité, il n'y a pas d'issue et on se trouve devant une obligation non sanctionnable.

3.3.3 - Obligations sans sanction

L'exemple précédent le montre bien. Si la loi crée une infraction sans précision de pénalités, quelle que soit la qualification qu'elle lui donne, elle ne peut être sanctionnée, en raison même du libellé de l'article 1er du décret 69-356 du 31 juillet 1969, qui ne vise pas les infractions aux lois. Ce même décret explicite les infractions qualifiées contraventions première, deuxième et troisième classes.

3.4 - CODIFICATION DE TEXTES COMMUNS A D'AUTRES MATIERES

Il existe des textes de valeur législative ou réglementaire qui concernent à la fois le domaine des ressources animales et d'autres questions.

Par exemple, la garde des animaux, leur propriété, leurs échanges se rapportent tout autant au commerce et au droit civil qu'au traitement des animaux. On l'a vu ci-dessus, certains articles du Code Pénal visent aussi les animaux.

Comment organiser ces redoublements ?

On utilisera deux méthodes :

✓ soit la citation du texte (avec sa référence, au sein du Code des Ressources animales et des Pêches) ;

✓ soit le renvoi à un autre code ou une autre loi.

L'objectif reste toujours de permettre à tout utilisateur - et pas seulement au praticien expérimenté du Droit - de trouver les réponses aux questions qu'il se pose.

3.5 - ACCORDS INTERNATIONAUX

Les accords internationaux sont applicables en République de Côte d'Ivoire dès lors qu'ils ont été ratifiés et qu'ils font l'objet d'une application réciproque de la part de la Haute Partie Contractante (articles 53 à 56 de la Constitution, notamment l'article 56).

S'agissant d'accords multilatéraux, faudra-t-il comme la doctrine l'a parfois affirmé dans un autre pays où les dispositions sont identiques, s'assurer pays par pays du respect réciproque. Cela serait interprété comme un refus par le pays d'honorer sa signature. C'est pourquoi on considère désormais de façon générale que dans le cas des accords multilatéraux, la réciprocité est réputée acquise dès lors que la plupart des pays ont ratifié l'accord. La chose doit être considérée comme d'autant plus vraie quand, comme c'est le cas pour les traités de l'Union Européenne, des mécanismes de régulation, d'arbitrage ou de jugement ont été mis en place pour régler les litiges et veiller par conséquent à l'application des accords.

Si on évoque ici le sujet des accords internationaux, c'est très précisément en fonction des accords du GATT (Marrakech, 15 avril 1994) et de la création de l'Organisation mondiale du Commerce.

Les Etats signataires s'obligent en effet, dans leurs échanges d'importation-exportation à ne créer aucun obstacle au commerce international. Certes, les prescriptions sanitaires sont parfaitement admises.

Elles vont de soi s'il s'agit d'exiger une conformité au Codex Alimentarius (Comité Organisation des Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture X Organisation Mondiale de la Santé).

Si un Etat entend imposer des règles sanitaires supplémentaires, il doit en "justifier" (terme de français altéré, entendre "en donner les raisons"), qui seront examinées en cas de plainte par un groupe d'experts. Si les motifs sont admis, l'exigence sera respectée. Sinon, le pays devra abandonner ses exigences, à peine de subir des mesures de rétorsions commerciales.

On se trouve au tout début de ces mécanismes internationaux, mais il n'y a nul doute qu'ils se développeront et que les pays ayant le souci d'exporter devront en tenir compte.

Ils devront donc aussi être à même d'imposer à leurs fabricants les règles du Codex Alimentarius pour le domaine des denrées et celles de l'OIE pour le domaine des animaux, l'une et l'autre chargés d'être les références techniques. Il faudra donc non seulement transcrire en droit interne mais aussi veiller à l'application des réglementations sanitaires.

Tout cela justifie à nouveau la nécessité d'une codification claire.

4 - EXAMEN DES TEXTES ACTUELS

En procédant au regroupement des textes, on constate qu'ils sont déjà nombreux, mais qu'ils sont tantôt très détaillés et bien précis, mais alors pas toujours adaptés à la situation réelle. En effet, cette réglementation convient alors aux produits modernes, parfois sophistiqués, préparés dans des établissements qui tendent à la conformité et l'ont souvent atteinte et distribués dans des supermarchés dotés des équipements nécessaires en particulier en froid. Les textes qui devraient ouvrir aux dérogations propres à réglementer des activités agroalimentaires plus traditionnelles sont rares.

Le consultant entend d'abord exprimer comment il conçoit une telle étude et surtout ce qu'elle ne saurait être.

D'abord, la lecture des textes existants ne se conçoit pas comme un examen devant aboutir à un jugement. Tous les textes ont un objectif, et font partie d'une option quant aux avancées qu'on en attend. Malheureusement, le problème est que les textes juridiques ont moins un rôle d'affichage et de pédagogie - qui existe - qu'une mise en ordre des exigences sociales déjà acquises par la majorité des gens qui y sont soumis (les professionnels) ou qu'ils protègent (les consommateurs).

Ensuite, l'objectif étant d'abord de répertorier l'ensemble de ce qui existe, à partir du travail largement préparé par les services ivoiriens, il fallait au moins tenter d'être exhaustif. On le sait, la crainte du juriste est de laisser échapper tel document qui va compromettre, si ce n'est anéantir toute une argumentation. Souvent, et cela a été pratiqué dans beaucoup de décrets ivoiriens, on croit échapper à toute difficulté en "abrogeant" toute disposition antérieure contraire. Cette sage précaution n'est cependant pas toujours suffisante. Certains textes antérieurs viennent parfois corriger ou modifier telle disposition nouvelle d'interprétation difficile. Codifier, c'est d'abord clarifier avant même de mettre en place. Cela étant exprimé, on évitera toute prétention à être complet, malgré toute la patience, les recherches laissent parfois dans l'ombre des textes mineurs ou très pointus et hors sujet dans leur intitulé, mais dont une disposition influe sur la matière examinée. De telles "excroissances" devront être éliminées ou intégrées. Elles ne peuvent être méconnues.

Enfin, cet examen a pour objet de déboucher sur une codification qui à la fois intègre sans déformer et constitue une fondation pour ces textes nouveaux si nombreux qui seront pris dans le temps, à la suite de l'évolution des techniques, des moyens et des idées. Il faut donc les regarder avec un souci permanent de clarté et de cohérence.

On va donc successivement dresser une liste des textes répertoriés (4.1), en faire un examen général (4.2) et enfin les commenter point par point (4.3).

4.1 - LES TEXTES AU 30 JUIN 1995

4.1.1 - Les sources

Les sources variées, même au sein du Ministère de l'Agriculture et des Ressources Animales (MINAGRA) se recoupent parfois. Le classement qu'on utilisera ici n'a aucune justification théorique. Cette dernière viendra avec les propositions du chapitre 6. Elle n'est qu'un instrument de travail provisoire à visée pratique. D'autre part, il fallait prendre garde car les deux sources fondamentales parfois se complètent, parfois se répètent, et parfois n'arrêtent leurs choix qu'au même niveau de hiérarchie juridique.

Ces deux sources principales extrêmement précieuses sont :

- ✓ le "Recueil de texte réglementaires", édité par la Direction des Services vétérinaires en août 1988 et complété par des textes sortis depuis ; son orientation est surtout relative à la santé des animaux, mais on y trouve aussi des textes d'hygiène des alimentaires (par exemple 3. Produits laitiers)
- ✓ le dossier établi par la Sous-Direction des Services vétérinaires chargée de l'hygiène publique et donc de l'hygiène des aliments ; on y trouve des textes connexes importants comme ceux relatifs aux laboratoires d'analyse et ceux qui concernent la construction d'abattoirs (Direction et Contrôle des Grands Travaux, DCGT).

4.1.2 - Recension et classement

La liste des textes qu'il a paru utile de regrouper figure en annexe (annexe 1 du présent rapport). Pour l'établir, le consultant n'a pas cherché à suivre un plan rationnel qui fera plutôt l'objet des propositions de codification (voir chapitre 6), car c'est bien le terme ultime de cette mission que d'essayer d'en dégager un.

La prise en considération de tous ces textes buissonnants en matière de santé publique vétérinaire, très nombreux sur certains sujets, très complets et très précis parfois, squelettiques ou inexistantes en d'autres points, ne permettait pas d'établir un répertoire où se distinguerait d'emblée une cohérence. Il fallait de plus suivre la réalité juridique ivoirienne dans le champ de ces matières d'application technique. De surcroît il est apparu en cours de travail et à l'occasion des rencontres, que la structure constitutionnelle elle-même orientait vers la mise en place d'une codification de nature à constituer les fondations recherchées.

Pour ces raisons, la classification adoptée se présente comme tout à fait arbitraire, alors qu'elle n'est que pragmatique. Au reste elle l'est peut-être moins qu'il n'y paraît ; on a réussi à éviter les citations dans des groupes différents, à l'exception de textes municipaux traitant de l'hygiène des abattages, car on est là au coeur d'un problème délicat.

Il fallait aussi tenir compte de l'origine des textes. Chacun de ceux - services ou responsables - qui les ont rassemblés, l'ont fait dans le but très pratique de répondre aux questions ou de résoudre les problèmes administratifs qui se posaient à eux (ou elles). Même quand ils proviennent du même Ministère (Ministère de l'Agriculture et des Ressources Animales - MINAGRA), ce genre de recoupements ou de doublons s'observe. Se mélangeait en outre à tous ces textes de droit positif, promulgués, publiés et qui sont en puissance d'application, un grand nombre de projets, longuement et patiemment étudiés et préparés, parfois très proches de "la signature". Il a bien fallu les extraire d'un groupe de textes existants mais qu'on avait de plus en plus tendance à joindre aux précédents, sans même les distinguer. C'est pourquoi le consultant insiste tant sur la date, disons au 30 juin 1995. Il n'est pas douteux en effet que, au moment de la remise officielle de ce rapport, certains textes ou projets (voir chapitre 5) seront à codifier dans les textes existants, car ils auront été publiés entre temps.

On trouvera peu de textes d'avant l'Indépendance, ce qui tend à montrer que l'"ivoirisation" est achevée ou près de l'être. Ce n'est pas si certain. Il reste en effet des domaines de fond où cette démarche n'est pas terminée et cela porte précisément sur les fondements de la législation technique en matière de ressources animales : les médicaments vétérinaires, l'hygiène des aliments. On n'a pas réellement ivoirisé, quand on a simplement pris un texte de détail ou de normes (voir décret 83-808 - produits laitiers - et surtout arrêté 250-MSP du 18 novembre 1988 en ce qu'il prétend appliquer des normes bactériologiques à des denrées cuisinées). Encore faut-il que cette évolution s'inscrive dans un processus qui respecte la structure juridique du pays mais, plus encore peut-être, les réalités technologiques, économiques et sociales très diverses qu'on rencontre dans le pays. Les catégories adoptées dans cette recension de textes tiennent compte tantôt de leur origine et tantôt de leur objet. Certains se tournent vers des questions connexes, voire hors sujet, mais ayant en fait une incidence lourde sur les questions de santé publique vétérinaire, qu'on l'envisage sous l'angle de la lutte contre les épizooties ou dans l'optique de la protection de la santé des consommateurs ou utilisateurs de produits d'origine animale. Tel est le cas des coopératives ou groupements d'éleveurs pour le premier, de l'organisation municipale pour le second.

Comme indiqué ci-dessus, on ira même jusqu'à reprendre dans cette recension les lois fondamentales que sont la Constitution et à un autre titre, la loi pénale.

Malgré tous les efforts accomplis par les équipes ivoiriennes et par le consultant lui-même, cette recension n'a aucune prétention à être complète.

4.1.3 - Présentation

L'annexe les présente en cinq colonnes qui appellent chacune un commentaire

1er - Numéros d'ordre

Ce numéro n'a d'autre intérêt que pratique pour la constitution et la consultation du présent rapport.

Pour les textes qu'il a fallu citer deux fois, il n'a pas été mis de numéro d'ordre la deuxième fois, mais seulement un renvoi en cinquième colonne, vers la première citation.

On voit donc que la présente étude a porté sur la compilation et l'étude de 91 textes de niveau et d'intérêt très inégaux, en fait un peu plus, puisque certains dossiers contenant des échanges de courriers au sujet de la difficile application du transfert de certaines compétences aux communes et à la ville d'Abidjan, ont été regroupés sous un seul numéro d'ordre (exemple : numéro 73).

2ème - référence du texte

Une excellente méthode s'est établie en Côte-d'Ivoire qui facilite le travail des chercheurs celle de donner un numéro aux lois, décrets et arrêtés. On a donc utilisé les abréviations suivantes :

- ✓ Lois : L
- ✓ Décret : D
- ✓ Arrêté : A - AM pour arrêté ministériel
AIM pour arrêté interministériel, quand plusieurs ministères
sont signataires
- ✓ Circ : Circulaire
- ✓ De : Décision

ces deux dernières en les faisant suivre de la direction générale qui les a émises.

Sauf pour les décrets qui émanent tous du Président de la République, le ministre originaire est généralement indiqué, par les abréviations en vigueur à l'époque où le texte en question a été pris. Par exemple, en matière animale, certains arrêtés ont été pris à une époque où la Direction des Services vétérinaires dépendait du Ministère des Productions Animales (M.P.A.) : exemples aux numéros 22, 24 et 25. Actuellement, ils seraient référencés MINAGRA.

On notera dès à présent, les risques de désordre qui découlent de la pratique de trop larges arrêtés interministériels sauf quand on ne peut vraiment faire autrement, il vaut mieux alors procéder par voie très générale de décret fondamental, qui confiera les mesures d'application à un Ministre "pilote" après avis ou consultation de ses collègues.

L'arrêté interministériel se conçoit mieux quand, ce qui est fréquent, l'application implique des mesures financières et budgétaires ou quand la Loi ou le Décret de base ont confié la compétence à deux ministres pour des raisons logiques tenant au sujet même : la Santé Publique par exemple.

On voit même - dans un seul cas pour cette recherche - une circulaire interministérielle, justifiée par l'exercice de l'inspection des viandes à l'abattoir sous l'autorité des municipalités dont la tutelle administrative (et politique) revient au Ministre de l'Intérieur, alors que le souci sanitaire et la compétence technique sont aux services vétérinaires, dont MINAGRA (voir n° 56).

3ème - Date

Grâce à la numérotation, on a toujours trouvé au moins l'année (exemple : numéros 06, 12, 13). Les dates figurent avec le quantième du mois, le mois en total ou en abrégé de quatre lettres, puis les deux derniers chiffres du millésime. Il convient de préciser, pour ceux qui rechercheront le texte dans les collections du Journal Officiel de la République de Côte d'Ivoire que la date indiquée est celle de la signature, celle qui figure au texte publié, et la publication peut être décalée de plusieurs mois, en ce qui concerne les arrêtés.

4ème - Intitulé

Il est représenté soit par l'intitulé exact du texte tel qu'il a été publié, soit par un résumé quand celui-ci suffit pour éviter toute confusion.

5ème - Remarques et corrélats

Les remarques peuvent porter sur des caractéristiques propres au texte qui a été trouvé, soit sur son devenir (un texte peut être devenu désuet, obsolète, abrogé et garder un intérêt historique pour comprendre la suite de la législation).

Les corrélats précisent les cas où un texte est classé dans un groupe mais aussi dans un autre groupe (de préoccupations du moins), les deux thèmes étant en corrélation. Tel est le cas des additifs aux aliments des animaux, qu'on retrouve ensuite dans les questions de pharmacie, de laboratoires - les recherches et les dosages - enfin d'hygiène des aliments, exemple : numéro 01).

4.1.4 - Les groupes

Chaque groupe de textes recensés est identifié par une lettre et un titre. Seuls les groupes A (ensemble des textes de notre objet issus ou présentés par le MINARA), F (sociétés et coopération) et I (textes de droit constitutionnel et de droit pénal) présentent des sous-groupes. En face du titre, sont indiqués la ou les sources. A l'intérieur de chaque groupe ou sous groupe, on a essayé de suivre un ordre chronologique en allant du plus ancien au plus récent. Par exemple : textes d'hygiène des aliments, provenant pour

groupe ou sous groupe, on a essayé de suivre un ordre chronologique en allant du plus ancien au plus récent. Par exemple : textes d'hygiène des aliments, provenant pour l'essentiel de la Sous-Direction de l'hygiène publique vétérinaire vont de 1957 (numéro 42) à 1994 (numéro 56).

Les textes existants se présentent donc en neuf groupes, les suivants :

✓ **A. Textes issus de/ou présentés par le MINAGRA.** Telle est sa dénomination actuelle. On y a bien entendu ajouté les textes du ministère antérieurement chargé de l'élevage ou des productions animales. Si les décrets s'y trouvent, c'est qu'ils portent la mention "...sur proposition du Ministre chargé de..." (l'élevage, les productions animales, l'agriculture et les ressources animales).

Ce groupe est subdivisé en cinq sous-groupes, dont l'un est lui-même encore subdivisé. Cela prépare en fait le travail ultérieur de codification. On a :

- A1. Alimentation animale
- A2. Police sanitaire
- A3. Profession vétérinaire
- A4. Médicaments vétérinaires
- A5. Hygiène des aliments
 - A5.1. Lait et produits laitiers
 - A5.2. Produits de la pêche
 - A5.3. Viandes et hygiène des aliments en général

Remarque : rien qu'au sort qu'il a fallu réserver à une catégorie d'aliments, qui a fait l'objet d'un traitement soigné et précis, on perçoit le manque de plan général. Par ailleurs les produits de la pêche étaient traités en liaison avec le traitement des modalités de leur obtention. Enfin, dans les textes d'hygiène des aliments en général, on trouve le champ de construction le plus ouvert, avec la nécessité d'"ivoiriser" le texte de 1957, ou plutôt de le remplacer totalement par une structure juridique bien construite, et répondant, non seulement aux réalités urbaines, mais aussi aux conditions réelles de la République de Côte d'Ivoire.

✓ **B. Textes non issus de MINAGRA, mais applicables par ses services**

On trouvera ici soit les dispersions auxquelles il a déjà été fait allusion, soit des textes d'une autre nature : lutter contre les tromperies et les falsifications, à quoi participent normalement les services chargés de contrôler l'hygiène des aliments, quand il s'agit de denrées alimentaires notamment d'origine animale et de leur éventuelle toxicité.

Mais on trouve aussi dans ce groupe des textes qui ont été pris à différentes époques par divers ministères (restaurants par le Tourisme, plats cuisinés par la Direction des Services pharmaceutiques).

✓ C. Commerce des animaux et des produits animaux

Beaucoup de textes sur l'organisation du commerce de la boucherie concernent du même coup l'hygiène des aliments, directement ou indirectement par la connaissance de lieux et les exigences relatives à leur conformité.

Ils ont été repris dans ce groupe. On verra les problèmes que pose leur éventuelle codification dans un Code des Ressources animales.

✓ D. Activités des services vétérinaires municipaux

C'est également un problème de fond qui est posé ici. Il est discuté, sur la base des textes recueillis dans le sous-chapitre suivant (4.2)

✓ E. Laboratoires

✓ F. Sociétés et Coopération

- F1. Sociétés, surtout des textes relatifs aux Sociétés d'Etat, aux Sociétés d'Economie Mixte.
- F2. Coopération. Statut de la Coopération en cours de refonte (voir chapitre 5.)

✓ G. Organisation municipale

Pour comprendre les problèmes posés par l'exercice de l'inspection des viandes dans les abattoirs.

✓ H. Accords internationaux

✓ I. Textes essentiels de droit ivoirien

- 11. Constitution (articles 22 et 21, 41 et 44, 61)
- 12. Droit pénal

Ces textes sont indispensables pour tenter d'établir une codification.

4.2 - Examen des textes existants : remarques générales

Beaucoup d'observations ont été faites sur ces textes à l'occasion de leur classement et de leur regroupement. Les obstacles à cette tâche sont en eux-mêmes un problème général à leur sujet.

Avant de passer à l'étude spéciale des textes, on va cependant rassembler les remarques générales.

En dépit de la précision et de la qualité des textes juridico techniques édictés, surtout dans la période la plus récente, les observations générales dont certaines ont été évoquées peuvent se rassembler en six rubriques.

a - Dysharmonie

L'ensemble se présente comme un arbre difforme, sans racines et sans tronc, dont certaines branches seraient très développées et achevées (voir A5.1) alors que d'autres resteraient squelettiques (produits de la pêche). Il est même à noter que des branches mortes tiennent encore à l'arbre, comme l'arrêté de 1957 qui ne saurait plus sérieusement constituer un fondement valable au contrôle de l'hygiène des aliments. Certes, une loi en préparation viendra le remplacer, mais ce n'est là qu'une raison de plus de préparer un édifice en tous points cohérent dans lequel cette loi prendra sa place, comme d'autres sur d'autres sujets.

Il était grand temps de procéder à cette rationalisation, avant qu'elle ne devienne une tâche insurmontable par la profusion des textes à codifier.

b - Lecture difficile

Corollaire de l'observation précédente, la lecture de cet ensemble est difficile. On n'échappe pas aux contradictions. Le praticien de droit, et à plus forte raison le citoyen ou l'utilisateur, l'administration elle-même, ne savent plus toujours quel texte appliquer ni, ce qui est pire encore, si un texte n'est pas contredit par un autre qui serait demeuré techniquement valable et juridiquement valide.

C'est effectivement une sage précaution que de déclarer comme on le voit dans certains textes, "toutes dispositions contraires... sont abrogées". Mais si cela est très efficace quand il s'agit d'instruction de type hiérarchique, d'organisation de services, d'ordres donnés, toutes choses qui se trouvent par le fait même modifiées quand elles parviennent à destination, il pourrait ne pas en être de même dans le cas de litiges entre citoyens, voire même de contestations d'utilisateurs à l'égard de l'administration.

La formule est également très utile quand il s'agit de déterminer des principes de niveau législatifs bien identifiés, ou encore, à l'autre bout, de simples modalités d'application.

Un bon exemple de son utilisation est donnée par le D. 93-313 du 11 mars 1993. L'article 14 de ce décret abroge en effet, non seulement "toutes dispositions contraires" mais cite de plus trois décrets concernant eux aussi les marchandises d'importation.

A l'inverse, en abrogeant seulement dans son article 20 les dispositions contraires, le décret 93-312 oblige à se reporter au 67-295 du 30 juin 1967 pour vérifier s'il ne contient pas de dispositions sanitaires qui, elles, resteraient en vigueur, comme n'étant pas contraires au décret 93-312. La sécurité juridique gagnera à ce que les textes soient, en tant que tels, abrogés, quitte à reformuler, dans un document *ad hoc* les éléments, par exemple sanitaires et non commerciaux qui se trouvaient inclus dans le texte précédent.

Le consultant est conscient que ces observations apparaîtront parfois comme encombrantes et accessoires. C'est que le droit doit permettre dans un état de Droit, de régler simplement les conflits et ne pas avoir pour effet de les compliquer et donc de les éterniser.

La difficulté de lecture plaide enfin pour un système qui évite, au moins aux niveaux législatif et réglementaire, de travailler sur des centres sédimentés de textes, qui, avec le temps, deviennent un maquis très touffu. La codification répond à cela.

c - Origine des textes

Très souvent, les textes manifestent jusqu'alors plus leur lien avec le pouvoir de les édicter qu'avec la procédure. Il est noté quel Ministre est habilité à le prendre, et cela à partir de la nomination du gouvernement et de ses membres, comme aussi de la détermination de leurs attributions. Une telle présentation est utile, même s'il va de soi qu'un arrêté pris par un Ministre non habilité pour ce faire, serait administrativement inexistant et de nul effet.

Mais de plus, elle reflète une pression des directions ministérielles. Très souvent, les services ministériels réclament un texte, en croyant par là, manifester leur rôle, et aussi renforcer leurs pouvoirs.

Or, dans l'Etat de Droit, la procédure juridique, c'est-à-dire les fondements sur lesquels on s'appuie pour établir le texte suivant ont plus d'importance que la qualité - qui va de soi - et les attributions du chef de l'administration qui a reçu pouvoir de décision.

En définitive, toute oeuvre juridique sera utilisée par tous les services administratifs, de police (générale et/ou technique) chargés officiellement de le faire. Tous les agents de l'Administration qui ont reçu "compétence" pour cela ont à les appliquer, que l'arrêté ait été pris par le Ministre qui est leur chef hiérarchique ou par un autre. La chose est évidemment encore plus claire quand il s'agit de décrets.

Il ne faut pas confondre la création des réglementations et l'application de celles-ci. Le meilleur exemple dans notre domaine est la loi 63-301 du 26 juin 1963 relative à la répression des fraudes. Dans son article 7, elle habilite non seulement les agents du service spécifique, mais aussi ceux d'autres services, "à rechercher et à constater les infractions, à opérer des prélèvements et à effectuer des saisies", mais aussi une dizaine d'autres fonctionnaires de l'Etat.

d - Usage de termes imprécis

On le sait : le droit se base sur la mobilité dans les raisonnements, mais exige d'autant plus la rigueur dans les termes.

Cela est de moins en moins perceptible pour les textes récents mais il est arrivé dans le passé que des notions ou des références peu appropriées aient été employées. Il en résulte des mélanges et des confusions au sein même des textes.

La police sanitaire est constituée par l'ensemble des mesures destinés à protéger la santé en s'opposant à la diffusion des épidémies (humains) et des épizooties (animaux). Que signifie de l'invoquer pour réglementer les produits de la pêche (arrêté 31/MPA du 14 juin 1976) ? Ici encore, la construction d'une codification rationnelle exerce une contrainte de clarification très favorable.

e - Mélange des niveaux

Dans le souci de tout expliciter tout de suite, on observe dans quelques cas, que la Loi elle-même va dans des détails qui relèvent de l'exécutif, au niveau du décret (Président de la République) ou de l'arrêté (Ministre), en contradiction avec les dispositions de la Loi Constitutionnelle. Cela nuit à la clarté nécessaire pour les utilisateurs. Par exemple une grande partie des dispositions de la loi 88-683 du 22 juillet 1988 instituant un Code de Déontologie des vétérinaires sont loin d'appartenir au domaine de la Loi. Le code lui-même, une fois décidé que tous les vétérinaires y seront soumis, aurait pu être établi par décret ou même établi par l'Ordre des vétérinaires et approuvé par décret. Faut-il vraiment légiférer pour recommander aux vétérinaires la réserve dans les interviews (article 4) ? De s'accorder mutuellement assistance (article 12) ? De définir la dimension maximale des enseignes (article 16) ? Et même d'interdire la pratique clandestine de la dichotomie (article 37) ? On pourrait multiplier ici les exemples.

Une telle pratique comporte de nombreux inconvénients. Le plus évident est la difficulté, la lourdeur liée très normalement à toute procédure législative, pour modifier des éléments de détail qui ne sont que secondaires. Distinguons : que la publicité soit interdite au vétérinaire "libéral" est un principe du niveau du décret dès lors que la loi a décidé de soumettre lesdits vétérinaires à une discipline professionnelle. Mais la dimension des panneaux relève des décisions internes à l'Ordre ou, au plus, d'un arrêté du Ministre de tutelle, lequel n'est finalement pas déterminé. Le deuxième danger est que la pratique de légiférer là où il n'y a pas lieu a son symétrique dans la pratique de l'administration d'émettre par arrêté des stipulations d'ordre général, voire de niveau législatif. Cela ne serait pas impossible en matière de police sanitaire ou d'hygiène des aliments, certes avec bonne intention et souci d'efficacité. Encore faut-il que les mesures d'urgence aient été prévues et autorisées selon une procédure définie par la loi et mise en oeuvre par un décret d'application.

Tels sont les impératifs de l'Etat de Droit. Enfin, l'existence de textes législatifs qui débordent de leur niveau rend extrêmement complexe la démarche de codification. C'est pourquoi, encore une fois, il était grand temps d'y procéder (voir chapitre 6).

f - "Ivoirisation" des textes à achever

L'"ivoirisation" consiste à placer tous les textes juridique du domaine technique de la santé publique vétérinaire dans le cadre institutionnel ivoirien. Dans ce cadre, comme dans d'autres, l'oeuvre d'ivoirisation devrait aboutir à la disparition de toute référence à des textes datant d'avant août 1960. Il en reste deux de niveau législatif et d'incidence fondamentale :

- ✓ la loi sur l'hygiène des denrées animales et d'origine animale (1957; voir numéro 42) ;
- ✓ la loi sur les médicaments vétérinaires, ou pharmacie vétérinaire (1954, voir numéro 20).

Deux textes sont en préparation pour achever l'ivoirisation. Il conviendra d'y revenir dans l'étude des projets (chapitre 5).

Mais dès à présent, le consultant souhaite présenter quelques observations à ce sujet :

f1 - Il est à recommander que ces lois essentielles tiennent compte des observations ci-dessus restent à leur strict niveau, pour éviter tout désordre juridique, au niveau législatif, et laissent au pouvoir réglementaire le soin de préciser les applications. A ce sujet, il est clair que ces deux lois ont un rôle éminent dans la santé publique non seulement à l'intérieur mais en ce qui concerne aussi les accords commerciaux avec les autres pays.

f2 - L'excès des réglementations tue toute réglementation. Les textes à prendre restent en harmonie avec les aptitudes techniques et économiques et compatibles avec les mentalités et les comportements sociaux. Il est inutile d'imposer des normes que les conditions de vie et les situations concrètes rendent inapplicables ou irréalistes (voir l'analyse des numéros 61 et, pour partie, du sous-groupe A5-1). Considérer ces règles sanitaires comme générales à tous les aliments du type pour tout le pays, c'est méconnaître la réalité qui punit tôt ou tard ceux qui le font. De plus, si un faible pourcentage recourt aux aliments modernes et sophistiqués, légiférer et réglementer pour ceux-là seulement, c'est ne s'intéresser en définitive qu'à un faible pourcentage de la population et laisser le reste sous la trompeuse protection d'un beau texte, mais qu'on ne pourra appliquer.

C'est pourquoi, aux principes solides exprimés par la loi, doivent s'ajouter des capacités d'adaptation raisonnable à la disposition du pouvoir réglementaire.

La méthode proposée est la suivante :

- aux aliments sophistiqués, application des exigences maximales, pour la fabrication, le transport et la distribution ;

- pour les circuits plus traditionnels, mise en oeuvre d'inspections sanitaires, par exemple à l'abattoir, avec un personnel de plus en plus compétent et averti en matière de maladies animales et d'hygiène, dans des locaux meilleurs, en bref, un progrès franchissable, une évolution, non pas une brutale envolée sans suivi réel.

Le cadre juridique devra permettre l'une ET l'autre voies.

f3 - Si on part de la définition qu'"ivoiriser" c'est donner un fondement juridique ivoirien aux textes en tenant compte de la réalité du pays, il reste un écueil à éviter. C'est celui qui consisterait à insérer dans le cadre juridique national, d'une manière indirecte ou forcée, des textes très proches et dans certains cas identiques à ceux qu'on applique, avec au demeurant un très inégal bonheur, dans d'autres pays. Ce ne serait qu'une apparence d'ivoirisation, car ce qui est adapté au contexte français par exemple ne l'est pas forcément en République de Côte-d'Ivoire.

Il faut donc montrer la direction nécessaire et permettre toutes les mesures d'adaptation. Des viandes provenant d'animaux abattus dans des abattoirs inadaptés et pour lesquels les seuls motifs de saisie sont la tuberculose et la cysticercose ne sauraient être à l'origine de plats cuisinés soumis aux normes des plans de contrôles bactériologiques à trois classes.

La démarche est la même pour tous : améliorer la santé publique par l'hygiène des denrées. Mais les textes doivent aider, précéder assez le progrès pour que cela ne semble pas impossible à faire, non pas être des vues de l'esprit, satisfaisantes mais vaines. Insistons en même temps, les denrées sur base de technologies avancées respecteront les normes qui leur correspondent. Ivoiriser et harmoniser.

Il y a, c'est vrai, une contradiction entre le désir légitime de la loi, unique et identique dans tous les cas, et d'une réalité qui contraint à des adaptations. Les nier n'empêche pas que les différences existent. Les textes doivent permettre de s'y adapter en faisant faire une marche en avant au profit de la santé des populations.

4.3 - Examen des textes : étude par texte

Il y sera procédé par groupes, sous-groupes et texte par texte quand il y aura lieu, en suivant le classement indiqué en 4.1 et la liste qui figure en annexe 1.

43/01 - Sous groupe A1 : alimentation des animaux

Quatre documents sur ce sujet figurent au "R.T.R.", le quatrième n'a pas sa place dans un recueil juridique, s'agissant d'une transmission du texte en vue de son application, l'accent étant mis sur les documents administratifs à présenter par les entreprises fabriquant des aliments du bétail.

Le décret 83.744 du 28 juillet 1983 n'appelle aucun commentaire au plan technique, pas plus que l'arrêté qui lui fait suite (38 MDR du 29 mai 1984). En revanche, plusieurs éléments de confusion sont perceptibles, qui ne sont pas des facteurs d'efficacité :

a) Le décret se fonde sur la loi 63-301 (répression des fraudes) ce qui induit une tutelle des Ministères de l'Economie ou du Commerce. Or le problème de Santé Publique vétérinaire qui se pose implique un suivi par le Ministère chargé des Ressources Animales (qu'il se nomme des Productions Animales - MPA - ou du Développement Rural - MDR). Mais, en le rattachant à la loi 63.301, on renvoie aussi au Ministère chargé de l'Economie (visé dans la loi - article 16) et/ou au Ministère du Commerce.

b) Or rien n'empêche, en matière d'alimentation pour animaux, de rechercher les infractions à la fois par le service de la répression des fraudes, au titre des falsification et tromperie et par le service vétérinaire au titre du Ministère chargé des Ressources Animales, au titre de la connaissance de la filière et de la santé publique vétérinaire.

Il est préférable de laisser les services exercer les contrôles dans le cadre d'une saine émulation qui n'est que la transposition au sein des administrations de l'Etat du rôle que joue la concurrence dans les activités privées.

c) On sent très bien que c'est faute d'un texte de base permettant aux services du Ministre chargé des Ressources Animales, de lui présenter un projet qu'on a eu recours à la SEULE loi sur la répression des fraudes. Or un tel décret aurait dû viser à la fois cette loi, certes, mais aussi un Code des ressources animales de niveau législatif.

d) Sauf erreur enfin - le document publié au RTR s'arrête à l'article 24 du décret et ne comporte pas les articles d'exécution - l'arrêté du 29 mai 1984 est dépourvu de base légale en ce qu'il impose une autorisation aux entreprises préparant des aliments pour animaux.

Le décret impose en effet toute une série d'obligations à ces entreprises. Des règles de conformité peuvent être exigées d'elle. Nulle part on ne trouve la nécessité d'une autorisation qui serait alors préalable. L'arrêté du 29 mars 1984 précise utilement les obligations du décret : seul son titre parle d'une "autorisation", ce qui est impropre. C'est d'ailleurs une occasion pour rappeler qu'il est nécessaire de reprendre dans des visas, le ou les décrets en précisant les articles qui trouvent leur application dans l'arrêté et/ou lui servent de base légale, de règle et aussi la loi sur laquelle est fondé le décret. Ainsi, l'administration qui prépare le texte et les citoyens qui lui seront assujettis pourront en vérifier la légalité.

43/02 - Sous-groupe A2 : police sanitaire

La Loi 63-323 du 25 juillet 1963 fournit la base légale de la police sanitaire des animaux et le décret d'application 63-328 du 29 juillet de la même année l'explique clairement. Ces deux textes constituent cependant, en raison de leur ancienneté, une base qu'il serait utile de moderniser, pour tenir compte de la connaissance plus approfondie des épizooties et des méthodes de diagnostic ou de lutte. Des dispositions permettant aux éleveurs d'adapter leurs actions à la privatisation des soins aux animaux devront aussi être prévues : prophylaxies collectives obligatoires, encouragées, subventionnées, libres par groupement sont à encadrer pour contrôler les méthodes et veiller à coordonner les actions sanitaires nationales en les gardant compatibles avec les techniques acceptées à l'échelle internationale. Tout cela sera plus facile à faire après codification. Le décret 62-78 relatif à l'éradication de la rage canine n'a été signalé qu'en citation.

Par ailleurs, l'arrêté 413 MPA du 25 septembre 1974 n'a pas une base légale bien évidente. Divagation et transhumance ont des points communs, et relèvent de la circulation des animaux, dont les bases sont à repréciser. On a gardé enfin au numéro 9 la décision du 03 mars 1977, qui confie à la SODEPRA, créée par le décret 70-623 et dissoute en 1993, l'exécution du programme de lutte contre les maladies contagieuses des bovins. Ces textes, obsolètes, ont cependant une valeur historique, dont la connaissance est nécessaire pour comprendre la législation actuelle et préparer la future.

43/03 - Sous-groupe A3 : profession vétérinaire

Dix textes, de niveau et d'importance très inégale figurent dans ce sous-groupe. Ils constituent une démarche pour fonder juridiquement la privatisation des activités vétérinaires. Cela est fait en recourant tantôt à la loi, tantôt à des arrêtés voire simplement à des circulaires.

Telle était la voie de l'efficacité immédiate, après la décision mise en oeuvre en 1988 de privatiser les activités de soins vétérinaires aux animaux.

Des circulaires du Ministre de la Production Animale (MPA) organisent le paiement par les éleveurs.

✓ La Loi 88-1709 pose le principe de cesser la distribution gratuite ou subventionnée des médicaments et des vaccinations, sauf pour certaines maladies limitativement désignées (19 novembre 1988).

✓ Les circulaires 88-1837 et 88-1838 viennent compléter le dispositif en précisant le rôle des cliniques vétérinaires publiques et mettent de l'ordre dans la pratique quelque peu anarchique des essais de médicaments. S'agissant d'instructions internes au service, la circulaire/note de service est le moyen approprié. De même est-il logique de fixer les prix pratiqués dans les cliniques publiques (circulaire 89/808 du 22 mai 1989. On peut s'interroger cependant sur le point de savoir si un arrêté annuel ne serait pas préférable afin de rester en harmonie avec les tarifs du "marché" privé des soins.

✓ L'installation de vétérinaires privés à Odienné et Ferkessédougou conduit à modifier les rapports entre les services vétérinaires publics déconcentrés de ces régions, mais aussi à réduire les activités cliniques privées (circ. 1404 MINAGRA du 09 mai 1995). La surveillance des chiens mordeurs et la vaccination antirabique reste, semble-t-il, de leur responsabilité - mais non exclusive en raison de l'urgence des mesures à prendre face à cette dangereuse anthroponose. Elle ne se justifierait pas par le caractère de police sanitaire qui est déléguable au vétérinaire libéral dans le cadre du "mandat sanitaire".

On est en revanche dans le cadre de l'application des mesures de police sanitaire avec l'arrêté 93-031 du 02 avril 1993, qui définit les mesures de surveillance sanitaire et la délivrance des certificats en ce qui concerne les animaux vivants et des produits halieutiques à l'exportation.

Il en va de même pour la définition des actes médicaux et chirurgicaux autorisés pour la formation des élèves à l'école des assistants et moniteurs d'élevage de Bingerville. Il ne s'agit pas en effet en privatisant la profession vétérinaire des soins thérapeutiques, de former en même temps des assistants qui se poseront en concurrents et viendront freiner l'extension des activités privées par une fausse concurrence. On s'étonne toutefois de l'article 6 de cet arrêté dont le rôle dans l'organisation des études se trouve être hors sujet par rapport à l'arrêté lui-même.

Dans ce groupe deux lois - 88-683 et 88-684 - organisent la profession vétérinaire en créant un Ordre et un Code de Déontologie. Il a déjà été signalé, à titre d'exemple, les deux inconvénients de ces lois très complètes :

- ✓ tout ce qui s'y trouve n'est pas de niveau législatif : une bonne partie aurait dû être renvoyée à des décrets et à des arrêtés ;
- ✓ des lois plus légères auraient permis de préparer l'avenir sans le cristalliser prématurément.

Cela va obliger à codifier ces longs textes dans l'attente de futures décisions du Conseil Constitutionnel quand il faudra modifier certains éléments. A droit constant, comme il sied dans la codification primitive, on notera que ces textes pour être allégés par renvoi en partie R (réglementaire) des articles suivants :

- a) loi 88-683 (Code de Déontologie). Renvoi en R, sous réserve évidemment d'un nouveau libellé de l'article 1er, des articles 2, 3, 4, 5, 6, 11, 12, 14, 15, 2ème alinéa du 16, 18, 19, 20, 21, 22, 23, 26 (les détails d'application), 27, 28, 29, 31, 32, 33, 34, 35, 36, 37, 38, 39, 40, 41, 42.
- b) loi 88-684 (Ordre des Vétérinaires). Renvoi en R des articles le titre III : le principe du tableau dans la loi (article 21), les modalités dans un décret (article 22, 23 et 24 - même processus pour la discipline (titre IV). Il en va de même encore pour l'article 39 où le principe seul (1er alinéa) est à garder dans la loi, le reste

pouvant être renvoyé au décret, également l'article 40. Enfin, l'article 37 suggère que les numéros des deux lois 88-683 et 88-684 auraient dû être inversés.

Quoi qu'il en soit, dans le projet de codification (voir chapitre 6) et par respect pour l'ordre juridique national, le consultant se gardera de procéder à ce découpage et sera donc conduit à proposer l'intégration pure et simple des deux lois qui organisent la profession vétérinaire.

43/04 - Médicaments vétérinaires (ou pharmacie vétérinaire)

On retrouvera cette question dans l'examen des projets au chapitre 5.

Pour l'heure, le tiroir est vide, dès lors qu'il ne contient que deux textes traitant des médicaments en général et qui datent de 1954 (n° 20) et de 1955 (n° 21). Il ne s'agissait de rien d'autre que d'une transposition de textes français, ne tenant pas compte de la réalité locale.

Un arrêté du Ministre de la Production Animale (04/MPA du 14 mars 1980) soumet l'importation des médicaments, aliments médicamenteux et vaccins, spécialement destinés aux animaux à autorisation préalable. On notera, du point de vue technique, que ce texte omet les produits diagnostiques et, du point de vue juridique, qu'on se trouve dans une logique différente de l'architecture juridique. La décision est nécessaire pour l'intérêt général, le Ministre qui a reçu la compétence d'attribution prend seul la décision nécessaire sur proposition de celui de ses services qui a la compétence technique. Cela se perçoit très bien si on compare les visas de cet arrêté à ceux d'un arrêté comme l'arrêté 93/031 MINAGRA du 02 avril 1993 cité ci-dessus à propos des certificats sanitaires d'importation. La circulaire DG Douanes 356 du 21 août 1980 ne peut que donner des instructions à ses services en vue d'appliquer l'arrêté 04/MPA du 14 mars 1980.

43/05 - Sous-groupe A5 : 1°/ Lait et produits laitiers

Pas moins de onze textes sont rassemblés dans cette première partie du sous-groupe A5. On y trouve même un décret de base très complet (D.83-808 du 08 août 1983). Ce texte, à défaut d'un fondement législatif proprement sanitaire, ne se base que sur la loi 63-301 (répression des fraudes). Cela conduit malheureusement à ignorer la notion de filière et donc l'hygiène des locaux, personnels, matériel, mais n'empêche pas de prendre les arrêtés à cet égard. De plus, l'absence d'un texte sanitaire tend à induire un préjugé de fraude, de falsification ou de tromperie, là où les fautes d'hygiène ou les négligences de préparation, si elles sont critiquables et appellent un effort d'éducation, ne résultent pas d'une volonté de tromper ou d'un désir de porter tort.

Quoi qu'il en soit, ce décret, essentiel pour les produits laitiers, a ouvert la voie à toute une série d'arrêtés (voir numéros 27 à 32) sur les conditions sanitaires de traitement de conservation des produits laitiers.

Enfin, un arrêté interministériel "santé - ressources animales" définit les conditions d'agrément des laboratoires d'analyse indispensables pour le contrôle sanitaire de ces produits.

La question de la codification en partie réglementaire se fera délicate en raison du mélange entre les définitions des produits et les (quelques) mesures de type sanitaire qui se rencontrent dans le décret 83-808 (par exemple article 42/1). Les dispositions sont peu nombreuses et incomplètes au point de vue sanitaire. Elles pourront donc être répétées dans un texte de base proprement sanitaire.

43/06 - Sous-groupe A5 : 2°/ Produits de la pêche

Le manque de cohérence de la structure juridique est ici patent. Il a déjà été cité en exemple.

On y trouve en effet d'une part une "loi-pêche" (86-478 du 1er juillet 1986) dont le décret d'application fait encore défaut et d'autre part, d'un remarquable arrêté (200/MINAGRA du 05 août 1993) mais qui manque de bases légale et réglementaire. On discerne mal si la "loi-pêche" de 1986 est pertinente pour constituer la base aux textes sanitaires. Elle est plutôt orientée vers les conditions, les modalités et la police de la pêche. Les produits pêchés en infraction font l'objet d'une "saisie" par des agents parmi lesquels ne figurent pas les personnels ordinairement compétents en matière sanitaire (articles 19 et 24, loi 88-478).

Certes, l'organisation actuelle des pouvoirs publics fait que les services vétérinaires, chargés de la santé publique vétérinaire sont au sein de la Direction générale des Ressources animales comme la direction des pêches. Mais, encore une fois, les textes ne doivent pas se concevoir comme liés aux responsables administratifs. Leur cohérence est dans le rôle public qu'ils ont à jouer dans la société. C'est pourquoi il serait judicieux de fonder les textes sanitaires sur un ensemble loi et décret (voir ci-dessous 43/07 sous-groupe A5.3 et chapitre 6), qui leur soit propre.

Un autre problème se pose dans ce groupe de textes. L'article 7 du décret 84-127 du 07 mars 1984 confie à la Direction des Pêches le "contrôle sanitaire et la qualité des produits de la pêche destinés à la consommation humaine". Encore une fois, il paraît nécessaire d'insister sur le fait que la dispersion des activités de contrôle sanitaire est dommageable à une bonne administration de la santé publique en matière de denrées animales. Elle ne peut qu'aboutir à freiner tout progrès en ce domaine.

Sur le plan international, la balance commerciale favorable en matière de poissons impliquera une vigilance et une activité efficace (jusqu'alors apparemment bien maîtrisée dans les relations avec l'Union Européenne) dans l'application des règles du commerce international (voir ci-après 43/09).

Dès à présent, il faut, déjà au plan interne s'interroger sur la compatibilité entre l'arrêté 200 MINAGRA précité (05 août 93) et l'arrêté 31 MPA du 14 juin 1976. L'article 53 du premier abroge prudemment "toutes dispositions antérieures contraires". Cela ne

signifie pas qu'on s'assure une sécurité juridique, en cas de litige ou simplement de questions techniques sur les dispositions à appliquer.

Par exemple, l'article 2 de l'arrêté 31 MPA du 14 juin 1976 est-il abrogé ? Pourquoi des normes commerciales se trouvent-elles "encloses" en cet article ? Même question pour l'article 3, l'article 13 (a), par rapport aux articles 20 et 21 de l'arrêté 200 du 05 août 1993. Inutile de multiplier les exemples. Il faudrait envisager de trier dans l'arrêté de 1976 les points techniques (normes du poisson frais par exemple), les éléments qui ne sont pas traités dans l'arrêté de 1993, établir un arrêté complémentaire ou compléter ce dernier, puis abroger formellement l'arrêté de 1976 qui crée une large confusion, puisqu'on ignore ce qui y demeure et ce qui a disparu. Le consultant ne peut résoudre cette question au fond dans le cadre de la présente mission : cela fait partie des travaux complémentaires à prévoir après mise en place des fondations nouvelles (voir chapitre 6).

43/07 - Sous-groupe A5 : 3°/ Viandes et hygiène des aliments en général

On trouve ici 15 documents très hétérogènes.

a) l'arrêté 02714 du 04 avril 1957 n'a plus aucune pertinence actuellement. Il est nécessaire de mettre un terme à cette situation par une loi fondamentale de l'hygiène des aliments proprement ivoirienne. Celle-ci permettra ensuite les textes d'application sans avoir recours à des détours par la 63-301 comme on l'a vu à propos des produits laitiers.

b) la deuxième grande question dans ce domaine est celle de savoir qui fait quoi en matière d'hygiène des aliments et tout particulièrement celui de l'inspection sanitaire au niveau des abattoirs.

Un pas dans la bonne direction a été fait avec l'arrêté 186/MINAGRA-CAB du 16 novembre 1992 (annexe, numéro 50), avec la création du Service de l'Inspection et du Contrôle sanitaire vétérinaire au port maritime d'Abidjan, dit "SICOSAV".

A cet égard, une application malheureuse est venue de la loi 80-1180 du 17 octobre 1980, modifiée par la loi 85-578 du 29 juillet 1985 (voir ci-après et annexe 1, numéros 84 et 85). Le décret d'application 86-454 du 25 juin 1986, pris en application de cette loi municipale transfère les compétences de l'Etat aux communes et à la ville d'Abidjan (structure administrative d'agglomération regroupant dix communes) en matière d'hygiène publique vétérinaire.

Une telle mesure ajoute aux confusions déjà signalées entre ministères ou services d'un même ministère, concernant le rôle de souveraineté, appartenant à l'Etat en matière de santé publique des denrées. Placer le vétérinaire inspecteur, si tel était le cas, sous la coupe des forces économiques locales, c'est, dans toutes les sociétés, risquer très fort de rendre problématiques les progrès de l'hygiène et de la santé publique.

Pourquoi écrire "si tel était le cas" ? Parce qu'en outre, dans son application, il semble qu'on ait été plus loin que le décret 86-454 lui-même. Celui-ci, dans son article 1er, ne parle de transférer aux communes que :

- ✓ le marché de détail
- ✓ les magasins de vente au détail
- ✓ les entrepôts secondaires
- ✓ le transport des produits et denrées

Il n'est nullement question de l'abattoir, c'est-à-dire de la transformation primaire d'un animal vivant, potentiellement sain ou malade, en viande consommable et donc transportable et commercialisable.

A nouveau, le consultant croit de son devoir d'exprimer la nécessité de confier cette "police" de la salubrité des denrées, dans les définitions techniques, les exigences sanitaires et leurs contrôles, à un service d'Etat, indépendant et hiérarchisé sous l'autorité d'un seul Ministre.

Le consultant est conscient qu'il s'agit ici d'un choix raisonné des pouvoirs publics et que la répartition des charges financières entre l'Etat et les collectivités territoriales est en jeu. Il n'en reste pas moins que la protection de la santé publique et la sécurité des aliments est un acte de souveraineté du plus haut niveau, qui ne peut, sans danger, être descendu sous le contrôle du commerce local.

Outre l'extrême confusion que cela entraîne, le désordre dans l'application des normes réglementaires, (c'est-à-dire des textes contraignants édictés dans le seul objectif de l'intérêt général) entraîne une démobilitation, une perte de crédibilité puisque ceci sera mis en oeuvre ici et pas là, avec fermeté tantôt et tantôt avec laisser-aller. Dans ce cas, on en arrive rapidement à ce que plus personne ne prenne au sérieux les textes, même remarquables, qui sont reçus comme des théories idéales, auxquelles on peut rêver sans y croire. Les uns y trouvent intérêt, les autres les abandonnent. Aucun progrès porté par une "bonne administration des choses" n'est plus à espérer. Tous les entretiens, ainsi que l'examen des relevés de saisie vétérinaire font qu'on ne saurait que se rallier aux observations de la circulaire interministérielle MINAGRA/INT n° 318 du 08 février 1994, notamment au chapitre 1.2.

Le mélange entre les taxes ou redevances¹ fondées sur la mise à disposition des locaux et du matériel destiné à l'abattage, et de celles qui alimentent les besoins de l'inspection sanitaire est, comme toujours, à la source des incertitudes.

Une solution devra être trouvée pour mettre un terme à cette situation paradoxale où la responsabilité en matière sanitaire reste aux services de l'Etat alors que la compétence d'attribution semble - plus ou moins, voir ci-dessus - transférée.

¹ Ce sont deux concepts différents : on a pourtant rencontré l'un ou l'autre indifféremment.

Le consultant rappelle la nécessité d'une architecture solide pour la protection et le contrôle de la salubrité des aliments. Il lui apparaît que cette loi devra décider quel service se verra confier la responsabilité de cette tâche. Quant aux moyens de l'accomplir, il est certain qu'une ressource spécifique sera à trouver, qui variera selon que l'inspection de salubrité se limitera à des contrôles de second niveau ou quelle sera assurée par l'Etat, soit avec ses agents, soit avec l'aide de vétérinaires à temps partiel, placés sous l'autorité hiérarchique du Ministre, dotés du "mandat sanitaire" et par là chargés d'une tâche de service public. On a vu ci-dessus le caractère très imparfait de la première solution. Il est clair que la seconde, simple, adaptative, est le seul facteur de progrès en la matière.

S'il était décidé que l'inspection soit à la charge des usagers, ceux-ci ne devraient en aucun cas régler directement le vétérinaire inspecteur mais alimenter un fonds chargé du paiement des actes du vétérinaire.

Une telle activité sanitaire, portant non sur la santé des animaux mais cette fois sur la santé publique vétérinaire dans le cadre des aliments destinés à la consommation facilitera aussi l'implantation des vétérinaires en clientèle privée par le revenu fixe minimal qu'elle leur assurera.

c) Importation

La création de SICOSAV et la relation Ministère des Ressources animales - Contrôle se manifeste dans les ventes comme on le perçoit avec l'arrêté 027 MINAGRA/CAB du 25 février 1993 sur "l'organisation de l'inspection et du contrôle sanitaire et de la qualité des produits agricoles aux portes d'entrée et de sortie du territoire national", valable aux fins de santé animale (animaux vivants) et d'hygiène des denrées (produits d'animaux), et aussi avec l'arrêté 310 MINAGRA du 18 octobre 1993 sur les critères de qualité pour l'importation de viande de boeuf.

d) Commerce dans la filière agro-alimentaire

Pour assurer l'inspection des denrées, encore faut-il connaître avec précision les différents points de la filière, en particulier si on veut y améliorer l'hygiène des locaux, du matériel et du personnel.

Le remarquable décret 93-312 du 11 mars 1993 y pourvoit parfaitement (numéro 52).

Sans reprendre les remarques déjà présentées à propos des abrogations de textes ou de dispositions antérieures, il eût mieux valu écrire l'article 20 en "abrogeant le décret 67-295 du 30 juin 1967 portant réglementation du commerce de la boucherie en Côte d'Ivoire, ainsi que toutes dispositions antérieures contraires". Dans la rédaction actuelle en effet, un esprit de juridisme tâtilon serait tenté en effet de rendre vie à des dispositions du décret 67-295, qu'il considérerait, si c'était son intérêt, comme n'étant pas des dispositions contraires. Le consultant estime qu'il faut lire en attendant "celles" comme visant la totalité du décret. Il n'a été gardé dans le regroupement des textes (numéro 45) que parce qu'il permet de mieux comprendre l'évolution de la législation.

e) ANADER

Cette société d'économie mixte, appelée Agence Nationale d'Appui au Développement Rural prend la succession de trois structures dont la SODEPRA, chargée, elle, de suivre le développement de l'élevage (voir numéros 79 à 82, notamment 82 et ci-après 43/12). L'ANADER a en effet désormais un rôle important d'interface dans la filière de l'élevage et des produits animaux. On se gardera d'oublier en effet que les activités de santé publique vétérinaire en santé animale et le contrôle sanitaire à l'abattoir sont étroitement liés. L'abattoir, quand l'inspection est faite est la première source d'information et le principal lieu d'alerte en ce qui concerne l'état sanitaire du cheptel.

C'est pourquoi le décret 93-777 du 29 septembre 1993 portant création de l'ANADER est rappelé dans le sous-groupe A5 point 3, sans numéro entre le 54 et le 55 en annexe 1.

43/08 - Groupe B : textes non issus du MINAGRA mais appliqués par ses services

Ce groupe comporte douze textes. Ce qu'il démontre le plus, c'est, sous un autre angle, le manque d'une construction cohérente.

a) Répression des fraudes (numéro 57)

Pourtant celle-ci semble exister avec la loi 63-301 du 26 juin 1963 qui instaure la répression des fraudes dans la vente des marchandises et des falsifications des denrées alimentaires et des produits agricoles.

Ce texte appelle deux observations. En premier lieu, on trouve divers agents de l'Administration comme étant habilités à rechercher et à constater les infractions, à opérer des prélèvements et à effectuer des saisies. Parmi eux, les vétérinaires, les assistants d'élevage et les pharmaciens. Il est fait état (art. 8) d'un possible commissionnement par l'autorité compétente mais cela relèverait d'un décret d'application. L'utilité serait de permettre à l'administration de sélectionner parmi son personnel les personnes les plus aptes à ce délicat travail.

En second lieu, cette loi, d'une importance capitale, est une loi d'inspiration répressive, et qui suppose la mauvaise foi, comme le montre la lecture des six premiers articles : "seront punis ... ceux qui auront trompé... falsifié ... supprimé frauduleusement, falsifieront, seront trouvés détenteurs sans motifs légitimes...". Des confusions sont en puissance entre la punition des fraudeurs et l'amélioration de l'hygiène des aliments, la prévention des toxi-infections alimentaires. Par exemple, l'inspection des viandes à l'abattoir, comme du lait, des oeufs, du poisson, ou de tous autres aliments d'origine animale ne saurait se fonder sur cette loi dès lors que le producteur, le transporteur ou le transformateur n'a pas commis de méfait, ce qui suppose une intention. Il faut un "élément moral" à ces infractions. Celui qui se soumet loyalement à une inspection sanitaire légale ne saurait être mis en cause comme ayant été l'auteur d'un délit si, par exemple, l'animal qu'il a présenté à l'abattage et à l'inspection vétérinaire, se trouve atteint de tuberculose.

Cela se marque encore dans l'emploi du mot "saisie" à l'article 8 de la loi. Cette saisie est l'élément d'une sanction. Celle-ci sera administrative ou judiciaire selon le choix du législateur, mais elle restera une sanction. Au contraire, ce qu'on appelle "saisie vétérinaire" est une mesure administrative, simple précaution de protection de la santé publique, face à un aliment reconnu dangereux par le résultat de l'expertise technique, professionnelle ou scientifique.

Il n'est pas besoin de souligner, une fois de plus, que ces confusions ne seront surmontées qu'après la mise en place d'une structure légale et réglementaire concernant l'hygiène des aliments.

b) Interdiction de l'abattage clandestin

C'est un arrêté territorial "Ville d'Abidjan". C'est là un exemple du défaut de textes nationaux adaptés, faute de bases. Sans conteste, cette interdiction est utile dans l'agglomération, même s'il doit être très difficile de la faire respecter.

Mais ailleurs ? La nécessité de développer progressivement une inspection sanitaire doit se concilier avec les traditions des villages. Qu'est-ce qui est important sinon l'inspection sanitaire et la formation des éleveurs, en liaison avec leurs connaissances traditionnelles d'ores et déjà très efficaces. N'est-ce pas là, l'un des rôles du vétérinaire, même libéral ? En tous cas, ces mesures de police - nécessaires - sont à édicter et à appliquer avec progressivité et discernement ailleurs que dans l'agglomération abidjanaise. Qui peut le faire mieux que le Ministre de l'Agriculture et des Ressources animales, en s'appuyant tantôt sur ses propres fonctionnaires et tantôt sur des vétérinaires libéraux (privés) dotés du "mandat sanitaire" ?

c) Application de la loi 63-301

Divers textes sont destinés à appliquer la loi sur la répression des fraudes ou restant proches du souci d'un commerce loyal et sain. Ce sont :

(n°63) - Loi 91-999 du 27 décembre 1991 sur la concurrence

(n°64) - Loi 91-1000 du 27 décembre 1991 sur la répression de la publicité mensongère ou trompeuse.

mais aussi :

(n°65) - Décret 92-487 du 26 août 1992 sur l'étiquetage et la présentation des denrées alimentaires

(n°66) - Décret 92595 du 30 septembre 1992 sur les conserves et semi-conserves

(n°60) - Arrêté interministériel 09 du 07 mars 1986 sur l'échantillonnage des prélèvements en vue d'analyses physico-chimiques (mais non pas bactériologiques).

d) Contrôle des denrées alimentaires

Deux textes, déjà cités évoquent des contrôles de denrées alimentaires :

- ✓ les plats servis dans les restaurants, décret 79-573 du 04 juillet 1979 (n° 58) : les articles 3 et 4-5° permettent aux agents du Ministère du Tourisme de s'assurer du bon fonctionnement et de l'état des publications, l'article 13 concerne la qualité des locaux et la préparation des repas.
- ✓ L'arrêté 250 MSP/DSPH du 18 novembre 1988, par lequel le Ministre de la Santé publique et de la population, dans le cadre de ses attributions fixe "les normes à respecter pour la confection de certaines denrées alimentaires..."

Outre le sentiment de confusion et d'avancée prématurée déjà signalées, ce texte pose quelques questions d'ordre juridico-technique. On y trouve (article 1er) les dérivés du lait, les plats cuisinés et les conserves alimentaires. Or le lait et les produits laitiers font l'objet d'un décret plus ancien (83-808) qui n'est même pas cité dans les visas de l'arrêté. Le décret étant d'un niveau juridique supérieur, mais l'arrêté étant plus récent, qu'est-ce qui s'applique en l'espèce ? Quant aux plats cuisinés, leur nature, leur définition n'est pas déterminée. Que va-t-on soumettre aux normes ? Enfin l'article 8 du même arrêté confie à la Direction des Services pharmaceutiques l'inspection des établissements où se fabriquent ces denrées, ce qui est contradictoire avec le décret 84-722 du 30 mai 1984 (numéro 59) qui dans son article 6 ne confie pas cette mission à ladite direction.

Du point de vue technique, il convient aussi de s'interroger sur l'application effective des plans à trois classes et sur la justification des critères microbiologiques sauf dans des établissements très peu nombreux, situés tous à Abidjan. Le consultant ne saurait ici aller plus loin, faute d'avoir le temps d'examiner la question au niveau concret du terrain.

Mais quoi qu'il en soit on retrouve encore ici les inconvénients de l'absence de fondations et de structures juridiques simples mais cohérentes.

e) Importation

Le décret 93-313 du 11 mars 1993 est relatif à l'importation et à l'exportation de marchandises. Il fournit une nomenclature indispensable pour coordonner les actions des services vétérinaires et de la douane, qui l'a rendu applicable par une circulaire DG des douanes du 05 octobre 1994 (voir numéros 67 et 68).

43/09 - Groupe C : Commerce des animaux et produits animaux

On commence ici à se rapprocher des zones marginales de cette étude.

Fournis par les équipes ivoiriennes, ces textes ont retenu l'attention car ils marquent l'effet des mélanges de textes à vocation économique avec les textes à incidence

sanitaire : on craint toujours de trouver un article sanitaire dans un texte qui n'a pas pour objet semblable préoccupation.

Par exemple, un comité interministériel pour l'importation des oeufs et des poulets abattus (numéro 71 : décret 79-571 du 04 juillet 1979) aura tout autant pour vocation de réguler l'approvisionnement et le marché intérieur que de protéger le cheptel aviaire contre l'entrée de maladies transmissibles par les oeufs (salmonelloses, gumboro, etc.). Le consultant n'a pu s'assurer que ce comité avait encore, seize ans après, une existence réelle. Au demeurant, la forme du décret n'est pas absolument nécessaire : un arrêté interministériel aurait pu y suffire.

43/10 - Groupe D : Activités des services vétérinaires municipaux

Deux textes, rappelés dans ce groupe ont déjà été examinés à propos de l'inspection des viandes dans les abattoirs et de l'interdiction de l'abattage clandestin dans la Ville d'Abidjan.

Aux numéros 73 et 74, ont été gardés deux dossiers qui démontrent les difficultés d'application et l'incertitude administrative qui règnent dans l'application du décret 86-454.

43/11 - Groupe E : Les laboratoires

Trois laboratoires apparaissent à travers ces textes (voir numéros 75 à 78).

a) Laboratoire de l'environnement marin et lagunaire L.C.E.

L'arrêté 14 du 11 décembre 1987 fixe les attributions du laboratoire de l'environnement marin et lagunaire, placé sous l'autorité du Ministre de la Marine (arrêté 14/MINIMAR/CAB du 27 novembre 1986). Ici encore, on s'interroge sur les rapports entre la Direction de la Pêche et de l'Aquaculture qui relève du MINAGRA et regarde le contenu animal et le Ministère de la Marine qui examine le contenant. Une structure même légère et de concertation périodique serait certainement utile, question à revoir, d'autant que le LANADA (voir ci-dessous et annexe, numéro 77) comporte un Laboratoire de Pathologie Aquacole (LPAQ), également concerné par les pollutions lagunaires.

b) Laboratoire national de Santé publique (LNSP)

L'arrêté 399/MSP/CAB du 11 décembre 1987 chargeait le Laboratoire National de la Santé publique des examens analytiques en matière de santé publique générale (donc aussi des aliments) et de répression des fraudes. Ces attributions chevauchent celles du laboratoire central d'Hygiène alimentaire (LCHA), situé comme le LPAQ, à Abidjan. Il y a tant de travail que l'un et l'autre ont de quoi faire. De plus, une saine émulation au sein de l'Administration au sens large peut être plus efficace que de grandes structures lourdes et cassantes. Mais là où la mise en place de textes fondamentaux sur l'hygiène des aliments poussera à clarifier les choses, c'est quand cet arrêté, dans son article 2 confie au Directeur

du Laboratoire de Santé publique "le contrôle de qualité et de conformité des produits destinés à la consommation, et aussi de participer à l'inspection dans le cadre du service de la répression de salubrité, d'hygiène et de qualité des ... denrées alimentaires".

Faute d'avoir pu concrètement observer la réalité des activités, le consultant doit s'arrêter ici.

Mais ce qui doit aussi être exprimé, c'est que dans un système où tout le monde entend s'occuper de tout, personne finalement n'est responsable de rien. Aucun progrès, aucune sécurité ne sont assurés dans ce cas.

Au demeurant cet arrêté devrait être abrogé explicitement pour plus de clarté, car on le trouve dans des regroupements de textes avec une apparence de validité. Il est pourtant d'ores et déjà abrogé implicitement en totalité comme contraire au décret 91-654 du 09 octobre 1991 qui, de plus, abroge toutes dispositions antérieures contraires et charge le LNSP du contrôle de conformité des produits, mais sauf ambiguïté résiduelle (article 3, deuxième tiret) pas du contrôle des locaux, installations, matériel et personnel sur place.

On le voit : il demeure des incertitudes qui devraient être levées. Le consultant souligne que les laboratoires, quels qu'ils soient, sont des moyens précieux irremplaçables pour l'homme de terrain qui fera la synthèse de toutes les informations recueillies et tentera, à partir de là, de faire progresser l'ensemble de la filière, ce que le laboratoire seul ne peut faire.

Par ailleurs, si le LCHA du LANADA, traite lui aussi des analyses d'hygiène des aliments, la quantité de travail à faire peut justifier l'émulation si les moyens existent de part et d'autre.

c) Laboratoire d'appui au développement agricole (LANADA)

Créé par le décret 91-760 du 14 novembre 1991, cet établissement public (comme le LNSP depuis le décret 91-654 du 09 octobre 1991 précité) comporte neuf laboratoires, dont sept concernent les ressources animales, un les semences et un l'écologie, on a ainsi :

✓ trois laboratoires de pathologie animale : un central à Bingerville, un à Korhogo, un à Bouaké ;

- un laboratoire de pathologie aquacole ;
- un laboratoire central de nutrition animale ;
- un centre d'insémination artificielle ;
- un laboratoire central d'hygiène alimentaire.

Les missions de ces laboratoires sont des missions techniques d'appui à l'usage des personnels de terrain. Ils travaillent tant pour l'administration que pour les demandeurs privés : l'article 16 du décret prévoit parmi les recettes "le produit des travaux et prestation", que les responsables du laboratoire doivent s'efforcer d'accroître.

Ce qui est écrit ci-dessus demeure valable pour le LANADA : les laboratoires sont des outils irremplaçables mais les synthèses de toutes les données, y compris de celles qui en sont issues, doivent comporter les éléments du terrain. Des confrontations, des échanges, des concertations sont toujours utiles, et très souvent nécessaires.

43/12 - Sous-groupe F : 1°/ Sociétés

Plusieurs sociétés d'Etat ont été créées pour arrimer la filière de l'élevage dans les années 70. Il s'agit parfois de sociétés d'économie mixte, mais où ne figurent que des capitaux publics.

Le rôle de la SODEPRA (décret 70-623 du 14 octobre 1970, n° 80) a été considérable pour le lancement et la promotion de l'élevage en Côte d'Ivoire, pays qui n'avait pas une forte tradition en la matière.

Cette société a été dissoute lors de la création de l'ANADER (voir numéro 82) en septembre 1993.

Le développement des filières avicoles et porcins est assuré par le SIPRA et le SIVAC. La liaison entre les activités de santé publique vétérinaire et cette agence est forcément étroite dès lors que aucun développement en matière d'élevage n'est concevable hors d'une situation sanitaire qui aille également en s'améliorant.

43/13 - Sous-groupe F : 2°/ Coopération

Le rôle de la coopération n'est pas moins grand. On peut se regrouper pour produire, pour vendre, mais aussi pour entretenir et soigner son cheptel, acquérir des intrants d'élevage, assurer une formation aux éleveurs, prendre en charge la défense sanitaire des animaux de production. Une liaison directe est à prendre en considération au niveau de l'usage des médicaments vétérinaires, s'agissant de déterminer quels médicaments peuvent être détenus par les groupements d'éleveurs, à quelles conditions et sous quel contrôle.

C'est pourquoi on trouvera au numéro 83 la référence de la loi 77-332 du 01 juin 1977 portant statut de la coopération, surtout qu'un nouveau projet est en préparation.

43/14 - Groupe G : Organisation municipale

Les numéros 84 et 85 sont en vérité consacrés aux lois municipales. Elles sont essentielles pour comprendre le décret 86-454 évoqué ci-dessus.

Pour saisir le transfert de compétences (et de charges), encore fallait-il le rattacher à la démarche raisonnée de ces deux lois du 17 octobre 1980 et du 29 juillet 1985. Cela a déjà été exprimé au présent rapport [voir ci-dessus 43/07 (b)]. Le consultant n'y reviendra que pour signaler à nouveau que l'inspection de salubrité est une charge de souveraineté que l'Etat peut, par nécessité, déléguer à des organes sous son contrôle direct, mais pas

transférer à des autorités décentralisées, sauf à imposer la consommation sur place et l'interdiction de circulation des produits, solution concevable dans un Etat fédéral.

43/15 - Groupe H : Accords internationaux

Deux textes seulement ont été trouvés pour figurer dans ce groupe. Il y en a certainement beaucoup plus. Leur étude spécifique serait peut-être justifiée. Ils n'ont ici que valeur de témoignage, ayant pour objet de rappeler que les accords internationaux ne sauraient être méconnus à notre époque et moins encore depuis la conclusion du "Cycle de l'Uruguay" par les accords de Marrakech (15 avril 1994). La République de Côte d'Ivoire est signataire de ces accords. Le consultant n'a pas pu savoir si la ratification était acquise en juillet 1995 mais il ne paraît pas douteux qu'ils le seront car aucun pays sur la planète ne pourra plus s'isoler du commerce international. Il ne s'agit nullement ici d'une profession de foi idéologique, mais d'une réalité qui s'imposera de plus en plus.

Le rôle des organes mondiaux comme le "Codex alimentarius" (création mixte FAO/OMS mais où la FAO joue un rôle considérable) et l'Office International des Epizooties deviendra fondamental. Les "certificats officiels" de salubrité, de conformité sanitaire et d'identification qualitative vont, au fil des années qui viennent, prendre une importance croissante. Même les organisations internes de contrôle et d'inspection seront vérifiées par les instances internationales, dans la mesure où un pays voudra participer au commerce mondial. Le protectionnisme à prétexte sanitaire ne va pas disparaître du jour au lendemain, mais progressivement grâce aux moyens mis en place par l'Organisation Mondiale du Commerce, il deviendra de plus en plus difficile.

C'est pourquoi une organisation des contrôles sanitaires fiable et de la responsabilité de l'Etat est une impérieuse nécessité, à réaliser et à mettre en place sans tarder car elle sera forcément longue de réalisation.

43/16 - Groupe I - 1°/ Textes constitutionnels

Pour construire un édifice juridique cohérent, même dans un domaine technique, il est indispensable de savoir comment procéder au regard de la loi fondamentale, la Constitution.

La Loi (constitutionnelle) 60-356 du 03 novembre 1960, a été modifiée à plusieurs reprises. La dernière version date du 16 août 1994.

a) Modification de la Cour Suprême (article 61)

Après création d'un Conseil constitutionnel qui était auparavant un élément de la cour suprême, cette dernière comporte désormais trois chambres :

- ✓ la Chambre judiciaire ;
- ✓ la Chambre administrative ;
- ✓ la Chambre des comptes.

b) Domaines de la Loi et du Règlement

Tel est le titre d'une section du titre IV, intitulé, lui, "des rapports entre l'Assemblée Nationale et le Gouvernement."

La répartition des domaines est réglée par les articles 41 et 44 de la Constitution.

b1) L'article 41 comporte deux parties : Règles et Principes

Concernant les ressources animales, sont en jeu, pour le domaine de la loi, les points suivants :

*** Règles concernant :**

tiret 1. ... garanties fondamentales accordées aux citoyens pour l'exercice des libertés publiques.

N.B. Cela vise la circulation des animaux, les saisies vétérinaires, les normes d'équipement, toutes contraintes sur les biens et les personnes en cas de danger pour la santé publique.

tiret 4. Crimes et délits, ainsi que les peines qui leur sont applicables.

N.B. Les contraventions ne sont pas du domaine de la Loi.

tiret 5. Organisation des tribunaux judiciaires et administratifs.

N.B. Sous prétexte d'efficacité ou d'opportunité, les services ne sauraient proposer au Ministre que des dispositions qui soient reconnues légales par ces tribunaux.

tiret 6. Assiette, taux et mortalités de recouvrements de toute nature.

N.B. S'il faut créer une taxe (paiement obligatoire, non lié au service correspondant) ou une redevance (liée au service rendu), ce ne peut être que sur décision de la loi.

tiret 9. Création de catégories d'établissements publics.

N.B. Cela signifie que les établissements publics de catégorie existantes (EP administratif, comme le LANADA ou industriels et commerciaux peuvent être créés par décret (exemple le LANADA).

tiret 10. Statut de la fonction publique.

N.B. Cela concerne les fonctionnaires, qui sont dans une position statutaire, mais pas les personnes (vétérinaires privés) qui seront chargés d'une mission de service public (mandat sanitaire).

* Principes fondamentaux :

tiret 3. Régime de la co-propriété, des droits civils et des obligations civiles et commerciales

N.B. L'incidence porte ici sur les questions de rapports entre éleveurs nomades et éleveurs sédentaires, souvent traduits par conflits éleveurs - agriculteurs. Les questions de parcours de transhumance et de propriété du sol sont ici en jeu.

La distinction entre "règles" et "principes fondamentaux" fait l'objet de discussions savantes. Restons en à ceci que les premières sont plus précises que les seconds. Mais de toutes façons, il n'est pas du rôle de la Loi de donner les détails d'application.

Par exemple, la saisie vétérinaire de carcasses reconnues dangereuses pour la santé publique est une atteinte à la propriété : elle doit être autorisée par La loi. Il appartiendra ensuite au décret de définir les modalités d'application de cette règle.

b2) Domaine du règlement (article 44)

"Les matières, autres que celles qui sont du domaine de la Loi ont un caractère réglementaire.

Les textes de forme législative, intervenus en ces matières antérieurement à l'entrée en vigueur de la présente Constitution peuvent être modifiés par décret puis après avis du Conseil Constitutionnel".

Le deuxième alinéa a été ajouté par la Loi 94-438 du 16 avril 1994. Il sera donc possible de modifier par décret les dispositions de la Loi sur le Code de Déontologie des vétérinaires qui en très grand nombre ne justifient pas un tel niveau dans la hiérarchie juridique, ce qui rend rigide (et cassant) un système de droit (voir ci-dessus 43/03 examen de la loi 88-683).

c) Pouvoir réglementaire

Le Président de la République "détermine et conduit la politique de la nation" (article 21). Il fixe la structure du pouvoir réglementaire, nomme les membres du Gouvernement et fixe leurs attributions (article 12).

Il préside le Conseil des Ministres et, pour toutes ces raisons, c'est le Président de la République qui détient le pouvoir réglementaire, lequel s'exprime par des décrets.

d) Traités et accords internationaux

Ils ont une valeur constitutionnelle dès lors qu'il ont été ratifiés et ne peuvent être ratifiés qu'après modification de la Constitution si celle-ci est reconnue nécessaire, par le Conseil Constitutionnel (article 56).

43/17 - Groupe I - 2°/ Droit pénal

Ce n'est assurément pas un moyen idéal de faire progresser la santé des animaux et l'hygiène des aliments que de s'avancer muni de l'arme pénale et menaçant face à des traditions dont l'absolu bien-fondé n'est plus contesté du fait de l'habitude.

La pédagogie est bien plus utile, surtout si elle tient compte des échanges avec ceux qui sont porteurs de recettes ancestrales qui, dans les conditions de vie réelles s'appliquent sans s'exclure.

Cependant, il ne saurait y avoir d'obligations respectées sans la perspective de sanctions établies au nom de l'intérêt social, définies conformément à la Loi et appliquées selon la procédure légale. L'Etat de droit n'est pas celui où on attend indéfiniment la bonne volonté, même des plus récalcitrants, pour respecter les règles nécessaires au bien-être de tous. Cela serait impossible.

Il faut donc toujours prévoir des sanctions pénales, même si on sait qu'en pratique, il y sera recouru le moins possible, en quelque sorte, en désespoir de cause, par échec de la persuasion, ou face à des fautes particulièrement graves. Il faut rappeler à cet égard que l'extrême négligence de la part d'un professionnel réputé compétent est regardée comme équivalente à une faute grave.

a) Code pénal

La Loi de promulgation est la loi 81-640 du 31 juillet 1981.

a1 - Infraction et sanctions

L'article 2 du Code Pénal définit l'infraction comme "tout fait, acte ou omission qui trouble ou est susceptible de troubler l'ordre et la paix publics en portant atteinte aux droits légitimes soit des particuliers, soit des collectivités publiques ou privées et qui, comme tel, est légalement sanctionné".

Il est clair que seules les infractions dûment constituées au moment des faits peuvent être poursuivies. L'article 3 distingue trois catégories d'infractions : les crimes, les contraventions et les délits. Les deux premières sont déterminées par les sanctions qui peuvent être imposées. La contravention se caractérise par une peine privative de liberté de deux mois et/ou une peine d'amende jusqu'à 360 000 F. Les délits sont définis par différence d'avec les crimes (peine capitale et peine privative de liberté supérieure à 10 ans). Tout ce qui n'est pas crime ou contravention est un délit, ce qui manque peut-être de précision.

a2 - Les délits en santé publique vétérinaire

Dans la situation actuelle du droit ivoirien, le consultant a relevé les délits suivants en ce qui concerne la santé publique vétérinaire :

- ✓ pollution ou souillure de lieux ou produits pouvant porter atteinte à la santé des populations. (article 328 C.P.). Exemples : pollutions lagunaires, atteintes à l'aquaculture, usage de pesticides interdits en élevage... ;
- ✓ expansion d'épizootie - la tentative est punissable (article 332 C.P.) ;
- ✓ création ou expansion d'épizootie involontaire, par communication consciente d'une maladie contagieuse (article 333 C.P.) ;
- ✓ empoisonnement ou abattage d'animal sans nécessité (article 433 C.P.) ;
- ✓ expérimentation sur animaux sans se conformer aux prescriptions réglementaires (article 434 C.P.).

a3 - Contraventions

Le code pénal lui-même après les avoir définies, s'abstient de développer le thème des contraventions même sur le plan général. Une autre Loi avait déjà traité la question en 1963.

b) Contraventions (Loi 63-526 du 26 décembre 1963)

Les contraventions et les peines qui leur sont applicables sont déterminées par décret (article 1er et voir ci-dessus I1 (b) tiret 4).

b1 - La question des "confiscations"

Cette peine complémentaire est déjà traitée dans le Code Pénal (articles 57 et 58). Il est précisé qu'elle ne peut être prononcée que par le juge.

Dans le cas des contraventions, l'article 3 de la loi 63-526 stipule que "la confiscation ne peut s'appliquer qu'en ce qui concerne :

- ✓ soit les choses saisies en contravention,
- ✓ soit les choses produites par la contravention,
- ✓ soit les matières ou instruments qui ont servi ou étaient destinés à la commettre".

Il faut ici que les agents de l'administration, détenteurs du pouvoir de constater les contraventions (et à plus forte raison les délits) demeurent conscients qu'ils n'ont, quant à eux, aucun pouvoir de confiscation.

Cela entraîne aussi de rendre compte à l'autorité judiciaire en cas de "saisie" telle que prévu aux articles 7 et surtout 8 de La loi 63-301. En fait d'ailleurs, cette mesure est plutôt une "consignation" si on lit bien le 5ème alinéa de l'article 8.

La deuxième conséquence est de bien faire la distinction entre ces formes de "saisie", "consigne", "confiscation" et la "saisie vétérinaire". Cette dernière est, elle, un acte administratif de police, justifié par la protection de la santé publique. Sauf dans des cas où il y a en même temps violation de la Loi 63-301, la saisie vétérinaire n'a pas de suivi pénal. Mais, dans tous les cas, pour les raisons exposées ci-dessus (voir I-1 (b) - tiret 1), elle doit être autorisée par la Loi. Or actuellement - et sauf soumission - il n'existe pas d'autre base légale à cette activité d'inspection que l'arrêté *gubernatorial* 02714 du 04 avril 1957. Cela souligne l'importance d'une loi ivoirienne sur l'hygiène alimentaire.

b2 - Les contraventions existantes en santé publique vétérinaire

Elles sont données par le décret 69-356 du 31 juillet 1969. Il existe trois classes de contravention qui se distinguent par les peines applicables (jusqu'à 2 mois de prison et/ou une amende dont le taux a été quintuplé en 1984 - dernière modification).

On relève :

- 1ère classe

12° Néglige de détruire les insectes nuisibles à la végétation.

N.B. : Cela n'autorise pas de porter atteinte à la sécurité sanitaire des animaux et des consommateurs humains de leurs produits.

- 2ème classe

8° Divagation d'animaux malfaisants ou féroces ;

13° Avoir excité ou ne pas avoir retenu ses chiens qui attaquent des passants ;

14 ° Maladresse, imprudence, inattention, négligence ou inobservation du règlement ayant provoqué maladie ou blessure avec incapacité de travail supérieure à 6 jours.

N.B. Cela peut se produire par toxi-infections alimentaires à partir de denrées contaminées ;

19° Traversée de terrain par animaux sans être propriétaire ni avoir un droit de passage, en particulier s'il est ensemencé en partie de cultures ;

20 ° Mauvais traitements à animaux ;

21 ° Blessure ou mort d'animaux appartenant à autrui ;

22° pêche par explosifs ou produits toxiques.

- 3ème classe

Il n'y en a pas qui concerne la santé publique vétérinaire.

b3 - Sanctions applicables pour les infractions

Deux dispositions permettent d'utiliser dans des cas généraux la contravention de 2ème classe :

- ✓ quand il y a opposition et entraves à l'exercice du service public par exemple de l'inspection sanitaire (2ème classe - 2°)
- ✓ pour toutes infractions décrets et arrêtés légalement faits par l'autorité administrative ou municipale (2ème classe - 1°)

Par sa généralité, cette disposition place d'office sous le coup d'une contravention de 2ème classe tous les manquements aux textes sanitaires, de santé animale ou d'hygiène des aliments.

c) Code de procédure pénale (Loi 60-366 du 14 novembre 1960).

L'article 28 de ce Code institue les fonctionnaires et agents des administrations et services auxquels des textes spéciaux attribuent un pouvoir de police judiciaire, exercent leur pouvoir dans les conditions et limites fixées par ces textes.

Mais le "texte" ne peut évidemment être qu'une Loi. Cela signifie que la loi sur l'hygiène des aliments, la base législative nouvelle de police sanitaire devront définir les agents chargés de rechercher et constater les infractions en ces matières.

5 - ETUDE DES PROJETS DE TEXTES

Beaucoup de textes sont actuellement en préparation, certains simplement à l'étude et d'autres très avancés. Les derniers sont soit en attente de signature ou de présentation à la Présidence de la République (décret) soit au niveau des cabinets ministériels.

Les documents que le consultant a eu l'occasion d'examiner ne sont pas toujours la toute dernière version. C'est pourquoi les plus importants d'entre eux seront placés en annexe afin de respecter une concordance avec une rédaction qui aura pu déjà avoir été modifiée.

Il ne serait pas surprenant non plus que certains d'entre eux soient sortis et promulgués au moment où le présent rapport sera diffusé. Les remarques ou suggestions éventuelles sembleront alors bien inopportunes. Il convient d'adopter face à ce risque une attitude réaliste et, pour ce qui concerne en tous cas, le signataire, modeste. En effet, il n'y a pas de vérité absolue et moins encore dans les textes juridiques que n'importe où ailleurs. Les remarques seraient retirées par exemple si des explications d'ordre technique ou sociologiques venaient expliquer les raisons de tel ou tel dispositif. Un dialogue, avec échanges de vues, serait à cet égard préférable à un écrit qui "cristallise" la pensée et confère à l'observation un caractère d'absolu et de magistère que dans le verbal ou écarterait aisément. Il est instamment demandé de tenir le plus grand compte de cette disposition d'esprit.

Les documents recueillis comme projets sont très hétéroclites : les uns sont basés sur des lois existantes, dont ils constituent l'application (5.2) ; les autres sont des projets de lois nouvelles fondamentales (5.3.) ; une dernière catégorie enfin est centrée autour d'un problème : celui des heurts entre éleveurs nomades ou transhumants et les agriculteurs-éleveurs sédentaires (5.4). Mais avant il convient de porter un regard sur cet ensemble (5.1).

5.1 - OBSERVATIONS GENERALES

5.1.1 - Variabilité

Ces textes sont à la fois hétérogènes en ce qu'ils se situent à des niveaux très variables de la hiérarchie des textes, et hétéroclites en ce qu'ils respectent des règles de formation très différentes. Les uns sont présentés en référence à un ou plusieurs qui apparaissent dans les visas, et cela dans leur ordre logique, puis, comme il est de coutume en République de Côte d'Ivoire, sont visées les références aux pouvoirs du ou des Ministres qui proposent le texte. Tel est le cas du projet d'arrêté fixant les tarifs des opérations de prophylaxie collective organisées par l'Etat. D'autres au contraire, ne se rattachent à aucun texte législatif comme la série des décrets qui tentent d'encadrer les conflits agriculteurs-éleveurs.

Cela se comprend aisément si la structure générale fait défaut, mais aussi si chaque service ou chaque administration ministérielle entend manifester un style propre, en dépit de l'unité de l'Etat.

On l'a déjà exprimé, ce n'est pas le "pouvoir" à lui seul qui permet d'édicter des règles. Il n'est que l'accoucheur des règles juridiques prenant leur place dans l'Etat de Droit.

5.1.2 - Elasticité de la frontière Loi-Règlement

Très souvent, c'est l'importance ressentie pour le sujet traité qui conduit l'administration à le porter à un niveau élevé, sans égard à la règle constitutionnelle. Les visas peuvent même devenir excessifs. Faut-il vraiment viser la Constitution de la République pour prendre un arrêté instituant un agrément obligatoire [donc préalable] pour les opérateurs économiques de la filière "alimentation animale" ? Cette restriction aux libertés (ici la liberté du commerce, ou la liberté d'entreprendre relève de la Loi. La Loi 63.301 l'autorise-t-elle ? Il ne le semble pas. Dès lors, convient-il d'invoquer la Constitution pour proposer de prendre par arrêté une mesure inconstitutionnelle, tant qu'une loi ne l'a pas rendue légitime ?

5.1.3 - Tendance à détailler à l'excès

Trop de lois aboutit à une situation analogue à l'absence de lois. Il est vain de vouloir tout prévoir surtout aux niveaux les plus élevés de la hiérarchie juridique, la Loi, et souvent aussi le décret.

Les détails sont traités dans les arrêtés ministériels ou interministériels. Ainsi les règles générales auxquelles doit se limiter la Loi pour être efficace, souple et respectée, sont-elles aisément adaptables aux réalités nouvelles.

Fixer les tarifs des taxes dans la Loi est très imprudent. La Loi se contentera de crier la taxe (article 41 de la Constitution) mais elle laissera au gouvernement le soin d'en fixer le taux par décret. Le législateur est encore dans son rôle quand il définit les modes de calcul, en référence à des indices par exemple. Mais fixer dans la Loi le taux d'une taxe destinée financer un service de santé publique, c'est risquer de le mettre hors d'état de remplir sa mission en cas de forte inflation monétaire. Cela n'est qu'un exemple. D'autres pourraient être pris : définir, c'est limiter et limiter au-delà de ce que les principes constitutionnels exigent, c'est ligoter l'action administrative dans ses responsabilités les plus évidentes de sécurité et salubrité publiques.

5.1.4 - Multiplication des textes

Concernant les textes réglementaires le même raisonnement conduit à des solutions différentes. On aura deux types de décrets : celui qui définit les règles générales d'application de loi et les procédures d'application et celui qui ouvre un domaine, par rapport à un type de denrée alimentaire ou de mesures sanitaires.

Par exemple, certaines mesures de lutte contre les maladies seront déterminées comme pouvant être prises par le ministre, ou les autorités locales, déconcentrées ou décentralisées. Ces mesures, ouvertes par le décret et autorisées par la loi seront édictées

par arrêté en présence de telle maladie épizootique survenue et à titre permanent pour lutter contre une enzootie. Mais certaines mesures lourdes resteront du niveau le plus élevé, l'interdiction de circulation des personnes ou l'abattage immédiat des animaux en cas d'épizooties particulièrement dangereuses.

En ce qui concerne les arrêtés, il peut s'agir de mesures permanentes ou de décisions ponctuelles. Il n'est en tous les cas pas judicieux de mélanger les prescriptions strictement sanitaires et les arrêtés financiers de subventions. La durée de vie des uns et des autres n'est évidemment pas la même.

5.1.5 - Applicabilité réelle

Quand un pays affronte une évolution économique et sociale qui sera forcément plus rapide qu'autrefois, il présente des zones très avancées, des techniques et des productions sophistiquées, à côté de produits traditionnels, très lents à évoluer, comme les mentalités qui les portent. Il appartient à la loi de montrer la direction, les principes, et de déterminer les cadres et les critères des dérogations acceptables par rapport aux niveaux sanitaires et qualitatifs les plus élevés qui sont un objectif permanent vers lequel se diriger.

Faire semblant de croire qu'un texte rigoureux résoud le problème, c'est s'illusionner. S'il est très au-delà de ce que les mentalités, les techniques disponibles, les moyens financiers permettent de réaliser, il ne sera pas appliqué et désespérera au point que toute avancée sera considérée comme impossible.

A trop vouloir d'un seul coup, on n'obtient rien. A ne pas solliciter d'effort d'adaptation, on n'avance plus. Ce sont donc les décrets et les arrêtés qui viendront modifier les dérogations progressivement en fonction des réalités et dans le cadre fixé par la Loi elle-même.

5.1.6 - Classement des projets

Le changement de méthode de ces dernières années appelait une remise en ordre. Il n'est pas étonnant qu'au niveau des projets, on ait la même sensation que pour les textes existants : celui d'un buissonnement et de chevauchement qui rendent le classement difficile.

Le classement choisi est en fait très pragmatique, eu égard au sujet de ce rapport :

- ✓ les textes proposés fondés sur une ou plusieurs lois déjà en vigueur ;
- ✓ les projets de lois nouvelles ;
- ✓ le problème du conflit agriculteurs - éleveurs transhumants ;
- ✓ enfin les projets souhaités ou envisagés seront répertoriés afin que leur place ne soit pas éventuellement oubliée dans la codification (voir chapitre 6).

5.2 - LES PROJETS BASES SUR DES FONDEMENTS LEGISLATIFS EXISTANTS

On verra successivement les textes de police sanitaire et le mandat sanitaire, même si ce dernier, rattaché à la profession vétérinaire a aussi un pied dans la police sanitaire.

5.2.1 - Police sanitaire

Il ne s'agit que d'arrêtés du Ministre de l'Agriculture et des Ressources Animales. Chaque texte est annoncé par son titre suivi de remarques (R) et de propositions (P).

a) Nomenclature des opérations de prophylaxie collective et de police sanitaire des animaux

R1. Pourquoi, s'agissant d'un arrêté "nomenclature" part-on aussitôt sur les tarifs ?

P1. Changer le titre "nomenclature" des... soumise au paiement de la redevance sanitaire. Ainsi les autres actes, qui peuvent être peu ou prou prophylactiques et avoir un rôle dans la prophylaxie entreprise, resteront de paiement libre. Sinon, on "boucle".

R2. Les définitions des actes sont à préciser

R3. La numérotation est à revoir. Il y a deux articles 2, et l'article 3 nouveau doit pouvoir absorber l'article 3 ancien (toutes taxes comprises).

R4. Article 7 : inutile de reprendre ce qui se trouve dans un autre texte ; une tarification ou des tarifs dans un décret ?

R5. Il est parfaitement possible de fixer par voie de circulaire les conditions d'exécution des opérations sanitaires : ce serait mieux de le mettre DANS l'arrêté lui-même.

b) Participation des bénéficiaires aux coûts de la lutte contre la trypanosomiase animale et ses vecteurs

R1. Article 2 : un "bénéficiaire" peut être appelé à contribuer alors qu'il n'a rien demandé au motif qu'il joint des effets bénéfiques du traitement. Cela par un simple arrêté, sans critères plus précis. N'y aurait-il pas d'autres formules plus efficaces et mettant en jeu la volonté des éleveurs, avec une loi qui oblige à participer à la charge quand il y a plus de x p. 100 de volontaires parmi les "bénéficiaires". Quelle est la distinction technique et juridique entre "direct" et "indirects" ?

R2. Il vaudrait mieux un arrêté "principes" et un autre arrêté tarif (article 7), OU BIEN, puisque la deuxième phrase de cet article prévoit une modification des tarifs par note de service, pourquoi ne pas poser ce principe dans l'arrêté.

R3. Article 8 (rédaction) :

p : "reçu daté, signé et muni du cachet du service, qui"...

R4. Article 9.

Le droit public ivoirien permet-il l'affectation directe de recettes ?

c) Note de service relative aux vaccinations et aux vaccins vétérinaires

Rappel des textes loi et règlements qui rendent obligatoires la vaccination contre certaines maladies. Il semble que, à terme, la vaccination contre la peste bovine, cessera de l'être. A part cela, rien à signaler (R.A.S.).

d) Création d'une "Commission chargée de la tarification des opérations de prophylaxie collective"

R1. Tel qu'il est intitulé et rédigé cet arrêté est en contradiction avec le texte cité en (a) ci-dessus, puisque l'article 2 (en fait 3) ne lie pas la compétence du ministre par un avis conforme de la Commission qui ne fait qu'une proposition. Cette commission ne saurait donc être "chargée" de la tarification, d'où l'article 3 de ce projet à revoir.

P. La Commission propose les tarifs ...

R2. L'article 6 est inutile : cela figure déjà dans l'arrêté dit de Nomenclature.

e) Arrêté fixant les tarifs d'opérations de prophylaxie collective

R1. Article 2

Il y a des décalages qui peuvent aller jusqu'à trois mois entre la signature et la publication au Journal Officiel. Ne serait-il pas préférable de laisser les Ministres fixer la date d'application chaque année, avant les campagnes de terrain ?

f) Arrêté modifiant l'arrêté 06/MPA du 26 octobre 1980 "portant institution d'un agrément obligatoire pour les opérateurs économiques intervenant dans la fabrication, l'importation et la commercialisation de produits destinés à l'alimentation animale". Le projet ne laisse pas de surprendre. Le consultant ne peut vraiment émettre un avis à son sujet, mais, et avec prudence, seulement quelques remarques. En effet, le décret d'application de la loi 63-301 sur la répression des fraudes en ce qui concerne les produits destinés à l'alimentation animale ne lui a pas été remis. A noter que la brièveté de la mission l'a également obligé à examiner les projets lors de la rédaction du rapport en France. Il lui manque aussi l'arrêté 06/MPA du 26 octobre 1990 qui se trouverait modifié par ce projet.

R1. Il est excessif de viser la constitution pour un simple arrêté ministériel.

R2. Sans préjuger du décret 83.744 du 28 juillet 1983 qui fait défaut, il est clair qu'aucun texte de loi n'autorise à exiger un agrément préalable pour la fabrication, l'importation et la commercialisation des produits destinés à l'alimentation animale.

La Loi 63.301 ne fait aucune allusion à ce genre de pratique, ce qui est normal puisqu'elle n'est que répressive et non préventive. L'arrêté, et le décret par lequel il se base, serait donc illégal, comme contraire aux principes constitutionnels (une loi formelle pour restreindre les libertés privées) alors même qu'il se réfère à la Constitution.

Il est vrai qu'on ne peut contrôler - et il le faut dans l'intérêt de la Santé Publique - que des établissements connus. Mais dans ce cas, une déclaration suffit. De plus, l'alimentation animale, élément de la production en Ressources Animales, mérite une base législative (voir chapitre 6) qui pourrait prévoir les modalités nécessaires à une bonne administration de la Santé Publique Vétérinaire.

5.2.2 - Mandat sanitaire

a) Projet de décret fixant les conditions d'exercice du mandat sanitaire

R1. Article 1er : c'est trop restrictif de limiter l'activité des vétérinaires sanitaires aux seules activités de police sanitaire et de prophylaxie collective. Le mandat sanitaire doit ouvrir au vétérinaire privé la capacité de réaliser toutes opérations découlant des responsabilités de l'Etat ou des collectivités territoriales. Il est le constat et le témoignage de cette aptitude. L'inspection des viandes à l'abattoir en est un exemple topique.

P : Changer le texte de cet article en lui donnant une formulation plus générale, par exemple : "les pouvoirs publics peuvent confier des tâches relevant de leur compétence à des vétérinaires privés, en matière de Santé Publique Vétérinaire, notamment pour les actions de police sanitaire, de prophylaxie collective et d'inspection de salubrité des denrées animales. A cet effet, le docteur-vétérinaire doit être préalablement titulaire d'un mandat sanitaire, dont les conditions d'exercice sont précisées au présent décret".

R2. Article 4

(rédaction : on ne "respecte" pas des tarifs)

P : d) L'engagement de respecter la réglementation en vigueur, plus généralement toutes prescriptions techniques émanant des services compétents et d'appliquer les dispositions du présent décret, en particulier celles qui figurent aux articles 16 et 18 à 24.

R3. Articles 6, 8, 9, etc.

"Détenteur", pourquoi ne pas dire ou du vétérinaire ? En effet, cette désignation ne fait pas du vétérinaire le propriétaire d'une sorte de charge qu'il pourrait négocier.

Il est seulement distingué et désigné comme apte à exercer un rôle d'agent public.

R4. Article 8

Cela devrait se trouver dans un article réservé à la "perte du mandat sanitaire" qui comportera différents cas :

- ✓ démission ;
- ✓ décès ;
- ✓ perte de l'inscription à l'Ordre ;
- ✓ sanction disciplinaire.

Un article spécial est conçu à cet effet dans un chapitre spécial (après celui qui est consacré à la discipline évidemment). Quant au préavis en cas de renonciation au mandat, on peut éprouver un grand scepticisme à l'égard de cette disposition. Que fera-t-on à l'encontre de celui qui quitte tout et s'en va ? L'hypothèse d'une procédure d'abandon de poste, qui aboutirait à un retrait du mandat par décision administrative serait plus efficiente.

R5. Article 10

Cet article devrait être découpé pour plus de clarté. Outre que l'interdiction pour le vétérinaire de refuser une désignation par le propriétaire des animaux ou le Préfet n'est pas d'une légalité évidente, que fera-t-on en fait si le vétérinaire refuse, par exemple parce que l'éleveur ne le paye pas et a déjà des dettes considérables envers lui ? Il est aléatoire d'édicter des obligations dont on sait d'avance qu'on ne sera pas en mesure de les faire respecter. D'autre part, ces deux phrases presque identiques mais qui se terminent par deux mots différents n'améliore pas la sécurité juridique, d'autant que être "commissionné" a un sens différent que être "mandaté" et, plus encore "titulaire d'un mandat sanitaire" (comme c'est le cas ici). A noter de plus que l'article 13 répond suffisamment aux hypothèses où nul vétérinaire n'a accepté d'assurer le service sanitaire demandé.

R6. Article 18

- L'importance sociale de la "police sanitaire" fait qu'elle devrait toujours être citée en premier, avant la prophylaxie collective dont on peut imaginer qu'elle soit le fait de groupements d'éleveurs, même si c'est dans un cadre technique décidé par l'Etat, afin d'éviter des pratiques dommageables.

- Dans l'optique de responsabilisation croissante des éleveurs, il serait peut-être plus clair de diviser cet article en deux paragraphes :

P : §1. Les opérations de police sanitaire et de prophylaxie collective sont à la charge des éleveurs. La redevance sanitaire est due, que les opérations aient été réalisées par un vétérinaire sanitaire ou par un fonctionnaire de l'Etat.

§2. L'Etat peut supporter en partie le coût des opérations, selon des modalités définies par arrêté interministériel, du Ministre chargé des Ressources Animales et du Ministre chargé de l'Economie des Finances.

§3. Les interventions ... (sans changement).

R7. Article 19 (rédaction)

- intervertir police sanitaire et prophylaxie collective
- ... par arrêté du Ministre...

R8. Article 22 (rédaction)

- par l'Etat au titre de sa mission...

R9. Article 24

Compatibilité avec les règles de la comptabilité publique en République de Côte d'Ivoire ?

R10. Chapitre IV : discipline

- Aucune voie de défense n'est proposée.
- La motivation des décisions de sanction n'est pas imposée.
- Le retrait "définitif" présuppose qu'on écarte tout projet de réhabilitation. Tout cela semble plus que de l'autoritarisme, et risque en définitive de ne pas être appliqué comme trop brutal.

P : - prévoir une commission consultative d'avis sur la sanction.

- obligation de motiver la décision

- remplacer retrait définitif du mandat sanitaire par "retrait du mandat sanitaire pour une durée illimitée, ce qui permet d'instruire une nouvelle demande au bout d'un certain temps".

b) Arrêté interministériel... MINAGRA/MDFMEFP... fixant les conditions particulières de mise en oeuvre du mandat sanitaire dans le cadre des campagnes de vaccination des espèces...

R1. Pourquoi limiter aux espèces bovine, ovine et caprine ? Qui connaît l'avenir ?

p : arrêter le titre après "vaccination"

R2. Toute liste LIMITE.

P : remplace "à savoir" par "notamment".

5.3 - PROJETS DE LOI

Quatre projets de Loi sont proposés à l'étude. Le consultant n'a que des informations partielles sur leur avancement. L'une serait sur le bureau de l'Assemblée Nationale, les autres seraient à des stades variables.

Il ne revient pas au consultant de tenir compte de ces parcours, mais d'émettre, avec tout le respect dû à des travaux parfois longuement étudiés, des avis qui seraient plus utiles encore s'ils avaient fait l'objet de larges échanges de vues à partir des présentes réactions. Il s'agit dans les quatre cas de lois basiques qui vont fonder les textes qui seront pris ultérieurement pour conduire la politique en matière de ressources animales. Dans l'esprit de la présente mission, elles devront aussi pouvoir s'intégrer dans la Codification qui sera présentée au chapitre suivant.

5.3.1 - Exercice de la profession vétérinaire

Il est important de souligner que le document sur lequel le consultant a travaillé est celui qui a été adressé par le Président de l'Ordre des vétérinaires le 02 mars 1995, à la Direction des Services Vétérinaires où il est parvenu le 13 (enregistré sous le numéro d'arrivée 381). Cette observation n'a pour seul objet que de bien caractériser le document sur lequel le consultant a travaillé.

On se limitera ci-après aux remarques, puisque des propositions seront faites dans le cadre de la partie législative de la Codification (voir chapitre 6).

R1. Article 2.

Ce qui est important n'est pas tellement la possession d'un titre que tout ce à quoi ouvre un diplôme acquis reconnu comme légitime...

R2. Article 3.

... cela entraîne une ouverture beaucoup plus large que celle qui s'enferme dans la chirurgie et la médecine des animaux. Malgré l'ouverture proposée par la fin de l'article qui nous semble à garder, une liste d'exemples serait ici à développer.

R3. Article 6.

Disposition du domaine réglementaire, au demeurant non nécessaire, car elle est implicite dans l'article 3.

R4. Articles 7, 8 et 9.

"Parapublic" n'a pas de sens juridique - à moins de le définir dans la loi. On aboutit à une contradiction dans l'article 8 : un parapublic, s'il n'est pas une personne de service public ne remplit par l'une des conditions pour être fonctionnaire de l'Etat. Ce terme de parapublic devrait être supprimé partout où il apparaît.

R5. Articles 18-19-21-22, alinéa 1-, 22 alinéa 2, 25 alinéa 2, ne sont pas du domaine législatif, mais réglementaire.

R6. Article 28.

L'agent contractuel à temps très partiel est très proche du vétérinaire sanitaire. Simplement, au lieu d'interventions au coup par coup, il est engagé en permanence mais pour une durée hebdomadaire ou mensuelle courte. Il faudrait préciser : contractuel à temps plein ou à plus de mi-temps ou à plus de deux tiers temps...

R7. Article 37.

- Le mandat sanitaire ne saurait être un "contrat", il s'agit d'un acte administratif et non civil.

- Ne pas réduire les opérations confiées aux vétérinaires titulaires du mandat sanitaire, en bref "vétérinaires sanitaires" aux seules actions de police sanitaire, de prophylaxie collective et d'inspection des denrées : user de l'adverbe "notamment" pour montrer qu'il ne s'agit pas de limiter les missions pouvant être confiées par l'Etat à des vétérinaires privés.

- Renverser le texte :

P : Des opérations de la responsabilité de l'Etat, décidées, dirigées ou subventionnées par les services de l'Etat ou des collectivités locales peuvent être confiées à des vétérinaires privés, notamment les opérations de police sanitaire, de prophylaxie collective et l'inspection des denrées alimentaires. Ces vétérinaires doivent être titulaires d'un mandat sanitaire, dont les conditions sont déterminées par voie réglementaire.

R8. Suppression de l'article 33.

R9. Article 37, alinéa 2.

Il ne suffit pas de dire que tel comportement est constitué en "délit pénal", pour qu'il soit sanctionnable. Au reste le terme ici est ambigu. S'agit-il d'un délit au sens "infraction" ou au sens juridique précis (voir ci-dessus chapitre 4. (43/17, a1). Encore faut-il définir avec précision la sanction maximale applicable, ce qui en fera une contravention en un délit.

R10. Article 38

La poursuite d'activités de soins à titre privé par un vétérinaire public (fonctionnaire) est à préciser plus étroitement. Le "désir" de l'un ne constitue pas un critère juridique. Le manque de précision de cette nécessaire précaution aboutirait inmanquablement à des querelles sans fin, à l'opposé du but recherché, tout à fait important : ne pas laisser subsister de la part des vétérinaires publics, des comportements de nature à compromettre la privatisation.

5.3.2 - Médicaments et pharmacie vétérinaires

a) *Observations générales*

A l'étude depuis plusieurs années, la loi dite relative à la pharmacie vétérinaire a fait l'objet de nombreuses séances de travail. On relèvera en particulier une réunion de synthèse le 18 octobre 1993 par un groupe de travail interministériel du Ministère de l'Agriculture et des Ressources animales d'une part, du Ministère de la Santé et de la Protection sociale d'autre part. M. L. Koffi, représentant M. le Ministre de l'Agriculture et des Ressources animales a présenté ce texte devant la Commission des Affaires domaniales et agricoles du Conseil Economique et Social, le 27 octobre 1993. Il a à cette occasion longuement répondu aux questions des conseillers, notamment en ce qui concerne le désengagement de l'Etat, l'organisation future des services vétérinaires, la place respective et le cursus des vétérinaires et des pharmaciens, enfin sur certaines dispositions du texte.

C'est assez dire le malaise que le consultant ressent devant une oeuvre aussi élaborée. Heureusement il ne s'agit pas de juger mais d'essayer de contribuer à améliorer encore ce texte dans l'intérêt de la République de Côte d'Ivoire.

Avant même d'aborder l'étude du projet de Loi, le consultant entend affirmer à nouveau la différence essentielle entre la distribution du médicament humain et la pharmacie vétérinaire. Concernant la seconde en effet, le problème de santé publique est plus complexe encore que pour la pharmacopée humaine. Les substances administrées aux animaux vont se retrouver dans leurs produits : viandes, lait, oeufs et même dans les denrées ayant subi des transformations. C'est pourquoi la pharmacie vétérinaire ne se confine pas dans des questions de distribution de médicaments et de traitement des maladies animales.

De plus, beaucoup de substances chimiques ou biologiques n'ont pas un rôle d'intervention thérapeutique, mais beaucoup plus d'aide à la production animale. L'ensemble forme les "substances d'intervention thérapeutique et d'aide à la production animale", les Sitapa, selon une formule chère à feu le Professeur Ruckebush. Ces sitapa posent dans leur ensemble des problèmes de filière en matière de ressources animales car la maladie n'est pas seulement due aux agressions microbiennes ou virales, aux toxiques involontaires, mais elles posent aussi - et cela sera vrai de plus en plus avec l'accroissement de la productivité dans tous les pays - des troubles causés par le surmenage et l'hyperproduction.

Qu'on le déplore ou qu'on s'en réjouisse, cette évolution qui existe doit être prise en compte. N'assiste-t-on pas en Côte d'Ivoire à l'introduction de potentiel "Holstein" pour développer la production laitière, dans certains ateliers ? La réglementation de la pharmacie vétérinaire devra donc d'adapter à cette évolution.

Mais il y a un autre versant, plus sociologique et économique. Il est lié au développement des ressources animales terrestres, à travers une responsabilisation des éleveurs et une privatisation de la profession vétérinaire. Cette dernière ne se développera

pas si on n'admet pas que le métier du vétérinaire est à la fois de diagnostiquer, de traiter et de prévenir les maladies non d'individus mais de troupeaux. L'acte médical sur un animal concerne un troupeau. Si c'est cet acte seul qui est rétribué et non pas la vente du même médicament à tout le troupeau, aucun vétérinaire privé au service des éleveurs ne gagnera sa vie suffisamment pour rester sur le terrain, au service de l'éleveur et de sa formation technique, tous éléments qui gagent le développement et la marche vers l'auto-suffisance.

En liaison avec la protection de la santé publique et les questions de résidus, d'antibio résistances, de produits toxiques, de transmission d'allergènes, de substances hormonales et d'activateurs de croissance, c'est à tous les stades de la filière qu'il faut connaître l'animal et les produits animaux. Pharmaciens et vétérinaires sont donc conduits à vivre ces problèmes non comme concurrents mais comme complémentaires et à agir en partenaires, différemment, mais également responsables de la Santé Publique.

b) Analyse du texte

Le texte du projet de loi répond à toutes les nécessités évoquées ci-dessus. Le consultant présente cependant quelques remarques.

R1. Autorisation de mise sur le marché.

Tant qu'une fabrication nationale de médicaments vétérinaires ne s'est pas implantée, l'importation restera capitale. Or, l'étude d'une substance en commission est souvent longue et coûteuse. C'est pourquoi il est proposé d'ajouter un dispositif qui confierait à la Commission des Autorisations de Mise sur le Marché (AMM), le soin d'autoriser les produits importés sans avoir à refaire tout le cheminement. Il serait inutilement coûteux en effet de refaire tous les contrôles, déjà réalisés ailleurs et ayant valu l'attribution de l'AMM. Mais il convient dans ce cas d'être extrêmement vigilant :

- ✓ en n'acceptant d'entériner les AMM que dans des pays ou groupes de pays dignes de confiance ;
- ✓ en veillant à ne pas recevoir des substances qui auraient perdu entre temps leur AMM ;
- ✓ en gardant la possibilité de refuser un produit ayant l'AMM dans un pays reconnu, si des critères sociaux, économiques, ou psychologiques proprement ivoiriens s'y opposaient.

Toutes ces précautions relèvent du pouvoir réglementaire et peuvent être stipulées par voie de décret et/ou d'arrêtés.

R2. Article 9.

Les dispositions ne sont pas de valeur législative. Elles sont à reporter à la voie réglementaire sans autre précision dès lors que la loi a décidé de créer une commission d'avis, une commission des AMM.

R3. Articles 10, 11 et 50.

"Autorité compétente" : il n'est pas souhaitable que deux Ministres soient responsables des mesures ponctuelles à prendre, car alors aucune des deux administrations qu'il dirige ne se prononce. Il est indispensable de désigner un seul Ministre de tutelle du suivi de la pharmacie vétérinaire, ce qui est sans inconvénient si, en même temps, on lui impose de consulter tel de ses collègues avant toute mesure dont il a la responsabilité. Compte tenu des arguments de filière qu'il est le seul à superviser totalement, il semble que le pilotage doit être confié au MINAGRA.

R4. Article 19.

Même observation que ci-dessus : que vise-t-on par "parapublic" ? Est-ce bien utile ?

R5. Article 26. (Rédaction du deuxième tiret).

Placer en incidente la phrase visant l'interdiction faite au vétérinaire de tenir officine ouverte, rend la phrase obscure. Il vaudrait mieux en faire une phrase à part après un point virgule.

P : ... ; il leur est toutefois interdit de tenir officine ouverte au public.

R6. Article 26 - troisième tiret.

Ce texte est contradictoire avec d'autres et l'article 31 du projet - il le faut bien - la permanence de cliniques vétérinaires, en charge de vétérinaires là, où et quand il n'y a pas encore de vétérinaire privé et qu'il faut pourtant à encourager l'élevage. En effet, il n'autorise la détention QUE des médicaments nécessaires aux prophylaxies obligatoires. Faute de quoi, l'inquiétude exprimée par un membre du C.E.S. le 27 octobre 1993 se trouverait justifiée.

P : rapprocher ce texte de l'article 31, qui constituerait une dérogation à cette disposition.

R7. Article 26 - 2^e alinéa.

De quelle école vétérinaire s'agit-il ? Est-il fait allusion à l'école de formation des assistants d'élevage de Bingerville ?

R8. Article 26 3^e alinéa.

On change de registre : il s'agit ici d'une dérogation à l'exclusivité pharmaciens-vétérinaires pour la distribution au détail. Cette dérogation est nécessaire. Elle devrait faire l'objet d'un article spécial (cet alinéa).

P : l'article 26 du projet serait à refondre en deux articles au moins.

R8. Article 27 (rédaction).

Que signifie l'absence du mot vétérinaire au premier tiret ? S'il s'agit des médicaments à usage humain, la question est réglée à l'article 32.

P : "la délivrance, à titre gratuit ou onéreux, de médicaments vétérinaires qui présentent un danger... ci-dessous, est subordonnée à la rédaction par un docteur "vétérinaire d'une ordonnance qui sera remise à l'utilisateur".

R9. Article 28 - 3^è tiret.

P : remplacer par substances à action hormonale et anabolisants.

R10. Article 38. (Rédaction).

P : "... la recherche et la constatation des infractions dans les établissements fabriquant, traitant ou commercialisant, en gros ou en détail des médicaments vétérinaires. Ils ont vocation à prélever, analyser ou faire analyser les médicaments vétérinaires et tous les produits d'animaux soupçonnés de contenir des résidus médicamenteux ou d'additifs non autorisés, dangereux ou toxiques".

R11. Article 49.

Ecrit ainsi, cela veut dire que les sanctions disciplinaires devront être appliquées de façon automatique et sans jugement de conseil de discipline. Est-ce vraiment cela qui est souhaité ?

Article 12. Article 51.

Il serait peut-être bon - dans les textes d'application du moins - puisqu'il n'y a pas lieu d'abroger les textes de 1954 et 1955, de citer quelques textes à retrouver, en tous cas l'arrêté ministériel 04/MPA du 14 mars 1980 (voir numéro 22).

5.3.3 - Hygiène des aliments

Dans ce dossier de projets figurent un projet de la loi qui institue une base légale à l'inspection sanitaire des denrées animales et d'origine animale, qu'on étendra à tous les produits animaux, un projet de décret d'application et une liste des arrêtés qui seront à prendre ensuite. On a assez souvent regretté au cours de ce rapport l'absence d'un texte fondamental à cet égard pour ne pas saluer ce projet. Il se trouve être dans un état de préparation moins avancé que celui de la pharmacie vétérinaire. Il est proposé de faire l'analyse de la Loi et du Décret, pour en reprendre les éléments dans le projet de codification qui sera présenté au chapitre 6.

5.3.3.1 - Analyse du projet de loi

R1. Article 2. Inutile, l'article 1^{er} est assez explicite.

R2. Article 3. Précisions remarquablement positives.

✓ Il ne paraît pas nécessaire de qualifier humaine après consommation, car l'utilisation des produits animaux en vue de l'alimentation animale est également une question de santé publique vétérinaire. Seuls certains produits seront dirigés, sous contrôle vers l'alimentation animale. D'autres, strictement interdits, parce qu'ils comportent des risques attestés ou potentiels pour les animaux, ou même pour les humains par le canal des animaux. L'exemple de cette dernière hypothèse est l'encéphalopathie spongiforme bovine (E.S.B., en anglais B.S.E.).

✓ La possibilité d'assainir les denrées saisies en vue de leur donner une nouvelle utilisation alimentaire ou non, doit, au niveau de loi indiquer qu'elle ne se fait que sous contrôle des services d'inspection.

✓ La saisie risque d'être confondue par les juristes avec toutes les formes de saisie civile (opération judiciaire destinée à garantir le paiement d'une créance et réalisée par voie de justice). De plus, la saisie "fraudes", évoquée dans la Loi 63-301 est une anticipation de sanction pénale, au moins autant qu'une précaution de santé publique. Il serait donc utile de qualifier cette saisie (sanitaire ? vétérinaire ?) et aussi peut-être d'en profiter pour la distinguer de la confiscation.

✓ Enfin ces définitions ne devraient-elles pas trouver leur place après la déclaration de l'inspection sanitaire, puisqu'elles en sont la conséquence, et non au tout début ?

R3. Article 4.

L'inspection est un acte de souveraineté interne, dans l'intérêt de la tranquillité, de la sécurité ou de l'ordre public. En matière de denrées alimentaires, il s'agit de sécurité sanitaire. Le contrôle, lui, est une vérification de conformité : on confronte (contre-rôle) une réalité à une liste de critères regroupés dans un "référentiel" (en anglo-américain une check-list). Les deux termes ne sont pas synonymes car l'inspection relève de la responsabilité des pouvoirs publics (salubrité) alors que les contrôles - supervisés et authentifiés par l'Etat au travers de systèmes d'accréditations et de certifications - portant sur des garanties sanitaires et qualitatives peuvent se déléguer à des acteurs de droit privé.

Cet article serait à retravailler et à découper, par exemple l'expression l'"autorité administrative" (dernier alinéa) personnalise alors qu'il convient de placer prescriptions et modalités d'exécution dans le cadre de la hiérarchie juridique.

R4. Article 5 (Rédaction).

La succession des participes rend difficile la lecture.

R5. Article 6.

Le serment à prononcer n'est pas de niveau législatif. Les arrêtés préciseront les choses et l'obligation d'être commissionné et assermenté relève du décret.

R6. Article 8.

Préciser après "intérêt", "direct ou indirect", afin de pouvoir poursuivre ceux qui prendraient des détours conjugaux, familiaux ou simplement amicaux.

R7. Article 9.

Le principe de la taxe (et non redevance) est à fixer dans la loi (ou en annexe). Les modalités (assiette, taux) sont à renvoyer à un décret spécifique, celui qui créera le fonds et ses modalités de fonctionnement. Ici encore, seul le principe figurera dans la Loi.

la Loi.

R8. Chapitre IV. Dispositions pénales.

Les sanctions disproportionnées au sentiment que le milieu social ressent à propos de l'infraction créent des troubles : trop faibles, elles suscitent des désirs de vengeance, ce qui est le contraire de la justice dans une société policée ; trop fortes, elles ne sont jamais appliquées. Cette deuxième perspective est peut-être la plus mauvaise car elle suggère qu'on peut tout se permettre sans risquer d'être sanctionné.

Il faudrait se référer aux classes de contravention qui restent cohérentes avec les autres infractions du Code pénal et du "Code des Contraventions". Par ailleurs pour les délits, il serait sage de prévoir des peines maximales supérieures ou maximum des contraventions et pour l'amende et pour la privation de liberté quand on laisse ces deux peines ou l'une des deux, à la décision du Juge. Une cohérence est à rechercher avec les autres infractions (voir ci-dessus 43.I). La troisième classe paraît dans beaucoup de cas la référence la plus efficace, en réservant les délits pour des cas de multirécidives ou pour des hypothèses très graves.

R9. Article 17.

Ces mesures complémentaires doivent effectivement figurer dans la Loi si elles sont prévues, mais précisément celle-ci ne saurait manquer de préciser qui détient le pouvoir d'en décider et selon quelle procédure. La confiscation porte sur des denrées reconnues saines ou, pour le moins, réutilisables. Elles ont une valeur et l'opération est une atteinte aux biens : elle ne peut être exercée que par l'autorité judiciaire. De même la fermeture d'un établissement est une atteinte aux libertés fondamentales, surtout "définitive". L'extrême rigueur d'une telle mesure rend inconcevable son application réelle. Et que signifie de passer de 6 mois au maximum à une fermeture indéfinie ? La fermeture est ou bien une peine complémentaire et elle doit être prononcée par le Juge, ou bien une précaution administrative et elle ne saurait durer au-delà de la réalisation des dispositions sanitaires déjà stipulées par un arrêté.

Enfin, la destruction des denrées est concevable sur le champ quand il y a urgence constatée et /ou flagrant délit relevés au procès-verbal (comme dans la Loi 63-301, article 8, alinéa 7). Toute autre destruction résulte de la "saisie sanitaire", mais après le délai où la contestation éventuelle sera ouverte au propriétaire des produits animaux. Il est vrai que cette élimination doit être aux frais du propriétaire, mais il faut rappeler que dans le cas de saisie sanitaire, il n'a pas, le plus souvent, commis d'infraction. Par exemple, la saisie d'une carcasse à tuberculose généralisée dans un abattoir où l'animal a été introduit normalement n'a rien d'une sanction pénale. Cet article 17 est donc à revoir.

5.3.3.2 - Analyse du décret d'application

R1. Article 1er.

Il n'est pas favorable à la bonne lecture d'un texte aussi important de renvoyer dès l'article 1er à un article intérieur du texte, en l'occurrence 8. Par ailleurs, inutile de déclarer à nouveau l'inspection sanitaire et qualitative des produits animaux, puisque cela est le fait de la Loi. On peut se contenter d'en éclairer la portée :

P : "L'inspection sanitaire et qualitative porte sur tous les produits animaux, en particulier les denrées animales d'origine animale, isolées ou en mélange".

Le fait qu'elle tendra à s'assurer que ces produits et denrées sont propres à la consommation (inutile de préciser humaine et animale, comme au reste le fait le projet), va de soi : il est dans la Loi et les qualificatifs du mot "inspection".

R2. Article 4.

Utilité ? L'expression "produits animaux" est plus générale encore et couvre tout.

R3. Article 5.

Un service par département, cela en fait 50 au total. N'est-ce pas ambitieux et financièrement inaccessible pour l'instant ? Ne pourrait-on commencer avec 10 services régionaux ?

R4. Article 6.

✓ les "préposés" sanitaires ne sont ils pas appelés techniciens dans la Loi ? On suppose qu'il ne s'agit pas d'une nouvelle catégorie de fonctionnaires à créer.

✓ 2e alinéa.

La phrase devrait être écrite à l'envers : c'est l'Etat qui peut recourir à des vétérinaires privés pour assurer l'inspection sanitaire là où il ne serait ni possible ni sage de mettre un fonctionnaire à temps plein. Cet alinéa est même probablement inutile dès lors qu'on aura prévu cela dans l'exercice de la profession vétérinaire. Certes, la redondance n'est pas sans intérêt, à condition de veiller à ce qu'elle ne prête pas à contradictions involontaires.

✓ Les arrêtés interministériels prévoyant des rémunérations émanant de l'Etat ne nécessitent-elles pas la signature du Ministère de l'Economie et des Finances ?

R5. Article 8

Remplacer denrées animales par produits animaux : ne faudra-t-il pas inspecter les lieux de traitement des denrées saisies et les équarrissages.

P : des produits animaux, particulièrement les denrées animales et d'origine animales sont obtenues, entreposées, préparées et transformées.

R6. Article 9, 7°

✓ Préciser qui est l'autorité administrative ;

✓ définir la procédure : information du responsable, mise en demeure, motivation, conditions.

R7. Article 10, dernier mot

Remplacer assermenté par mandaté. Ce sera une autre question que de faire assermenter les vétérinaires sanitaires chargés d'une mission d'inspection sanitaire. Cela pourra être fait par arrêté du Ministre chargé des Ressources animales.

R8. Article 12. 2e et 3e alinéas

A supprimer : le deuxième va de soi. Si l'on veut le rappeler, par redondance, en faire un article à part. Préciser saisie sanitaire pour éviter que les juristes ne confondent avec la saisie judiciaire. Le troisième alinéa est erroné. Les denrées en infraction à l'estampillage sont confisquées. Si elles sont reconnues impropres à la consommation elles seront saisies. Sinon, elles seront utilisées après vente au profit de l'Etat. Mais il est inutile d'y revenir : cela est clair dans la loi, en tous cas cela ne peut se trouver ailleurs.

R8. Article 14

N'est-ce pas trop exigeant eu égard à la réalité du terrain (abattage des bovins et porcins) ?

R9. Article 15

Disposition de valeur législative : à renvoyer dans la Loi. Peut être exprimé de manière plus simple, par exemple :

P : "la responsabilité pénale du propriétaire ou du détenteur ne peut être invoquée lorsque l'animal ou les produits animaux ont été présentés à l'inspection dans des conditions régulières et sans manoeuvres frauduleuses".

R10. Article 20

Restauration "collective". Cet adjectif devenu courant hélas est impropre : toute restauration s'adresse à un groupe de personnes. Il s'agit en fait de distinguer la restauration commerciale, qui doit subir une inspection sanitaire et la restauration sociale où le consommateur est captif, qu'il s'agisse de restaurant d'entreprise, d'administration ou d'école. La situation du consommateur en restauration sociale entraîne non seulement une inspection de salubrité, mais un contrôle sanitaire encore plus strict s'il se peut.

R11. Section II. Article 21

Petit à petit, on dévie vers des prescriptions qui sont du niveau des arrêtés. Par exemple, le premier alinéa de l'article exprime des règles générales (décret). Mais les alinéas suivants entrent dans des détails qu'il vaut mieux renvoyer à des arrêtés "MINAGRA".

R12. Section III (articles 25 et suivants)

L'hygiène des locaux, matériels et personnels est déjà prévue. La surveillance médicale relève du décret, ses modalités, d'un arrêté interministériel (prévu à l'article 26.

R13. Section IV

Mêmes remarques. Ces trois sections doivent évidemment exister sans entrer trop dans les détails, ce que la section "transport", semble-t-il fait moins que les précédentes. Par exemple le dernier alinéa de l'article 29, comme l'article 30, relèvent indiscutablement du décret.

R14. Article 37. 1ère phrase.

A supprimer : un décret spécialisé n'a pas à traiter un problème général de droit public. En revanche, il est effectivement indispensable de dissocier l'inspection sanitaire vétérinaire de tout aspect civil et de gestion économique.

P. (mais la réflexion sur ce point ne saurait être épuisée par cette proposition).
 "Dans tous les lieux où sont présents des produits, en particulier des denrées animales et d'origine animale, l'inspection sanitaire vétérinaire s'exerce sous la responsabilité des services d'Etat, sans avoir à tenir compte des considérations de propriété ou de gestion".

R15. Article 40 (4ème tiret)

L'inspection sanitaire n'est pas un "service rendu". C'est une obligation de police liée à la responsabilité de l'Etat en matière de santé publique. Elle doit donc faire l'objet d'une taxe due dans tous les cas pour une inspection qu'il faudra s'efforcer de réaliser en tous lieux, aussi vite que possible.

R16. Article 40 (deuxième alinéa).

Tel que c'est écrit, il faudra un décret pour modifier le taux des taxes. Un arrêté interministériel MDFMEF/MINAGRA n'y suffirait-il pas ? Dans ce cas, il faut le préciser dans le décret.

R17. Article 44

Une étude très détaillée des textes antérieurs devrait être réalisée. Il serait bon en effet :

- ✓ d'abroger explicitement certains textes ou certains articles, notamment parmi ceux qui ont été répertoriés (voir chapitre précédent et liste en annexe) ;
- ✓ d'articuler les prescriptions sanitaires non réintégrables à court terme dans les textes d'application de la Loi "hygiène des aliments", comme relevant aussi de l'inspection de salubrité (exemple : éléments des textes lait et produits laitiers, textes "poissons") ;
- ✓ de garder en plus la stipulation prudente de cet article.

5.3.3.3 - Liste des arrêtés à prévoir

Cette liste a été envisagée. Elle comporte un énorme programme de travail qui s'étendra sur cinq à dix ans. Des textes d'application urgents au décret sont évidemment prioritaires, notamment ceux qui découleront de la suggestion ci-dessus à propos de l'article 44, aussi ceux qui se rapportent au financement du service d'inspection. Il est prématuré de s'avancer trop loin dans cette vue, même si posséder ces thèmes dans ses "cartons" et les nourrir est une sage précaution.

5.3.4 - Dossier "Coopération"

Ce dossier, connexe à l'objet de la mission, nous a été présenté en cours de mission. La coopération (voir chapitre 4-43/13 et Annexe 1, n° 83) est en effet très importante en matière de santé animale pour la lutte collective à l'initiative des éleveurs avec l'aide et sous la conduite des vétérinaires privés. Les groupements d'éleveurs prévus dans la loi sur la pharmacie vétérinaire (voir article 15 du projet) relèveront, eux aussi du statut de la coopération. Leur agrément supposera d'abord qu'ils soient conformes à ce statut. Le consultant reprend ici les remarques formulées sur place au sujet de ces projets, le 29 juin 1995 (réponse demandée pour le 30).

5.3.4.1 - Examen du projet de loi

R1. Article 1er, 4^e alinéa

La précision de forme civile ou commerciale est-elle nécessaire ? Si la coopérative est reconnue comme une personne morale, cela suffit. Sa forme s'analysera à partir de ses statuts.

R2. Article 2, alinéa 2

L'expression "au moins en partie" n'a pas de valeur juridique. En ce sens, elle est inapplicable : "en partie", c'est 1 p 100, 10 p 100, 50 p 100 ? A moins qu'il ne s'agisse d'une pétition de principe, d'une simple démarche incitative. Mais dans ce cas, il vaudrait mieux supprimer cette expression qui démobilise d'entrée de jeu. D'autre part, l'expression "traiter avec" n'est pas claire : ce terme doit s'appliquer aussi aux clients de la coopérative qui achètent des produits livrés par ses membres.

P : "tout membre d'une coopérative [ou : l'adhérent...] s'engage à lui confier la part de ses activités entrant dans son objet social".

Rédigé ainsi, c'est la totalité qui doit être livrée. Cela est un principe coopératif essentiel. Il n'est pas toujours ni partout respecté. Mais il est moins néfaste qu'un engagement ne soit pas tenu plutôt qu'une obligation légale pas respectée. On laissera alors jouer la sanction de la pression sociale. Ce sera plus efficace qu'une obligation légale, confuse et inapplicable.

R3. Article 2, alinéa 3

Cela aura-t-il pour conséquence d'empêcher la création de toute autre coopérative concurrente ou seulement d'empêcher une personne d'entrer dans deux coopératives ? On comprend, au niveau de groupements d'éleveurs l'intérêt d'une telle précaution. Des conflits d'intérêt ou de personnes peuvent apparaître qui se régleront à l'intérieur de la coopérative, mais peuvent aussi en compromettre la solidité et la pérennité. Il pourrait être intéressant de confier un rôle de "bons offices" ou d'arbitrage soit aux commissions d'agrément soit, mieux encore ou en appel, au Conseil Supérieur de la Coopération.

R4. Article 5

Cet article permettrait à une coopérative de créer une société purement commerciale dont elle ne serait que l'écran, soit pour des raisons fiscales, soit au profit de quelques-uns - voire d'un seul - et non de l'ensemble de ses membres. N'y aurait-il pas lieu de limiter la participation au capital de sociétés commerciales, pour tenter d'enrayer ce risque ?

R4. Article 8

✓ Le mot "transmises" devrait être précisé, dès lors que la section VI est consacrée à la perte du statut de membre de la coopérative. Si on entend parler de la transmission de l'adhésion à un éventuel successeur de l'éleveur en même temps qu'il succède dans l'élevage, ne vaut-il pas mieux le dire ?

✓ Le quatrième alinéa est inutile puisque par définition les coopératives sont des sociétés à capital variable (article 1er). Peut-être faut-il prévoir que la question de la dissolution de la coopérative doit être posée aux membres de la coopérative si, par suite de démissions, exclusion, décès, interdiction, faillite de membres, le capital social souscrit tombe au-dessus d'un pourcentage - à déterminer - du capital souscrit à la création.

R6. Article 9

Prévoir aussi qui représente la coopérative en justice et peut ester au nom de celle-ci.

R7. Article 10

✓ le "bureau" apparaît pour la première fois. Cela a-t-il un sens pour de petites coopératives ?

✓ Au reste, ces dispositions de détail ne sont pas de niveau législatif. Elles peuvent être laissées au décret même - pourquoi non - à la liberté statutaire des fondateurs.

R8. Article 11

C'est lourd d'exiger l'accord d'une assemblée générale qui se réunit une fois par semestre pour admettre de nouveaux membres.

R9. Article 13

✓ Préciser l'incompatibilité des fonctions de commissaire aux comptes et de dirigeants de la coopérative, ou d'alliés de ceux-ci.

✓ A noter encore que l'existence de commissaires aux comptes et la définition de leurs pouvoirs est seule du niveau législatif.

R10. Article 14

✓ "Individuellement" est impropre : c'est "personnellement" qu'on est responsable.

✓ "Solidairement". Cela veut dire qu'un créancier pourra réclamer la **totalité** de sa créance à n'importe lequel des débiteurs, fut-il faiblement engagé à titre personnel. Est-ce vraiment cela qu'on veut ?

✓ Le mot "faute" est à préciser. S'agit-il d'infraction ? Même pour les fautes de gestion, envisage-t-on de les faire supporter à celui qui les a commises sans distinction de gravité, ni voir si le conseil a valablement été consulté. Il convient de ramener les fautes à la violation des statuts qui doivent engager l'avis des adhérents pour les décisions les plus lourdes de conséquences.

R11. Article 16 - 1er alinéa

"réaliser des opérations" : il faut préciser. Ecrit comme cela, les ventes de produits hors de la coopérative (qui peut être son but) est visé par cette expression trop vague.

P : "accueillir des utilisateurs ou usagers non adhérents..."

R12. Article 24 - alinéa 1

✓ Que signifierait de refuser la démission d'un adhérent qui ne donne plus de travail à la coopérative et se désintéresse même de ses parts ?

✓ Refuser le départ d'un gros adhérent, parce que celui-ci couvre une partie importante de son activité ne servirait à rien s'il a décidé de détourner ses productions ailleurs.

R13. Article 41

✓ Le présent de l'indicatif vaut impératif ; ce que pourrait ajouter une loi, c'est le délai de création afin que le décret d'application ne tarde pas trop.

✓ Inutile de préciser par décret : cela est prévu à l'article 44.

R14. Article 45

Il n'y a pas lieu d'abroger à nouveau la loi 66-251 du 5 août 1966 qui a déjà été abrogée par la loi sur la coopération 77-332 du 01 juin 1977 (voir annexe 1, n° 83) : l'abrogation de la dernière suffit.

5.3.4.2 - Examen du décret "procédures d'agrément"

R1. Article 1er (rédaction - 2e alinéa).

"... sa circonscription territoriale d'activité et son siège social"

R2. Article 1er - point 5

Engagement solidaire : de qui ? de plus, un tel acte personnel ne saurait figurer dans un procès-verbal.

R3. Article 1er - point 6

Pourquoi "projet" de statut ? Il faut présenter les statuts envisagés par les fondateurs : c'est la coopérative qui est "en projet" tant qu'elle n'a pas été agréée par les statuts.

R4. Article 3.

✓ Prévoir également l'hypothèse d'absence de réponse de la part de l'Administration. En règle générale, l'Etat de Droit empêche le blocage par le silence, en introduisant la notion d'approbation tacite en cas d'absence de réponse dans un délai prédéterminé. Cela implique évidemment un accusé de réception à remettre obligatoirement, daté et signé par un représentant de l'administration compétente.

✓ Le comité préfectoral (d'agrément provisoire) n'est défini nulle part. Ou bien il est laissé à la compétence discrétionnaire du Préfet, dans ce cas, inutile d'en parler, ce haut personnage administratif consulte qui il veut, ou bien il s'agit d'une structure d'avis dont la consultation est obligatoire (mais pas l'avis conforme) et alors il faut le définir avec précision. De plus, tout cela est-il vraiment nécessaire ? Ne peut-on porter les agréments, provisoire et définitif, devant une commission d'avis statuant à l'échelon régional, avec appel possible devant le Comité Supérieur de la Coopération ?

R5. Article 5 - 5è tiret

✓ S'agira-t-il de comptes consolidés ?

✓ Le troisième exercice ne peut évidemment être arrêté à temps

✓ Texte à réécrire. Que se passe-t-il quand la coopérative, créée en cours d'année a un premier exercice de moins ou de plus d'un an ?

R6. Article 5 - 7è tiret

Quel organe demande et quel (autre ?) organe réalise le rapport économique et financier ? Dans quel délai doit-il rendre son rapport si important pour l'avenir de la coopérative ?

R7. Article 12, alinéa 2

Préciser que "tout refus d'agréer doit être motivé".

5.3.4.3 - Décret portant création du Conseil Supérieur de la Coopération

Article 1er alinéa 2.

✓ "arbitre" : préciser ou employer un autre terme, moins ambigu et plus juridique. S'agit-il d'un arbitrage aux conclusions obligatoires ou d'un conciliateur ? En l'occurrence, le conseil supérieur de la coopération joue le rôle d'instance d'appel. Le dire.

✓ Exposer les procédures, les délais et les modalités de l'appel.

5.3.4.4 - Remarque générale sur ce dossier

Les observations ci-dessus ne représentent qu'un survol. Il n'est pas possible d'aller plus loin dans le cadre de cette mission. Des échanges, des rencontres avec les administrations mais aussi avec les représentants des coopératives, et, dans notre domaine, ceux des groupements d'éleveurs seraient nécessaires pour aboutir à un projet sérieux, solide et viable.

D'autre part, un toilettage de la loi et du décret dit des agréments serait à faire pour ne pas encombrer chaque niveau de dispositions qui ne leur appartiennent pas mais devraient, pour plus de souplesse et d'efficacité, descendre à un niveau plus bas.

5.4 - DOSSIER DES TEXTES RELATIFS AUX CONFLITS AGRICULTEURS-ELEVEURS

On trouve dans ce dossier cinq projets de décret dont l'objectif est de donner les bases juridiques de solutions aux conflits qui opposent les agriculteurs aux éleveurs transhumants qui circulent tout particulièrement dans les régions du Nord de la République (Korhogo, Bouna, Odienné en particulier).

Ces projets sont les suivants :

- ✓ réglementation du pâturage et des déplacements du bétail ;
- ✓ réglementation des différends entre les agriculteurs et les éleveurs ;
- ✓ recensement des éleveurs, bouviers, bergers et cheptels et organisation des associations pastorales ;
- ✓ principes d'indemnisation des préjudices causés aux animaux d'élevage ;
- ✓ principes d'indemnisation en cas de destruction des cultures (par des animaux).

Cet ensemble constitue une stratégie d'équilibre afin de permettre une cohabitation encore nécessaire et toujours difficile pendant les années à venir. L'intitulé du dernier est incomplet puisqu'il s'arrête après destruction des cultures, ce qui laisse supposer une généralisation qu'il n'a pas. Le plus délicat en l'affaire, c'est que ces décrets ne prennent appui et ne visent aucune loi permettant ces dispositions légitimes, mais contraignantes. Basés uniquement sur les pouvoirs de l'exécutif, ils seraient sur bien des points contraires à l'article 41 de la Loi Constitutionnelle. Dès lors, leur application qui, de toutes façons

sera très difficile sur le terrain, risque d'être inefficace, du moins dans l'optique de calmer les esprits et de résoudre les litiges par la négociation et la sereine voie judiciaire. C'est pourquoi, le consultant estime qu'il est prématuré d'analyser ces décrets, mais beaucoup plus urgent, en revanche de prévoir la Loi qui leur servira de base. Cette Loi peut-être le Code des ressources animales lui-même, qui doit comprendre un titre sur la circulation des animaux et donc sur la transhumance. A plusieurs reprises, la nécessité de ce Code a été soulignée. On voit ici qu'il se présente même comme un préalable indispensable. Il est temps de passer à l'examen de cette proposition.

6 - LE CODE DES RESSOURCES ANIMALES

Le droit n'a pas, dans le monde aux modifications rapides des technologies, le caractère hiératique et intangible qu'on lui voyait autrefois.

Administration, citoyens, praticiens du droit, opérateurs des filières des ressources animales, tous ont besoin d'un instrument clair, rapidement utilisable, qui les informe et leur évite les erreurs et les pièges. En même temps, ils sont les premiers à demander que le droit évolue au rythme de l'évolution des techniques et aussi du commerce national et international. Enfin, troisième obligation, ces textes, dans un Etat de Droit, doivent respecter la hiérarchie juridique. Celle-ci n'est pas un caprice de juriste. Elle répond très exactement à un souci de respect des libertés individuelles et de séparation des pouvoirs qui, replacés dans le cadre d'un Etat de Droit, fondent la démocratie et tendent à concilier le besoin d'ordre social et celui d'autonomie des personnes.

Pour cela on visera à une loi courte, instituant un "Code des Ressources animales" établi de telle manière que les lois nouvelles prendront logiquement leur place dans la structure en partie législative (L.) et les règlements nouveaux (décrets) dans la partie réservée à cela (R.). Quant aux arrêtés d'application, on peut envisager de les regrouper dans une partie spécifique quand ils portent sur des techniques générales développant et explicitant les principes exposés dans la Loi et le Règlement. Par exemple, le principe du contrôle des conditions d'hygiène dans les entreprises agro-alimentaires doit se trouver dans le niveau L, son application aux locaux, matériel et personnel dans le décret, avec une lumière sur les différentes voies et moyens, les éléments de détail (maladies rendant le personnel inapte à manipuler des denrées) dans des arrêtés, surtout si le décret permet d'en modifier la liste de cette manière. On trouve ainsi la souplesse et la capacité de réactions rapides dans l'intérêt de la santé publique.

Une Loi de codification ayant créé le Code et sa structure, les lois et décrets qui seront ultérieurement promulgués viendront y prendre leur place naturelle. Le plan doit donc couvrir l'ensemble de la filière, depuis la production des jeunes jusqu'à la distribution des denrées animales et d'origine animale. Le présent chapitre sera donc consacré à l'examen des modalités générales du Code, puis à la Loi de codification, enfin au plan de la partie législative du Code suivi des commentaires s'y rapportant.

6.1 - DISPOSITIONS GENERALES

6.1.1 - Place des textes existants

Les textes existants posent deux sortes de problèmes. En premier lieu, on se heurte à des habitudes anciennes, qui ne concordent plus avec l'article 41 de la Constitution ni la révision du 16 août 1994. Ce n'est plus seulement en application des pouvoirs légalement détenus que le droit positif est établi, mais selon une procédure bien définie.

Pour la partie L cependant, tout ce qui a été promulgué en tant que Loi devra y figurer, puisque la Constitution réserve au seul Conseil Constitutionnel le soin de déclarer si une stipulation figurant dans une loi est du domaine réglementaire et peut donc être modifiée par décret.

La codification en partie L devra donc se faire "à droit constant", même si la Loi de codification, émanant du pouvoir législatif lui-même, autorise théoriquement des changements. Procéder autrement qu'en deux temps entraînerait ici des confusions et des erreurs.

En revanche, concernant les décrets, au moment de procéder à la codification de la partie R, des changements, surtout destinés à clarifier le texte et à le rendre entièrement conforme aux dispositions législatives, pourront être faits. C'est un énorme travail, même dans un pays comme la République de Côte d'Ivoire où les textes, surtout les plus récents, sont bien construits et, heureusement, encore pas trop nombreux : il est temps de construire la grille de support.

En second lieu, il convient de rompre ce lien non écrit mais puissamment vécu qui fait accroire à un service ou à un ministère qu'il reste maître, en quelque sorte "propriétaire", d'une compétence, à titre plus ou moins exclusif, dès lors qu'il a été à l'origine de telle mesure, entraînant des activités de contrôle ou d'administration. Certes, les lois attribuent des compétences à tel service et si elle n'en désignent pas d'autres, cela veut dire que la compétence administrative appartient à tel service parce que là se trouvent ceux qui ont la capacité technique. Mais ils peuvent aussi être ailleurs, dans d'autres ministères, établissements publics, sociétés d'économie mixtes, et même sociétés privées ; ils auront à appliquer, à s'imposer, les prescriptions de tous les textes légalement pris. Il faut se rappeler que ces textes, même proposés par telle administration (en fait tel ministère), appartiennent à toute la Nation. Ils sont à mettre en oeuvre par tous ceux qui ont été désignés à cet effet. Un bon exemple en est celui de la Loi 63.301 qui dans son article 7 désigne des fonctionnaires appartenant à des ministères très différents pour rechercher et constater les infractions en matière de répression des fraudes.

Comment concilier cette utile diversité et l'objectif d'avoir un Code clair et pratique ? Deux méthodes permettent d'y parvenir, qui ont toutes deux l'avantage d'appeler l'attention sur l'existence et l'impact d'autres Codes : la citation et le renvoi.

La citation consiste à reproduire dans le cadre du Code des Ressources animales le texte des articles d'une autre Loi ou d'un autre Code. Cela est intéressant quand on renvoie à des dispositions très stables. Le risque est en effet qu'en cas de modifications des textes cités, on oublie de procéder au changement du texte cité, d'où des erreurs ultérieures parfois graves. Un bon exemple en est les "vices cachés" dans les ventes d'animaux. Il est tout à fait valable de citer le code civil et les articles correspondant à ce sujet car ils ne sont pas appelés à changer souvent.

Moins explicite, le renvoi est certes plus commode. Il consiste simplement dans les dispositions générales du "titre" ou dans certaines dispositions particulières à préciser le renvoi à un autre Code ou à une autre Loi. Quand le plan prévoit un titre afin d'ouvrir à la possibilité d'interventions, on placera le renvoi au niveau général. Par exemple en matière de faune sauvage, qui peut se trouver aussi bien dans un Code forestier, selon qu'on privilégie le contenu ou le contenant, le titre doit figurer dans un Code des Ressources animales, ne serait-ce qu'à cause des échanges de virus entre animaux en

liberté et animaux domestiques. On placera le renvoi en tête. En matière de pharmacie vétérinaire, la Loi devra trouver sa place dans le Code des Ressources animales, ne serait-ce que par les liens entre le médicament vétérinaire et la santé animale, comme aussi la protection du consommateur de produits animaux. Néanmoins des renvois au Code de la Santé publique seront, si besoin est, pratiqués pour des règles générales relatives à la pharmacie et au médicament en général.

6.1.2 - Intitulé du Code

Compte tenu de la tradition et des services du Ministère, on aurait pu penser appeler ce Code "Code des Ressources animales et des Pêches". Au cours de la réunion de synthèse du 7 juillet 1995, à laquelle la direction des pêches était représentée, un recentrage de titre a été convenu, qui limite le Code aux "Ressources animales". Une telle position est cohérente avec les remarques ci-dessus développées tendant à disjoindre la place d'un texte et l'extension de son application.

Une question d'ordre subsistera cependant. Les lois, comme la loi - pêche de 1986 (voir annexe 1, n° 40) qui traite de la pratique de la capture des poissons, de l'organisation de la pêche elle-même, aura-t-elle sa place dans une codification des ressources animales - le résultat l'emportant sur le moyen - ou au contraire, fera-t-elle l'objet d'un texte à part, avec renvoi du Code des Ressources animales ? Il est bien trop tôt pour exprimer une opinion à ce sujet, qui, de plus déborde du cadre cette étude.

6.1.3 - Dispositif du code

Le Code des Ressources animales est mis en place par une loi de codification (voir ci-après 6.2). Elle comporte un plan qui sera exposé en 6.3

Ce Code dans un état définitif comporte trois parties :

- ✓ partie L. (valeur législative) ;
- ✓ partie R (valeur réglementaire) ;
- ✓ partie A. (arrêté de portée générale).

Tout article est précédé d'une lettre indiquant dans quelle partie on se trouve. Cette lettre est suivie d'un numéro de trois chiffres avec un point précédant le numéro de l'article lui-même. Le Code étant divisé en titres, chapitres et sections, on évite donc d'être gêné quand il faut allonger par des articles nouveaux.

Exemple : titre 5 : santé publique vétérinaire : les animaux
 chapitre I : la police sanitaire
 section 1 : les maladies réputées contagieuses donnera : L511.

Les articles relatifs aux maladies réputées contagieuses se succéderont de 1 à "n". Par exemple, l'article 7 de la loi 63-323 du 25 juillet 1963 deviendra l'article L511-7 du Code des Ressources animales, qui détermine toutes les mesures pouvant être prises en

d'une maladie réputée contagieuse. Pour la partie R. (réglementaire), les décrets, on procédera de la même manière, mais en rattachant les articles à la loi de la manière suivante :

- ✓ lettre R ;
- ✓ Rappel de l'article de la Loi qui sert de base, suivi d'un point ;
- ✓ numéro de l'article.

Exemple :

- texte de base pour la nomenclature des maladies contagieuses : article 2 de la loi 63-323 du 25 juillet 1963, qui devient l'article L511-2 du Code des Ressources animales (C.R.A.). L'article 1er du décret 63-328 du 29 juillet 1963 sera numéroté : R.5112-1.

Il arrive qu'un article R soit pris en application de plusieurs articles L. Dans ce cas on choisit l'un d'entre eux pour la numérotation.

Cette explication peut paraître abstraite. L'expérience montre qu'elle est d'abord très facile dans la pratique et qu'elle se prête fort aux changements indispensables et surtout à la lecture des textes.

Pour la numérotation de la partie réglementaire A, il suffit de garder la numérotation habituelle (d'autant plus que tous les arrêtés ne sont pas codifiés), en la faisant précéder de l'indication du texte de base, avec la lettre A. Exemple pour un arrêté d'application générale sur une maladie réputée contagieuse : A5122-1 (numéro d'un des articles du décret sur lequel l'arrêté est basé) /00X/MINAGRA/CAB du 00.00.95. Il va de soi que ce système n'est qu'un système de classement, permettant bonne lecture et tenue à jour du Code, mais qui ne dispense en rien des méthodes habituelles de promulgation des textes, selon les cas, rapport de présentation, exposé des motifs, visas et éventuellement "considérants".

6.2 - LOI DE CODIFICATION

Le texte proposé figure en annexe. Il appelle les commentaires suivants. Cette loi est courte, simple. Elle n'a pour objet que de créer le Code. Si des éléments nouveaux sont à ajouter et des modifications à apporter aux textes antérieurs qui seront codifiés, elle n'a pas à s'en préoccuper, cela sera le fait d'autres démarches législatives ultérieures.

Commentaires :

C1 : Article 1er. Le fait de placer en annexe à une loi, le Code, n'empêche pas qu'il soit de valeur législative. Il vaut mieux le préciser.

C2 : Article 3. Ce sera un gros travail que d'insérer les lois existantes dans ce texte. Avant leur examen par le Conseil Constitutionnel et dans ce cas, elles seront

introduites en totalité : en modifiant seulement l'article introductif. Si c'est après cet examen, pourront en être retirés les textes de valeur réglementaires reconnus comme tels. Il faudra alors prendre toutes précautions pour éviter un vide juridique dont on n'est jamais sûr de la durée. Quelle que soit l'importance de ce travail, la Loi de Codification doit abroger tous les textes codifiés, qui seront cités de façon précise. On indiquera le devenir des dispositions de niveau réglementaire ce qui est fait à l'article 4.

C3 : Reste prudent d'abroger aussi toutes dispositions contraires antérieures.

6.3 - CODE DES RESSOURCES ANIMALES : PLAN ET COMMENTAIRES

Le Code est divisé en neuf titres dont la succession, mises à part les infractions et pénalités qui sont renvoyées au titre final, constitue un gradient progressif depuis l'éleveur, producteur des jeunes, donc des animaux, ses responsabilités, les besoins des productions animales, la circulation et le commerce des animaux, la santé publique vétérinaire (maladies animales, hygiène des aliments d'origine animale) jusqu'au souci de la protection animale, aux ressources de la pêche et à l'environnement naturel.

Infractions et sanctions ont été regroupées dans un titre final. Il faut que la sanction pénale figure mais ce serait confus et peu cohérent de situer définition des infractions et sanction au sein de chaque titre. Le plan du Code appelle donc les commentaires suivants :

Titre 1er : dispositions générales

L'objet du Code s'y trouve défini. Il y est mis en exergue la conception générale de progrès sans mépris de la tradition ni des mentalités sur lesquelles elle est fondée. On notera qu'en règle générale ce genre de dispositions introductives qui vient en tête des titres, des chapitres ou des sections est numéroté "zéro". Exemple "Garde des animaux : 20.1".

Titre 2 : garde des animaux

Ce titre court entend donner les bases réglementaires des textes destinés à résoudre les conflits entre éleveurs et agriculteurs. La responsabilité solidaire des propriétaires de troupeau et de leurs bergers a pour but de tenter d'éviter qu'il soit impossible de saisir un responsable civil, sans se faire d'illusion toutefois sur la capacité à parvenir totalement au résultat, la responsabilisation dans le respect réciproque du bien d'autrui.

Titre 3 : productions animales

Ce titre appelle trois commentaires :

a) le contrôle de conformité des aliments destinés aux animaux est important pour le développement de l'élevage. Le progrès en la matière passe par la formation des

éleveurs et l'adoption de formules efficaces. Ce serait une catastrophe si les éleveurs ne pouvaient se fier aux aliments qui leur sont fournis. La convergence du Code des Ressources animales et de la Loi sur la repression des fraudes est ici capitale.

b) les groupements d'éleveurs joueront dans l'avenir un rôle croissant dans la lutte contre les épizooties. Mais ils solliciteront aussi de détenir des médicaments à moindre coût soit sur prescription vétérinaire, soit en usage libre. Le projet de loi sur la pharmacie l'envisage. Encore faudra-t-il que ces groupements soient conformes à la Loi et sérieux, donc agréés.

c) avec la production des jeunes, on perçoit l'une des utilités de la codification : un champ est ouvert. Il sera utilisé ou non, avec souplesse en fonction des nécessités réelles ou laissé vacant. En cas de besoin, la réglementation strictement nécessaire y trouvera sa place.

Titre 4 : circulation des animaux

On trouvera ici l'essentiel des bases législatives d'une structure juridique destinée à régler des litiges difficiles. La distinction entre animaux transhumants et animaux errants est fondée. Les droits des propriétaires d'animaux et de propriétaires de bien-fonds sont définis. En ce qui concerne le commerce des animaux, il n'a pas paru judicieux de transposer la législation française sur les "vices rédhibitoires", elle-même malmenée par la jurisprudence dans son pays d'origine et très minoritaire dans l'Union Européenne. Il est donc renvoyé aux dispositions de droit commun. Enfin un maximum de précautions vise à entraver la vente et donc la circulation des animaux atteints de maladies réputées contagieuses afin d'éviter leur dispersion.

Titre 5 : santé publique vétérinaire : les animaux

On ramène trop souvent la santé publique vétérinaire à ce seul volet alors qu'elle en comporte un autre qui est l'hygiène des produits animaux, au premier chef les denrées alimentaires.

. Chapitre 1er. La police sanitaire

Après un rappel de l'objet, viendra prendre place ici (à droit constant) la loi 63-323. Mais cette loi, plus que trentenaire, ne correspond plus aux réalités actuelles. La nécessité de connaître l'existence de maladies à surveiller mais non encore de nature à créer des situations critiques s'imposera de plus en plus, au moins dans les rapports internationaux. Cela entraîne une mise en lumière du rôle de déclaration de maladie qui ne déclencherait pas toujours des mesures de police sanitaire - celles-ci devant être au demeurant adaptées selon la nature de la pathologie, l'épidémiologie et les risques encourus. Enfin la perspective de prophylaxies envisagées, décidées et assumées par des éleveurs sous la direction et avec la formation de vétérinaires privés mène à l'idée de prophylaxies collectives libres ne supportant que des contraintes techniques protectrices du cheptel

national. Cette perspective doit être facilitée par les textes. L'occasion serait favorable de rénover les textes de police sanitaire au moment de la création du Code des Ressources animales : un préprojet est présenté en annexe (6).

. Chapitre 2

Il est consacré aux soins de santé aux animaux et comporte une première section sur la profession vétérinaire. Le projet présentement à l'étude, analysé au chapitre précédant de ce rapport (sous 5.3.1.) pourrait aussi être complété par une définition plus moderne et résolument plus large des activités réelles et des services que sont à même de rendre les vétérinaires actuels. Ici aussi, un préprojet est proposé (voir article L521.2 du Code). Les sections 2 et 3 seront consacrées à deux lois de 1988 qu'on ne peut que codifier sans y apporter de changement, sauf à reporter les dispositions pénales (mais non pas disciplinaires, or la distinction n'est pas clairement tracée) au titre 9 du Code.

. Chapitre 3

Il s'agira de codifier la loi en préparation. On propose un plan pour cette codification, ce qui pourrait conduire à en modifier non le contenu mais la construction.

Titre 6 : santé publique vétérinaire : les produits animaux alimentaires (hygiène des denrées animales et d'origine animale)

Ce titre démontre que le travail de préparation des textes ne peut être qu'un travail d'échange, de concertation, de réductions successives. Le projet envisagé pour la loi apporte d'emblée des solutions à un problème difficile, celui de la saisie sanitaire. Le consultant propose cependant aussi une autre ébauche. Une synthèse devrait pouvoir à partir de là être présentée, qui alors permettra de perfectionner le décret d'application lui-même.

Titre 7 : la pêche

Il est consacré à la pêche et aux ressources aquacoles. Mais comme une bonne partie de la "Loi-pêche" de 1986 est consacrée aux infractions à la police de la pêche tous les articles qui y sont consacrés sont renvoyés au titre 9.

Titre 8 : protection des animaux et de la faune

Ce titre ouvre la possibilité de règlements d'application en matière de protection animale et d'expérimentations sur les animaux. Il renvoie (article 80.1) aux codes et lois spécifiques pour la gestion de la faune, domaine où les vétérinaires sont également concernés, ne serait-ce que pour des raisons sanitaires.

Titre 9 : infractions et sanctions. Pénalités

Ici, plus encore que précédemment, un gros travail d'analyse est encore à faire. On peut certes dans un premier temps y regrouper les infractions et les sanctions prévues dans

les diverses lois à codifier. On peut aussi préférer replacer les infractions au sein de chaque titre, ce qui serait préjudiciable à la clarté et accentuerait la répression là où la pédagogie est préférable. Les quatre articles généraux (L90.2 à L90.5) montrent bien l'unité de ce titre et l'intérêt à le garder, mais après une étude approfondie conduite en liaison étroite entre les "ministères techniques", au premier chef le MINAGRA, et le Ministère de la Justice.

7 - CALENDRIER

Il importe de procéder par ordre. Il n'est pas inutile, bien au contraire, de préparer les décrets d'application pour les mieux coordonner avec les dispositions législatives. Cependant, la mise en place des bases aussi structurées que le Code des Ressources animales, compte tenu des problèmes juridiques que cela pose, entraîne un travail préalable considérable. On ne fait pas les étages avant d'avoir solidement planté les fondations. Aussi le calendrier proposé se limitera à envisager la mise au point de ce Code afin qu'il puisse être proposé au vote en fin 1996. La préparation des décrets d'application sera, si l'on veut, menée de pair, en se souvenant toutefois que, dans bien des cas, ces décrets sont dépourvus de base légale réelle ou réellement correspondante. La loi 63.301 ne convenait pas, à cause de son inspiration répressive à une inspection de la salubrité des aliments. De plus, certains problèmes appellent des décisions politiques que ni les juristes ni les techniciens n'ont à trancher. La préparation des textes et leur présentation aux autorités compétentes en la matière orientera et accélérera la mise en place définitive de la structure de base nécessaire. Les principaux décrets d'application seront proposés au cours de l'année 1996-1997. Les arrêtés ministériels qui les mettront en oeuvre seront pris ultérieurement par le ou les ministres compétents sur proposition de leurs services.

8 - CONCLUSION - PROPOSITION

Le présent travail, comme toujours en ce cas, risque de ne pas répondre totalement à l'attente des purs techniciens. Ces derniers pensent le plus souvent que la réglementation est directement issue de leurs préoccupations techniques, surtout quand elles sont légitimées par les préoccupations de santé publique et d'économie de l'élevage.

En réalité, la voie libérale, celle de la privatisation des activités vétérinaires de soin et de la responsabilisation croissante des éleveurs, appelle une organisation juridique ramenée aux charges essentielles de l'Etat, mais bien construite pour assurer les libertés des individus et leurs capacités d'initiative.

La structure est d'autant plus indispensable qu'on peut envisager à terme de déléguer l'exercice de certains contrôles de conformité qualitative ou sanitaire à des organismes privés, reconnus en capacité, accrédités et parfois agréés par les pouvoirs publics. Désengagement de l'Etat ne signifie pas du tout abandon des responsabilités de sécurité publique, surtout en matière sanitaire.

Mais quelles que soient les bonnes intentions, la validité des objectifs, il n'est pas possible de créer des réglementations adaptées - non excessives, comprises, acceptées - sans une confrontation des points de vue et une concertation avec les opérateurs eux-mêmes.

Le consultant propose donc en conclusion que soit instituée une commission de préparation du Code sous la présidence du Ministre chargé des Ressources animales ou de son représentant, avec participation des représentants de ministres intéressés. Un rapporteur présentera les textes préparés, pour l'instant le Code lui-même et les décrets. Chacun des participants, mais surtout le rapporteur, prendra contact, autant que nécessaire avec les opérateurs et les personnels de terrain. Cela est indispensable pour légiférer dans des domaines aussi sensibles que la transhumance. Mais, ailleurs, les points de vue sont à échanger entre les ministères eux-mêmes. Le dialogue est ici indispensable entre le Ministère chargé des Ressources animales et celui de la Justice (voir ci-dessus à propos des infractions et sanctions pénales).

Le passionnant travail d'édification est à conduire d'urgence, d'autant plus que les accords internationaux en matière de commerce, s'ils ne s'immiscent pas dans les réglementations internes, vont exiger des certifications de salubrité et de conformité qui ne seront sérieux que si un minimum de règles est établi et appliqué, même à l'intérieur, du moins à équivalence de technologie. Les institutions juridiques ne valent que si elles sont adaptées aux mentalités et restent le plus possible en harmonie avec la réalité des pratiques. Le Code des Ressources animales permettra de tirer en avant les progrès de l'hygiène sans violence à l'égard des traditions, grâce à sa rigueur de termes et de plan, et grâce à sa souplesse d'application et d'évolution.

9 - ANNEXES

1 - Regroupement des textes existants	139 à 148
2 - Projets et avant-projets de textes examinés (liste)	149
3 - Projets examinés reproduits :	151
✓ mandat sanitaire (D)	153 à 159
✓ profession vétérinaire (L)	160 à 166
✓ pharmacie vétérinaire (L)	167 à 178
✓ hygiène des aliments (L)	179 à 183
4 - Avant-projet de Loi de codification	185
5 - Avant-projet de Code des Ressources animales	187 à 202
6 - Proposition : nouvelle rédaction du chapitre police sanitaire	203 à 206

ANNEXE 1

REGROUPEMENT DES TEXTES EXISTANTS

n°	REFERENCE	DATE	INTITULE	REMARQUES ET CORRELATS
A - TEXTES ISSUS DE/OU PRÉSENTÉS PAR LE MINAGRA				
A1 - Alimentation animale			Source : RTR	
1	D.83-744	28.07.1983	Produits destinés à l'alimentation des animaux Applic. L63.301 (Rép. des Fraudes)	- Médicaments vétérinaires additifs, prémélangés - Laboratoires
2	AM38MDR	29.05.1984	Autorisation de fabrication de produits destinés à l'alimentation animale	- idem que 1 - visas : ?
3	AIM48MDRMC	9.07.1984	Déclaration obligatoire des constituants analytiques	- deux ministres concernés
A2 - Police sanitaire			Source : RTR	
4	L63-323	25.07.1963	"Relative à la police sanitaire en Côte d'Ivoire"	
5	D63-328	29.07.1963	Règlement d'applic. de la L63.323	Mod. D67.413 du 21.09.1967
6	D62-78	? 1962	Eradication rage canine	Texte non trouvé
7	A338-AGRI	27.03.1964	Modèle de laissez-passer sanitaire pour animaux importés	
8	A413MPA	25.09.1974	Interdiction de la divagation des animaux domestiques	Visas ?
9	Dec30 MPA/CAB	03.03.1977	Confiant à SODEPRA l'exécution du programme de lutte contre maladies contagieuses des bovins	Obsolète par disparition de la SODEPRA

n°	REFERENCE	DATE	INTITULE	REMARQUES ET CORRELATS
A3 - Profession vétérinaire			Source : DSV	
10	L88-683	22.07.1988	Institution d'un Code de Déontologie des vétérinaires	
11	L88-684	22.07.1988	Création de l'Ordre des vétérinaires	
12	Circ.88.1709 MPA/DSV	19.11.1988	Participation des éleveurs aux frais de santé de leur cheptel	
13	Circ.88.1837 MPA	? 1988	Fonctionnement des cliniques vétérinaires publiques	
14	Circ.88.1838 MPA/DSV	? 1988	Essais cliniques de médicaments... vétérinaires	- Pharmacie vétérinaire
15	Circ.89.806 MPA/DSV	22.05.1989	Détermination et tarification des actes médicaux et chirurgicaux dans les cliniques vétérinaires publiques	
16	A93-031 MINAGRA	02.04.1993	Délivrance des certificats sanitaires d'accompagnement. Exportation animaux vivants et produits halieutiques	
17	A93-032 MINAGRA	02.04.1993	Actes médicaux et chirurgicaux pratiqués à l'Ecole des Assistants et Moniteurs d'élevage de Bingerville	
18	A93-039	16.04.1993	Certificats de mise sous surveillance sanitaire d'animaux ayant mordu ou griffé	- Police sanitaire (rage)
19	Circ.1404 MINAGRA/ DGRA/DSV (à 1407)	09.05.1995	Installation de vétérinaires dans le secteur privé dans cinq départements	- Informations administratives internes

n°	REFERENCE	DATE	INTITULE	REMARQUES ET CORRELATS
A4 - Médicaments vétérinaires			Sources : RTR et DSV	
20	L54-418	15.04.1954	Article 4	Loi française
21	D55-1122	16.04.1955	Décret d'application	Loi française
22	A04/MPA	14.03.1980	Interprétation des médicaments vétérinaires	
23	Circ.356 DG Douanes	21.08.1980	Application de l'arrêté ci-dessus	
A5 - Hygiène des aliments				
A5.1 - Lait et produits laitiers			Sources : RTR - DSV (SID - Hygiène publique)	
24	A370MPA	05.08.1974	Marquage de la date limite de vente de produits laitiers	- Répression des Fraudes figure au R.T.R.
25	A201MPA	29.06.1975	Date limite de consommation de produits laitiers	- Abroge le précédent - Pas de visas
26	D83-808	08.09.1983	Fabrication et commercialisation des produits laitiers	- Applic. de L63-301 (Rép. des Fraudes) 5 ministres concernés dont MINAGRA
27	A91-248	26.12.1991	Maladies rendant le lait impropre à la consommation	
28	A91-249	26.12.1991	Méthodes de pasteurisation	
29	AIM93-015	25.01.1993	Présentation des laits pasteurisés, stérilisés et aromatisés	- Trois ministres concernés dont MPA
30	AIM93-016	25.01.1993	Laits en poudre et laits secs	
31	AIM93-196	03.08.1993	Méthodes de prélèvement et de contrôle bactériologique des glaces et crèmes glacées	

n°	REFERENCE	DATE	INTITULE	REMARQUES ET CORRELATS
32	AIM94-295	11.10.1994	Température de conservation des laits, produits laitiers et dérivés	
33	AIM94-301	13.10.1994	Condition d'agrément des laboratoires d'analyse bactériologique et physico-chimique du lait et des produits laitiers	

A5.2 - Produits de la pêche

Source : RTR

34	D66-401	13.09.1966	Vente de poissons pêchés par navires océanographiques et navires écoles	Hors sujet
35	D67-016	11.01.1967	Interdiction de commercialiser certaines espèces de poissons vénéneux	
36	A31-MPA	14.06.1976	Réglementation de la police sanitaire des produits de la pêche	- Cohérence avec A200 MINAGRA (n°41) à examiner de près, l'article 53 de celui-ci ne le rendant pas à coup sûr, ni totalement caduc
37	AIM81-MPA	20.06.1981	Modalités d'attribution licence de pêche	- Hors sujet "hygiène des aliments"
38	D82-956	27.10.1982	Réorganisation du Comité Consultatif des Pêches	
39	D84-127	07.03.1984	Art. 7 : Attributions de la Direction des Pêches	
40	L86-478	01.07.1986	Relative à la pêche	- Pas de texte d'application
41	A200 MINAGRA	05.08.1993	Règles sanitaires régissant la production et la mise sur le marché des produits de la pêche destinés à l'alimentation humaine	- Voir n° 36

n°	REFERENCE	DATE	INTITULE	REMARQUES ET CORRELATS
A5.3 - Viandes et hygiène des aliments en général (inclus réglementation des commerces afférents)			Source : SID - Hygiène publique	
42	A02714	04.04.1957	Réglementation de l'inspection sanitaire et de salubrité et des produits alimentaires d'origine animale destinés à l'alimentation humaine	- Texte non pertinent, en 1995
43	D66-121	31.03.1966	Conseil National de l'Alimentation	
44	D67-117	21.03.1967	Abattage d'animaux de boucherie et commercialisation de la viande dans la zone d'Abidjan	
45	D67-295	30.06.1967	Commerce de la Boucherie	- Abrogé par D93-312 du 31.03.1993, article 20 (voir n°52)
46	D86-454	25.06.1986	Transfert de compétences de l'Etat aux communes et à la ville d'Abidjan en matière d'hygiène publique vétérinaire	- Texte d'interprétation difficile et d'application très délicate au regard de la Santé Publique. En témoignent divers documents regroupés dans le "R.T.R."
47	AIM-008	13.11.1990	Commission de Compensation (prélèvements compensatoires sur produits animaux importés)	- Hors sujet "hygiène"
48	AIM-439	18.12.1990	Marchés mondiaux de référence : détermination des prix indicatifs intérieurs des produits de l'élevage	- Hors sujet "hygiène"
49	AIM-440	18.12.1990	Prélèvements compensatoires	- Hors sujet "hygiène"
50	A.186 MINAGRA/ CAB	16.11.1992	Création du Service de l'Inspection et du Contrôle sanitaire vétérinaires au Port Maritime d'Abidjan (SICOSAV)	

n°	REFERENCE	DATE	INTITULE	REMARQUES ET CORRELATS
51	A-027 MINAGRA/ CAB	25.02.1993	Organisation de l'Inspection et du Contrôle Sanitaire et de la Qualité des Produits agricoles aux portes d'entrée et de sortie du territoire national	
52	D93-312	11.03.1993	Conditions d'exercice des professions touchant au commerce des animaux, des denrées animales et d'origine animale destinées à la consommation humaine	
53	AIM-35	08.04.1993	Application du précédent	- Annexe au JORCI du 02.09.1993, pp. 644 et suivantes
54	Circ. IM.3403 D93-777	29.10.1993 29.09.1993	Application du D93.312 Création de l'Agence Nationale d'Appui au Développement rural (ANADER)	- Interface avec hygiène des aliments : élément de formation et d'information à la source de la filière (voir n° 81)
55	A310 MINAGRA	18.10.1993	Critères de qualité pour l'importation de viande de boeuf	
56	Circ.IM.318 MINAGRA/ INT	08.02.1994	Prise en charge des moyens liés à l'inspection sanitaire vétérinaire et de l'entretien des abattoirs et boucheries	
B - TEXTES NON ISSUS DU MINAGRA, MAIS D'APPLICATION PAR SES SERVICES				
Sources diverses				
57	L63-301	26.06.1963	Répression des Fraudes dans la vente des marchandises et des falsifications des denrées alimentaires et des produits agricoles	-Textes d'hygiène des aliments s'y réfèrent
58	D79-573	04.07.1979	Réglementation des restaurants	

n°	REFERENCE	DATE	INTITULE	REMARQUES ET CORRELATS
59	D84-722	30.05.1984	Réorganisation du Ministère de la Santé publique de la population	- Modifié par D84-947 du 3.08.1984
60	AIM-09	07.03.1986	Quantité minimale de chaque échantillon à prélever et précautions à prendre pour le transport et la conservation des produits destinés à l'analyse physico-chimique	- Concerne cinq ministères, dont MDR
61	A250MSP DSPH	18.11.1988	Normes à respecter pour la confection de certaines denrées alimentaires et de boissons alcoolisées	- Voir notamment article 8 et critères microbiologiques
62	A. municipal 02/MVA/DMV	31.01.1990	Interdiction de l'abattage clandestin sur le territoire de la ville d'Abidjan	
63	L91-999	27.12.1991	Concurrence	
64	L91-1000	27.12.1991	Interdiction et répression de la publicité mensongère ou trompeuse	
65	D92-487	26.08.1992	Etiquetage et présentation des denrées alimentaires	
66	D92-595	30.09.1992	Répression des Fraudes en ce qui concerne les conserves et semi-conserves	Applic. L63-301
67	D93-313	11.03.1993	Importation - exportation de toutes marchandises	Nomenclatures en annexe du décret
68	Circ. 757 D.G. Douanes	05.10.1994	Importation de bétail sur pied et de volailles	

n°	REFERENCE	DATE	INTITULE	REMARQUES ET CORRELATS
C - COMMERCE DES ANIMAUX ET PRODUITS ANIMAUX (Sources diverses)				
D'après le recueil de textes réglementaires (R.T.R.) établi en 1988 par la Direction des Services vétérinaires				
69	L60-273	02.09.1960	Réglementation des prix	- Mod. par L. 64-492 du 21.12.1964
70	D78-139	17.02.1978	Agrément préalable des importateurs de viandes, poissons et légumes frais	
71	D79-571	04.07.1979	Comité interministériel pour l'importation des oeufs et des poulets abattus	
72	Circ. 391 D.G. Douanes	29.09.1981	Avis du Ministre de la Production animale pour l'importation de poissons d'un jour ou d'oeufs à couver	
D - ACTIVITES DE SERVICES VETERINAIRES "MUNICIPAUX" D'après le RTR				
	D.86-454	25.06.1986	Prise en application de la loi 80-1180 du 17.10.1980 mod. par la loi 85-578 du 29.07.1985	- voir n°46 ci-dessus - voir n°83 et 84 ci-après (groupe G)
	A. municipal OL/MVA/DMV	31.01.1990	Interdiction d'abattage clandestin sur le territoire de la Ville d'Abidjan	- voir n° 63 ci-dessus
73	A. municipal 89/	01.04.1972	Réglementation du Commerce de la boucherie dans la commune de Bouaké + courriers relatifs à la nomination de bouchers au niveau communal	- Voir R.T.R., chapitre 5 - Contestations
74	Lettre 1518/INT	28.06.1986	Ministre de l'Intérieur sur les mesures d'application du décret 86-454	

n°	REFERENCE	DATE	INTITULE	REMARQUES ET CORRELATS
E - LABORATOIRES (sources diverses)				
75	A14 MINIMAR/ CAB	27.11.1986	Attributions et organisation du Laboratoire Central de l'Environnement marin et lagunaire (L.C.E.)	- Seulement des visas d'attribution ministérielle, donc pas d'insertion dans la hiérarchie juridique
76	A399 MSP/CAB	11.12.1987	Attributions et réorganisation de la Direction du Laboratoire national de Santé Publique	
77	D91-654	09.10.1991	Création d'un établissement public, Laboratoire national de Santé Publique (LNSP)	- Détermine ses attributions, son organisation et son fonctionnement
78	D91-760	14.11.1991	Création d'un établissement public à caractère administratif dénommé Laboratoire d'Appui au Développement agricole (LANADA)	- Détermine ses attributions, son organisation et son fonctionnement
F - SOCIETES ET COOPERATION				
F1 - Sociétés				
79	D.69-326	08.07.1969	Création d'une Société d'Etat dénommée Centre d'Exploitation Industrielle du Bétail (C.E.I.B.)	
80	D.70-623	14.10.1970	Création d'une Société d'Etat : Société pour le Développement des Productions animales (SODEPRA)	- Abrogé et société dissoute par la création de l'ANADER (voir n°82)
81	D.76-726	15.09.1976	Création d'une Société d'Economie mixte "société ivoirienne des productions animales" (SIPRA)	
82	D.93-777	29.09.1993	Création d'une Société d'Economie mixte de type particulier dénommée : Agence nationale d'Appui au Développement rural", en abrégé ANADER	

n°	REFERENCE	DATE	INTITULE	REMARQUES ET CORRELATS
F2 - Coopération			Source : DSV	
83	L77-332	01.06.1977	Statut de la Coopération	- Abroge la L66-251 du 5.08.1966
G - ORGANISATION MUNICIPALE			Source : DSV	
84	L80-1180	17.10.1980	Organisation municipale modifiant la L80-1180	
85	L85-578	29.07.1985		
H - ACCORDS INTERNATIONAUX			Source : RTR	
86	L.71-.605	19.11.1971	Ratification de la Convention portant création d'une communauté économique entre les Etats de l'Entente, signée à Abidjan le 18.05.1970	- Rappel : Etats de l'Entente : Côte d'Ivoire, Bénin, Burkina Faso, Niger, Togo
87		02.02.1972	Accord sanitaire du Conseil des Ministres de la Communauté économique du Bétail et de la Viande	
I - TEXTES ESSENTIELS DE DROIT IVOIRIEN			Source : recueil "AGGREY"	
I1 - Constitution				
88	L.60-356	03.11.1960	Articles 22 et 21 Articles 41 et 44 Article 61	- Plusieurs modifications - Dernière révision : 16.08.1994 - Pouvoir Exécutif - Domaine Loi et Règlement - Cour Suprême : 3 Chambres
I2 - Droit pénal				
89	L.81-640	31.07.1981	Code Pénal	- Plusieurs fois modifiée. Dernière modification signalée dans le recueil "AGGREY" : L81-640
90	L.60-366	14.11.1960	Code de Procédure Pénal	
91	D.69-356	31.07.1969	"Code" des contraventions	

ANNEXE 2 - PROJET OU AVANT-PROJETS DE TEXTES EXAMINES

L ☞ Loi
D ☞ Décret
A ☞ Arrêté

1 - Police sanitaire - Rapport chapitre 5, sous 52.1

- (a) Nomenclature des opérations de prophylaxie collective et de police sanitaire des animaux (A)
- (b) Participation des bénéficiaires aux coûts de la lutte contre la trypanosomiase animale et ses vecteurs (A)
- (c) Note circulaire relative aux vaccinations et vaccins vétérinaires (A)
- (d) Création d'une Commission chargée de la tarification des opérations de prophylaxie collective et de police sanitaire des animaux en République de Côte d'Ivoire (A)
- (e) Tarif des opérations de prophylaxie collective organisée par l'Etat
- (f) Institution d'un agrément obligatoire pour les opérateurs économiques intervenant dans la fabrication, l'importation et la commercialisation de produits destinés à l'alimentation animale.

2 - Mandat sanitaire

- (a) Conditions d'exercice (D)
- (b) Campagnes de vaccination (A)

3 - Projets de loi

- 3.1 - Profession vétérinaire (L)
Exemplaire émanant de l'Ordre des vétérinaires
- 3.2 - Pharmacie vétérinaire (L)
- 3.3 - Hygiène des aliments (L)
- 3.4 - Sociétés coopératives

4 - Dossier sur les conflits éleveurs transhumants-agriculteurs (D) Cinq décrets

ANNEXE 3 - PROJETS EXAMINES REPRODUITS

1 - Mandat sanitaire (D)

2 - Profession vétérinaire (L)

3 - Pharmacie vétérinaire (L)

4 - Hygiène des aliments (L)

**MINISTERE DELEGUE AUPRES DU
PREMIER MINISTRE CHARGE DE
L'ECONOMIE, DES FINANCES
ET DU PLAN**

**DECRET N°..... DU.....
RELATIF AU MANDAT SANITAIRE VETERINAIRE**

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Sur rapport conjoint du Ministre de l'Agriculture et des Ressources Animales et du
Ministre délégué auprès du Premier Ministre, chargé de l'Economie, des Finances et du Plan,

Vu la loi n°63-323 du 25 juillet 1963 relative à la police sanitaire des animaux en
République de Côte d'Ivoire ;

Vu la loi n°88-683 du 22 juillet 1988 instituant un Code de Déontologie des Vétérinaires ;

Vu la loi n°88-684 du 22 juillet 1988 portant création de l'Ordre National des vétérinaires ;

Vu le décret n°63-328 du 29 juillet 1963 portant règlement de la police sanitaire des
animaux en république de Côte d'Ivoire, modifié par les décrets n°65-266 du 18 août 1965
et n°67-413 du 21 septembre 1967 ;

Vu le décret n°93-PR 11 du 15 décembre 1993 portant nomination des membres du
Gouvernement ;

Vu le décret n°93-921 du 30 décembre 1993 portant attributions des membres du
Gouvernement ;

Le Conseil des Ministres entendu,

D E C R E T E

Article 1 - L'exécution des opérations de prophylaxie collective et de police sanitaire dirigées contre les maladies légalement réputées contagieuses des animaux peut être confiée à des docteurs vétérinaires privés disposant d'une résidence professionnelle, aux termes d'un mandat sanitaire vétérinaire, ci-après "le mandat".

Article 2 - La résidence professionnelle est, au sens du présent décret, le lieu d'implantation du cabinet, de la clinique ou de l'entreprise employant le docteur vétérinaire.

Article 3 - Le titulaire d'un mandat a qualité de vétérinaire sanitaire. Dans l'exercice de son mandat, il jouit des prérogatives d'agent de l'Etat.

CHAPITRE I - ATTRIBUTION DU MANDAT

Article 4 - La demande de mandat est adressée par le postulant au Ministre chargé des Ressources animales sous le couvert du Directeur Régional des Ressources animales.

La demande écrite doit être accompagnée d'un dossier comprenant :

- a) une copie conforme de l'inscription au tableau de l'Ordre National des Vétérinaires, délivrée par le Président du Conseil National de l'Ordre ;
- b) une copie conforme de l'autorisation d'installation délivrée par le Ministre chargé des Ressources animales ;
- c) un extrait de casier judiciaire datant de moins de trois mois ;
- d) l'engagement :
 - de respecter la réglementation en vigueur et les prescriptions techniques d'accompagnement ;
 - de respecter les tarifs prévus aux articles 18 à 24 ci-dessous ;
 - de rendre compte de l'exécution du mandat dans les conditions prévues par l'article 16 ci-dessous.

Article 5 - Le mandat est attribué par Département par arrêté du Ministre chargé des Ressources animales, pour une durée d'un an.

Il est renouvelable, d'année en année, par tacite reconduction, mais devient caduc dès lors que son titulaire cesse d'être inscrit au tableau de l'Ordre des Vétérinaires.

Article 6 - Le mandat peut être attribué à un ou plusieurs docteurs vétérinaires, soit pour l'ensemble du Département, soit seulement pour une partie de ce Département.

Compte tenu des conditions locales, un docteur vétérinaire peut prétendre à l'obtention de plusieurs mandats, dans la limite de quatre Départements et sous réserve que les circonscriptions territoriales concernées soient limitrophes.

A l'occasion du renouvellement annuel, l'assise territoriale du mandat peut être modifiée, à l'initiative de l'Administration ou du détenteur.

Le détenteur d'un mandat doit avoir son domicile professionnel dans le Département au titre duquel il est mandaté ou, en cas de pluralité de mandats, dans un des Départements pour lesquels il est mandaté.

Article 7 - L'arrêté ministériel portant attribution du mandat est publié intégralement au Journal Officiel de la République de Côte d'Ivoire et à la Préfecture concernée.

Le vétérinaire sanitaire peut, à ses frais, assurer la publicité de l'arrêté d'attribution du mandat par voie d'extraits dans deux journaux nationaux ou régionaux et par deux communiqués radiophoniques.

Le Préfet assure l'établissement, la mise à jour et l'affichage annuel dans toutes les communes et sous-préfectures du département, de la liste des vétérinaires sanitaires qui complète la liste prévue par l'article 40 de la loi n°88-684 portant création d'un Ordre National des Vétérinaires.

CHAPITRE II - EXERCICE DU MANDAT SANITAIRE

Article 8 - Le vétérinaire sanitaire peut renoncer à son mandat, sous réserve d'un préavis de six mois. Ce préavis est réduit à une durée de deux mois au cours de la première année d'exercice du mandat.

Article 9 - Le détenteur d'un mandat est tenu de l'exercer personnellement.

Il peut toutefois se faire aider par tout docteur vétérinaire assistant ou remplaçant ou tout agent auxiliaire habilités, placés sous sa responsabilité, conformément à la législation et à la réglementation en vigueur. Dans ce cas, la liste des personnels participant à l'exécution de son mandat, ainsi que toute modification de cette liste, sont communiquées aux services compétents de la Direction Départementale du Ministère chargé des Ressources animales.

Article 10 - Toute personne qui possède ou a la charge d'un élevage d'animaux assujettis à des mesures de lutte contre les maladies légalement réputées contagieuses, doit désigner et faire connaître au Préfet du Département dans lequel est située son exploitation, dans les six mois suivant la date de publication de la liste prévue à l'article 7, le vétérinaire sanitaire

qu'elle habilite à pratiquer, sur les animaux qu'elle possède ou détient, les opérations de prophylaxie collective ou de police sanitaire.

Cette obligation de désignation n'incombe pas aux propriétaires d'animaux de compagnie ou de sport ne se livrant pas à une activité d'élevage qui sont cependant tenus de faire exécuter les opérations de prophylaxie collective et de police sanitaire par un docteur vétérinaire détenteur du mandat.

Le docteur vétérinaire choisi ne peut refuser cette désignation.

Au cas où l'éleveur refuse ou omet de procéder à cette désignation, il y est pourvu d'office par le Préfet.

Le vétérinaire sanitaire ainsi désigné ne peut refuser cette commission.

Le changement de vétérinaire sanitaire peut être demandé au Préfet par l'éleveur entre deux campagnes de prophylaxie, sous réserve d'avoir entièrement réglé au vétérinaire sanitaire en fonction les sommes qui lui sont dues pour les interventions qu'il a effectuées au titre de son mandat.

Article 11 - Tout vétérinaire sanitaire, même s'il n'a pas été désigné par l'éleveur ou par le Préfet dans les conditions prévues à l'article précédent, est habilité à procéder, en cas d'urgence, aux opérations de police sanitaire.

Article 12 - Le Directeur des Services Vétérinaires porte à la connaissance de tous les vétérinaires sanitaires les dispositions réglementaires et instructions complémentaires éventuelles applicables à l'exécution complète du mandat et notamment celles relatives aux délais de réalisation.

Les vétérinaires qui ne s'estimeraient en mesure de remplir complètement leur mandat dans les conditions prescrites doivent en faire la déclaration au Directeur des Services Vétérinaires et aux services compétents de la Direction Départementale du Ministère chargé des Ressources animales.

Article 13 - Quand un vétérinaire sanitaire a fait connaître qu'il n'est pas en mesure d'exécuter complètement son mandat, le Préfet demande à un ou plusieurs autres vétérinaires sanitaires de le suppléer.

En cas d'impossibilité de ces derniers, il est fait appel, pour la durée de la campagne, aux fonctionnaires et agents contractuels des Services vétérinaires de l'Etat.

Article 14 - Si, au cours d'une campagne de prophylaxie collective, un vétérinaire sanitaire participant à cette campagne est défaillant ou si, après une mise en demeure du Préfet, sur proposition du Directeur Départemental du Ministère chargé des Ressources animales, il persiste à ne pas respecter les prescriptions et réglementations applicables, il est remplacé dans les conditions précisées à l'article précédent.

Article 15 - Lorsque les opérations de prophylaxie collective concernent plusieurs maladies, elles constituent, pour les vétérinaires sanitaires un tout indissociable.

Article 16 - Les vétérinaires sanitaires rendent compte de leurs interventions à chacune des Directions Départementales concernées du Ministère chargé des Ressources animales, lesquelles sont chargées d'effectuer des contrôles portant sur les effectifs réellement vaccinés par les mandataires.

Article 17 - Des contrôles techniques sur des échantillons représentatifs des effectifs concernés seront régulièrement effectués par un laboratoire habilité à cet effet, afin de déterminer le niveau de protection vaccinale conféré par les vaccinations réalisées au titre du mandat.

CHAPITRE III - REMUNERATION DU MANDAT SANITAIRE

Article 18 - Les opérations de prophylaxie collective et de police sanitaire contre les maladies légalement réputées contagieuses des animaux sont à la charge financière de l'Etat et des éleveurs.

La part supportée par les éleveurs est appelée redevance sanitaire. Elle est due par l'éleveur, que l'exécution des opérations soit réalisée par un vétérinaire sanitaire ou par les services compétentes de l'Etat.

Les interventions effectuées par un vétérinaire sanitaire pour l'exercice du mandat donnent lieu à une rémunération.

Article 19 - Une nomenclature des opérations de prophylaxie collective et de police sanitaire est établie par le Ministre chargé des Ressources animales.

Article 20 - Sur la base de cette nomenclature, les tarifs des redevances sanitaires acquittées par les éleveurs et des rémunérations des interventions des vétérinaires sanitaires sont fixés chaque année par arrêté conjoint du Ministre chargé des Ressources animales et du Ministre chargé de l'Economie et des Finances, sur avis d'une commission composée :

- d'un représentant du Ministre chargé des Ressources animales, Président ;
- d'un représentant du Ministre chargé de l'Economie et des Finances ;
- du Directeur des Services vétérinaires, Secrétaire ;
- d'un représentant de l'Ordre National des Vétérinaires ;
- d'un représentant des vétérinaires sanitaires ;
- de deux représentants des éleveurs.

Article 21 - Les tarifs visés à l'article précédent sont publiés par les Préfets. En outre, les tarifs des redevances sanitaires à acquitter par les éleveurs sont publiés dans deux journaux nationaux ou régionaux diffusés dans le Département. Ils sont également affichés dans les mairies.

Article 22 - La rémunération du vétérinaire sanitaire est assurée :

- par la redevance sanitaire payée par les éleveurs propriétaires des animaux chez lesquels il intervient et qu'il perçoit directement ;
- par l'Etat au titre de l'exécution de la mission de service public.

La part à la charge de l'Etat est constituée par la différence entre la rémunération des vétérinaires sanitaires et la redevance sanitaire acquittée par les éleveurs.

Article 23 - En cas d'intervention des agents des services compétents de l'Etat, la redevance sanitaire est acquittée par les éleveurs et versée à un compte spécial ouvert dans les écritures de la Caisse Autonome d'Amortissement. Ces sommes sont destinées au financement des mesures de soutien aux actions vétérinaires.

Article 24 - Le montant et les modalités de perception de la redevance sanitaire, le mode de règlement de la part de la rémunération des vétérinaires sanitaires à la charge de l'Etat, ainsi que les procédures de gestion des sommes affectées au compte spécial de la Caisse Autonome d'Amortissement, sont fixés par arrêté conjoint du Ministre chargé des Ressources animales et du Ministre chargé de l'Economie et des Finances.

CHAPITRE IV - DISCIPLINE

Article 25 - En cas d'infraction aux dispositions du présent décret, le vétérinaire sanitaire s'expose aux sanctions suivantes, prises par le Préfet, sur proposition des services compétents de la Direction Départementale du Ministère chargé des Ressources animales :

- a/ l'avertissement ;
- b/ le retrait temporaire du mandat avec possibilité de rétablissement après instruction nouvelles ;
- c/ le retrait définitif du mandat.

En cas de cumul de mandats, le retrait temporaire ou définitif s'applique à l'ensemble des mandats.

Lorsque le Préfet prononce un retrait, celui-ci fait l'objet d'un arrêté publié comme il est prévu à l'article 7 du présent décret et communiqué au Président du Conseil National de l'Ordre des Vétérinaires.

CHAPITRE V - DISPOSITIONS FINALES

Article 26 - Des arrêtés du Ministre délégué auprès du Premier Ministre, chargé de l'Economie, des Finances et du Plan et du Ministre chargé de l'Agriculture et des Ressources animales préciseront les modalités d'application du présent décret.

Article 27 - Le Ministre de l'Agriculture et des Ressources animales et le Ministre délégué auprès du Premier Ministre, chargé de l'Economie, des Finances et du Plan sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent décret qui sera publié au Journal Officiel de la République de Côte d'Ivoire.

Fait à Abidjan, le.....

HENRI KONAN BEDIE

PREAMBULE

Article 1 - La présente loi définit, organise et réglemente les conditions d'exercice de la profession vétérinaire en Côte d'Ivoire.

CHAPITRE I - CONDITIONS GENERALES D'EXERCICE DE LA PROFESSION VETERINAIRE

Article 2 - Le titre professionnel de docteur vétérinaire est reconnu à toute personne ayant accompli un cycle complet d'études supérieures vétérinaires et obtenu un diplôme de docteur vétérinaire d'Etat ou d'Université, ou un diplôme équivalent reconnu par l'Etat de Côte d'Ivoire, lui conférant le droit d'exercer la médecine et la chirurgie des animaux.

Article 3 - La profession vétérinaire comporte les disciplines suivantes : la médecine, la chirurgie et la pharmacie des animaux ainsi que tout ce qui concerne directement ou indirectement la santé et la production animales.

Article 4 - L'exercice de la profession vétérinaire est soumis aux conditions suivantes :

- être de nationalité ivoirienne ;
- être muni du titre professionnel de docteur vétérinaire tel que défini à l'article 2 ci-dessus ;
- justifier d'une attestation d'inscription au tableau de l'Ordre et être en règle vis-à-vis de celui-ci.

Article 5 - Peuvent également exercer la profession vétérinaire en Côte d'Ivoire :

- les vétérinaires étrangers recrutés pour le compte exclusif de l'Etat ou d'organismes internationaux, sur contrat ou en vertu d'accords de coopération bi ou multilatéraux. La pratique libérale leur est interdite.
- les élèves des Ecoles Vétérinaires, pourvus d'une attestation établissant qu'ils ont subi avec succès les examens de fin de première année de clinique et au-delà, sont autorisés dans les conditions définies par le présent article, à pratiquer la médecine et la chirurgie des animaux en qualité d'assistants de vétérinaires exerçant régulièrement cette médecine et cette chirurgie.
- les auxiliaires d'élevage tels que définis à l'article 29 dans les conditions fixées à l'article 30 de la présente loi.

Article 6 - Le droit de prescription est attaché au titre professionnel de docteur vétérinaire tel que défini à l'article 2.

CHAPITRE II - EXERCICE DE LA PROFESSION VETERINAIRE DANS LE SECTEUR PUBLIC ET PARAPUBLIC

Article 7 - On appelle vétérinaire du secteur public ou parapublic, le docteur vétérinaire recruté par l'Etat en qualité de fonctionnaire et investi d'une fonction publique.

Parmi les docteurs vétérinaires exerçant dans le service public, il convient de distinguer :

- des vétérinaires fonctionnaires de l'Etat qui accomplissent le déroulement de leur carrière dans le service public ;
- des vétérinaires contractuels à temps complet ou à temps partiel, rémunérés à la vacation.

Article 8 - Les vétérinaires du secteur public et parapublic, fonctionnaires de l'Etat, doivent tout leur temps de service à l'Etat.

L'exercice d'une activité professionnelle privée à titre principal et personnel, même en dehors de leurs heures de service, leur est interdit sauf pour une tâche d'enseignement et après autorisation du Ministre chargé des Ressources animales ou lorsqu'ils sont requis, à titre personnel et en fonction de leur compétence par l'autorité judiciaire pour effectuer une expertise.

Article 9 - Les vétérinaires du secteur public et parapublic chargés des inspections, contrôles et surveillances prévus à l'article 23, sont commissionnés et/ou assermentés, conformément à la réglementation en vigueur.

Article 10 - L'inspection de la profession vétérinaire est exercée sous l'autorité du Ministère chargé des Ressources animales par les inspecteurs vétérinaires.

Article 11 - Les inspecteurs vétérinaires sont répartis dans les Directions régionales du Ministère chargé des Ressources animales compte tenu du nombre de vétérinaires exerçant dans la région. Ils sont tenus au secret professionnel.

Ils prêtent serment devant le tribunal civil de leur lieu de résidence.

Article 12 - Les inspecteurs de la profession vétérinaire doivent être munis du titre professionnel de docteur vétérinaire tel que défini à l'article 2.

Article 13 - Les inspecteurs vétérinaires ne peuvent exercer aucune autre activité professionnelle privée.

Article 14 - Les frais de toute nature, résultant du fonctionnement de l'inspection vétérinaire sont à la charge de l'Etat.

Article 15 - Les inspecteurs vétérinaires contrôlent dans les cabinets, les cliniques et les établissements de distribution de produits et médicaments à usage vétérinaire, l'exécution de toutes les prescriptions de lois et règlements se rapportant à l'exercice de la profession.

Ces contrôles s'adressent également à tous les établissements de toilettage, de dressage ou d'élevages d'animaux domestiques.

CHAPITRE III - EXERCICE DE LA PROFESSION VETERINAIRE DANS LE SECTEUR PRIVE

Article 16 - Le docteur vétérinaire salarié du secteur privé désigne celui qui exerce la profession vétérinaire telle que définie à l'article 2 ci-dessus au sein d'une entreprise, d'un groupement agréé, en tant que salarié à temps complet ou à temps partiel.

Son cadre d'exercice se limite à son entreprise, à la clientèle de son entreprise ou aux membres de son groupement.

Article 17 - Le docteur vétérinaire privé en clientèle désigne celui qui exerce la profession vétérinaire telle que prévue à l'article 2 ci-dessus pour son propre compte, ou au sein d'un groupe professionnel, chez le client, dans un cabinet, dans une clinique ou en tout autre lieu en cas d'urgence.

Article 18 - Le vétérinaire exerçant en clientèle privée est autorisé à percevoir des honoraires pour les actes médicaux et chirurgicaux pratiqués, même lorsque son intervention se limite à des conseils.

Article 19 - Il ne peut être fait mention dans les informations portées à la connaissance du public que des indications suivantes :

- vétérinaire à domicile ;
- cabinet vétérinaire ;
- clinique vétérinaire.

On appelle vétérinaire à domicile, celui qui exerce sa profession au domicile du client.

On appelle cabinet vétérinaire, l'ensemble des locaux qui comprennent au minimum : un lieu de réception et une pièce réservée aux examens et aux interventions médico-chirurgicales dans lesquels le docteur vétérinaire exerce ses activités.

On appelle clinique vétérinaire, un établissement comportant, en outre, une salle de chirurgie et des locaux destinés à l'hospitalisation, où est assurée la surveillance des animaux hospitalisés par un personnel qualifié et où les animaux reçoivent les soins nécessités par leur état.

Article 20 - L'exercice de la profession vétérinaire en clientèle privée est soumis à l'agrément préalable délivré par le Conseil National de l'Ordre. Les conditions et modalités de cet agrément seront fixées par voie réglementaire.

Article 21 - Tout docteur vétérinaire en clientèle privée se servant d'un pseudonyme pour des activités se rattachant à sa profession est tenu d'en faire la déclaration au Conseil de l'Ordre.

Article 22 - Le Conseil de l'Ordre statue sur les demandes de changement de résidence professionnelle ou d'aire d'activité, d'ouverture d'activité secondaire, ainsi que de reprise d'activité à la suite d'une sanction disciplinaire, dans les conditions fixées par voie réglementaire.

On appelle résidence professionnelle, le lieu d'implantation géographique du cabinet ou de la clinique vétérinaire. Elle est unique.

Article 23 - Toute personne autorisée à exercer la profession vétérinaire à titre privé est tenue de le faire personnellement. Toutefois, elle peut se faire assister ou remplacer par toute autre personne qualifiée conformément aux dispositions prévues à l'article 6 et à l'article 24.

Article 24 - Est considérée comme "assistant" toute personne qui, remplissant les conditions énumérées à l'article 5 alinéa 2, en dehors de la présence mais sous l'autorité d'un docteur vétérinaire, intervient, à titre médical ou chirurgical sur les animaux habituellement soignés par celui-ci, lequel continue à assurer la gestion de son cabinet ou de sa clinique.

Article 25 - Est considérée comme "remplaçant", toute personne de nationalité ivoirienne qui, remplissant les conditions de l'article 2 ci-dessus, soigne les animaux de la clientèle d'un docteur vétérinaire ayant cessé temporairement pour une cause quelconque, notamment d'absence ou de maladie, lequel continue d'assurer personnellement la gestion de son cabinet ou de sa clinique.

Les vétérinaires et docteurs vétérinaires qui veulent se faire assister ou remplacer doivent indiquer au Conseil d'Ordre le nom de leur remplaçant ou assistant.

Article 26 - Les vétérinaires installés en clientèle privée dans une même localité peuvent exercer leur profession soit en groupe dans le cadre d'associations soit au sein de sociétés civiles professionnelles.

Les groupes ou les sociétés civiles professionnelles doivent être inscrits à l'Ordre indépendamment de l'inscription individuelle de leurs membres.

Article 27 - Les modalités de constitution et de fonctionnement de ces associations et sociétés civiles professionnelles seront fixées par voie réglementaire.

Article 28 - L'exercice de la profession en clientèle privée à titre principal et personnel est incompatible avec la qualité de fonctionnaire, d'agent contractuel de l'Administration, ou de salarié en général.

Toutefois, en application de l'article 25, ils peuvent être appelés à remplacer un confrère momentanément empêché.

CHAPITRE IV - DES AUXILIAIRES D'ELEVAGE

Article 29 - Est considérée comme "auxiliaire" d'élevage, toute personne, titulaire d'un diplôme d'élevage de l'enseignement secondaire ou supérieur, reconnu par l'Etat.

Article 30 - L'auxiliaire exécute toutes les tâches qui peuvent lui être confiées aussi bien dans l'administration que dans le privé sous la responsabilité et le contrôle effectif et personnel d'un vétérinaire. Le vétérinaire est civilement responsable des actes posés par son auxiliaire.

Article 31 - L'auxiliaire ne peut se prévaloir d'aucune prérogative dans l'exercice privé de la profession vétérinaire.

Les actes professionnels autorisés à l'auxiliaire seront définis par voie réglementaire. Le droit de prescription lui est interdit.

CHAPITRE V - DU MANDAT SANITAIRE

Article 32 - Le mandat sanitaire désigne le contrat par lequel les actes accomplis dans le cadre des opérations de prophylaxie collective dirigée par l'Etat contre les maladies des animaux, de police sanitaire et d'inspection de denrées alimentaires animales ou d'origine animale dans une zone déterminée, peuvent être confiés à toute personne répondant aux conditions édictées aux articles 4 et 21 ci-dessus.

Article 33 - Les conditions d'attribution, d'exercice et de rémunération de ce mandat sanitaire sont précisées par voie réglementaire.

CHAPITRE VI - DEVOIRS ET OBLIGATIONS DES VETERINAIRES

Article 34 - Les vétérinaires exerçant, soit dans le secteur privé, soit dans le secteur public, sont tenus :

- au secret professionnel à l'égard des tiers et à la discrétion pour toute information obtenue dans le cadre de leur activité,
- aux dispositions statutaires de l'Ordre National des Vétérinaires de Côte d'Ivoire,

- au respect des dispositions du Code de Déontologie de la profession vétérinaire et de la loi sur la pharmacie vétérinaire.

CHAPITRE VII - EXERCICE ILLÉGAL DE LA PROFESSION VÉTÉRINAIRE ET USURPATION DE TITRE

Article 35 - Exerce illégalement la profession vétérinaire :

- Toute personne qui, ne remplissant pas les conditions prévues aux article 2 et 21, exerce habituellement ou transitoirement la profession vétérinaire (en matière médicale ou chirurgicale) même en présence d'un vétérinaire, donne des consultations, établit des diagnostics ou des expertises, délivre des prescriptions ou certificats, pratique des soins préventifs ou curatifs ou des interventions de convenance.
- Le vétérinaire qui, frappé de suspension ou d'interdiction, exerce l'art vétérinaire.

Article 36 - Toutefois, ne tombent pas sous le coup des dispositions relatives à l'exercice illégal des activités visées à l'article 36. Les interventions faites par :

- les élèves des Ecoles Nationales d'Élevage dans le cadre de l'enseignement dispensé par ces établissements dans les conditions fixées par la loi,
- les vétérinaires du secteur public et parapublic dans le cadre de leurs attributions,
- les propriétaires ou les détenteurs d'animaux de rapport qui pratiquent sur leurs propres animaux ou sur ceux dont ils ont la garde, dans le respect des dispositions légales ou réglementaires, et en particulier de celles qui régissent la protection animale, les soins et les actes d'usage courant, nécessaires à la bonne conduite de leur élevage,
- les laboratoires agréés par le Ministre chargé des Ressources animales pour la réalisation des examens concourant à l'établissement d'un diagnostic,
- les conditions d'agrément de ces laboratoires ainsi que la nature des examens seront fixées par voie réglementaire,
- les auxiliaires d'élevage tel que défini à l'article 30 dans le cadre de leur activité régulière au sein d'une clinique ou d'un cabinet tel que prévu à l'article 6, alinéa 2.

Article 37 - Usurpe le titre de Docteur vétérinaire ou de Vétérinaire toute personne qui fait précéder ou suivre son nom de la mention " Docteur Vétérinaire" ou "Vétérinaire" sans satisfaire aux conditions définies à l'article 2.

La présente loi fait un délit pénal de l'usurpation du titre de Vétérinaire et de Docteur Vétérinaire ou de ses attributs même lorsqu'elle ne s'accompagne pas d'exercice illégal.

L'usage du mot "vétérinaire" même comme adjectif est interdit à toute personne n'ayant pas le titre de Vétérinaire, ou à tout établissement n'appartenant pas à un Vétérinaire. Toutefois, un laboratoire qui fabrique des produits destinés à la médecine des animaux peut s'intituler "Laboratoire vétérinaire".

CHAPITRE VIII - DISPOSITIONS TRANSITOIRES ET FINALES

Article 38 - Les services du Ministère chargé des Ressources animales peuvent, après avis de l'Ordre des Vétérinaires, et s'ils sont sous la responsabilité et le contrôle effectif d'un vétérinaire, continuer à accomplir toutes les disciplines citées à l'article 3 ci-dessus, dans le cas où aucun vétérinaire privé n'a manifesté l'intention de desservir la zone concernée.

Cet exercice prend fin dès qu'un vétérinaire privé manifeste le désir de s'y installer ou d'y étendre son activité.

Article 39 - Les modalités d'application de la présente loi seront précisées par voie réglementaire.

Article 40 - Le Ministre chargé des Ressources animales, le Ministre chargé de l'Economie, des Finances et du Plan, le Ministre de la Fonction Publique, l'Ordre national des Vétérinaires sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'application de la présente loi qui sera enregistrée, publiée et communiquée partout où besoin sera.

RÉPUBLIQUE DE COTE D'IVOIRE
Union - Discipline - Travail

LOI N°..... DU..... RELATIVE A LA PHARMACIE VÉTÉRINAIRE

L'ASSEMBLÉE NATIONALE A ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI DONT LA TENUEUR SUIT :

TITRE I - DÉFINITIONS DU MÉDICAMENT VÉTÉRINAIRE

Article 1 - On entend par médicament vétérinaire toute substance ou composition possédant des propriétés curatives ou préventives à l'égard des maladies animales, ainsi que tout produit pouvant être administré à l'animal en vue d'établir un diagnostic médical ou de restaurer, corriger ou modifier ses fonctions organiques.

Article 2 - Sont considérés comme médicaments vétérinaires :

- le prémélange médicamenteux, préparé à l'avance et exclusivement destiné à la fabrication ultérieure d'aliments médicamenteux ;
- l'aliment médicamenteux, défini comme étant tout mélange d'aliment et de prémélange médicamenteux présenté pour être administré aux animaux sans transformation dans un but préventif ou curatif au sens de l'article premier de la présente loi ;
- tout produit antiparasitaire à usage vétérinaire ;
- les produits de diagnostic des maladies animales ;
- les produits de désinfection, utilisés en élevage ou prescrits dans le cadre de la lutte contre les maladies animales faisant l'objet d'une réglementation particulière ;
- les additifs à propriétés pharmacologiques, notamment les anticoccidiens, les antibiotiques ou les facteurs de croissance.

Article 3 - Le médicament préparé à l'avance est dit :

- préfabriqué lorsqu'il est présenté sous une forme pharmaceutique utilisable sans transformation ;
- spécialité pharmaceutique vétérinaire lorsqu'il est présenté sous un conditionnement particulier et caractérisé par une dénomination spéciale ;

Le médicament vétérinaire non préparé à l'avance mais en exécution d'une ordonnance qui en précise la formule détaillée est dit préparation extemporanée.

Article 4 - Les aliments médicamenteux, les produits de diagnostic et de désinfection visés à l'article 2 ci-dessus sont soumis à des conditions particulières d'autorisation de mise sur le marché, de distribution et d'utilisation.

Les conditions particulières ci-dessus visées sont fixées par voie réglementaire.

Article 5 - Ne sont pas considérés comme médicaments vétérinaires, les aliments supplémentés contenant certains additifs à faibles concentrations, sans qu'il soit fait mention de propriétés préventives ou curatives.

La composition, la destination, le mode d'utilisation et le taux maximum de concentration de ces substances sont fixés par voie réglementaire.

TITRE II - AUTORISATION DE MISE SUR LE MARCHÉ ET IMPORTATIONS

CHAPITRE I - AUTORISATION DE MISE SUR LE MARCHÉ

Article 6 - Exception faite des aliments médicamenteux, aucun médicament vétérinaire ne peut être délivré au public s'il n'a reçu au préalable une autorisation de mise sur le marché délivrée par les autorités compétentes, après avis d'une commission technique.

La composition et le fonctionnement de la commission et les modalités de délivrance de ladite autorisation sont précisés par voie réglementaire.

Article 7 - L'autorisation de mise sur le marché du prémélange médicamenteux comporte des conditions techniques que doit respecter le fabricant d'aliment médicamenteux, ainsi que les modalités d'emploi de cet aliment.

Article 8 - Toute demande d'autorisation de mise sur le marché d'un médicament vétérinaire est soumise au dépôt d'un dossier administratif et technique dont la composition est fixée par voie réglementaire.

Article 9 - L'avis de la commission prévue à l'article 6 ci-dessus est donné en tenant compte notamment des critères suivants :

- la conformité analytique quantitative et qualitative, l'efficacité thérapeutique, l'innocuité ;
- l'utilisation du médicament vétérinaire dans le cadre de la pathologie locale ;
- la preuve de l'autorisation de mise sur le marché du médicament vétérinaire dans son pays d'origine et les conditions de sa délivrance ;

- l'attestation de l'administration compétente du pays d'origine certifiant que le fabricant dispose effectivement d'une méthode de fabrication et de procédés de contrôle de nature à garantir la qualité du produit au stade de la fabrication en série, notamment pour les médicaments vétérinaires destinés à l'exportation ;
- le temps d'attente du médicament vétérinaire qui est le délai à observer entre l'administration du médicament à l'animal dans les conditions normales d'emploi et l'utilisation des denrées alimentaires provenant de cet animal. Il permet de garantir que ces denrées ne contiennent pas de résidus pouvant présenter des dangers pour la santé du consommateur.

La commission peut, le cas échéant, faire effectuer tout examen, analyse ou contrôle qu'elle juge nécessaires.

Article 10 - En cas d'urgence ou de nécessité, l'Autorité compétente peut autoriser l'usage de médicaments vétérinaires non encore agréés, sous le contrôle de la Direction des Services Pharmaceutiques ou de la Direction des Services Vétérinaires.

Article 11 - L'autorisation de mise sur le marché est délivrée pour une durée de cinq années. Elle est renouvelable par périodes quinquennales. Elle peut être suspendue ou supprimée à tout moment par les autorités compétentes, si les conditions prévues à l'article 9 ne sont plus remplies.

L'autorisation de mise sur le marché peut être refusée à un médicament vétérinaire de mêmes compositions qualitative et quantitative qu'un autre pour lequel le même fabricant a déjà obtenu une autorisation sous une autre dénomination.

Article 12 - Toute demande d'autorisation de mise sur le marché d'un médicament vétérinaire doit être accompagnée du paiement d'un droit fixe dont le montant, les modalités de perception et d'affectation sont fixés par voie réglementaire.

Les frais complémentaires pouvant résulter de l'instruction des demandes sont à la charge du pétitionnaire.

CHAPITRE II - IMPORTATIONS

Article 13 - L'importation de tout échantillon de médicament vétérinaire destiné à être soumis à la procédure d'autorisation de mise sur le marché, est subordonnée à une autorisation d'importation préalable délivrée par l'autorité compétente.

Article 14 - L'importation de tout médicament vétérinaire agréé est soumise à une autorisation préalable délivrée par l'autorité compétente.

Article 15 - A l'exception des **groupements d'éleveurs agréés**, les personnes physiques ou **morales**, définies aux articles 17 alinéa 2 et 26 ci-dessous, sont seules habilitées à importer des médicaments vétérinaires.

Article 16 - L'importation à des fins expérimentales de médicaments vétérinaires non encore autorisés fera l'objet d'une autorisation spéciale délivrée par l'autorité administrative compétente précisant notamment la quantité à importer, la destination du produit et les conditions générales de l'expérimentation.

TITRE III - PRÉPARATION INDUSTRIELLE, VENTE ET DISTRIBUTION EN GROS ET AU DÉTAIL

CHAPITRE I - PRÉPARATION INDUSTRIELLE ET DISTRIBUTION EN GROS

SECTION I - DES FABRICANTS ET DES DISTRIBUTEURS EN GROS

Article 17 - On entend par :

- fabricant de médicaments vétérinaires : tout docteur en pharmacie, tout docteur vétérinaire ou toute société, propriétaire d'un établissement de préparation tel que mentionné à l'article 21 ci-après et se livrant, en vue de la vente en gros, à la préparation totale ou partielle de médicaments vétérinaires ;
- distributeur en gros de médicaments vétérinaires : tout docteur en pharmacie, tout docteur vétérinaire ou toute société, propriétaire d'un établissement de vente en gros **tel que mentionné à l'article 21 ci-dessous** et se livrant à l'achat et à l'importation en vue de la vente en l'état, de médicaments vétérinaires **aux personnes et organismes mentionnés à l'article 26 ci-après**.

Article 18 - Le fabricant de médicaments vétérinaires ne peut vendre qu'aux distributeurs en gros.

Le distributeur en gros ne peut pas vendre au détail.

Article 19 - La distribution des médicaments vétérinaires par les **structures du secteur public et parapublic**, pour leurs besoins propres, est placée sous la responsabilité d'un docteur en pharmacie ou d'un docteur vétérinaire.

Article 20 - Les fonctions de docteur en pharmacie ou de docteur vétérinaire mentionnées aux articles 17, 21 et 23 de la présente loi sont incompatibles avec la tenue d'une officine ou avec l'exercice en clientèle privée et la vente au détail des médicaments vétérinaires.

SECTION II - DES ÉTABLISSEMENTS DE FABRICATION, D'IMPORTATION, DE VENTE ET DE DISTRIBUTION EN GROS

Article 21 - Tout établissement de préparation, **de vente en gros ou de distribution en gros** de médicaments vétérinaires doit être la propriété d'un docteur en pharmacie, d'un docteur vétérinaire ou d'une société à la direction générale ou à la direction technique de laquelle participe un docteur en pharmacie ou un docteur vétérinaire dans les conditions fixées par voie réglementaire.

Les établissements assurant la fabrication d'aliments médicamenteux ne sont pas tenus à cette obligation. Toutefois, lorsqu'ils n'y souscrivent pas, les contrôles de la fabrication et de la distribution desdits aliments sont assurés obligatoirement par un docteur en pharmacie ou un docteur vétérinaire.

Dans tous les cas, les docteurs en pharmacie ou docteurs vétérinaires sont personnellement responsables de l'application des dispositions législatives et réglementaires relatives aux médicaments vétérinaires, sans préjudice, le cas échéant, de la responsabilité solidaire de la société.

Article 22 - Le docteur en pharmacie ou le docteur vétérinaire responsable d'un établissement de fabrication doit, en outre, justifier d'une expérience pratique de trois ans au moins.

Article 23 - Lorsqu'un établissement comprend une ou plusieurs succursales, la direction technique de chacune d'elles doit être assurée par un docteur en pharmacie ou un docteur vétérinaire (conditions fixées à l'article 6 par le C.E.S.).

Article 24 - Les établissements et leurs succursales mentionnés aux articles 21 et 23 ci-dessus doivent faire l'objet d'une autorisation administrative d'ouverture dont les modalités sont fixées par voie réglementaire.

Cette autorisation peut être suspendue ou supprimée en cas d'infraction à la présente loi et des textes pris pour son application.

Article 25 - Les établissements mentionnés aux articles 21 et 23 ci-dessus ne sont pas autorisés à délivrer les médicaments vétérinaires au détail.

Toutefois, les aliments médicamenteux peuvent être délivrés directement aux éleveurs sur prescription d'un docteur vétérinaire.

CHAPITRE II - VENTE ET DISTRIBUTION AU DÉTAIL

Article 26 - Seuls peuvent préparer extemporanément, détenir en vue de leur cession aux utilisateurs et délivrer au détail les médicaments vétérinaires à titre gratuit ou onéreux :

- les docteurs en pharmacie titulaires d'une officine ;
- les docteurs vétérinaires inscrits au tableau de l'Ordre, sans toutefois qu'ils aient le droit de tenir officine ouverte, dans le cadre de leur clientèle, de leur activité au sein des groupements d'éleveurs ou de leurs cabinets secondaires ;
- les docteurs vétérinaires des services vétérinaires de l'Etat et les agents intervenant sous leur contrôle, en ce qui concerne les médicaments nécessaires à la mise en oeuvre des prophylaxies **obligatoires** dirigées par l'Etat.

La même faculté est accordée aux docteurs vétérinaires enseignants titulaires et aux chefs des services de pharmacie et de toxicologie des écoles nationales vétérinaires pour le traitement des animaux admis en consultation ou hospitalisés.

Dans le cadre de la mise en oeuvre des programmes sanitaires dont l'exécution est placée sous la surveillance et la responsabilité effectives d'un docteur vétérinaire, les groupements d'éleveurs peuvent être agréés pour la vente au détail à leurs adhérents de médicaments vétérinaires nécessaires à la réalisation de ces programmes. Les conditions d'agrément des groupements sont fixées par voie réglementaire.

Article 27 - En matière de délivrance au détail, on distingue :

- les médicaments ne présentant pas de danger réel pour l'animal, l'utilisateur ou le consommateur ;
- les médicaments vétérinaires présentant un danger pour l'animal, l'utilisateur ou le consommateur, en particulier ceux qui contiennent les substances visées à l'article 28 ci-dessous ; leur délivrance à titre gratuit ou onéreux est subordonnée à la rédaction, par un docteur vétérinaire, d'une ordonnance qui sera remise à l'utilisateur.

Article 28 - Des obligations particulières sont édictées par voie réglementaire pour l'importation, la fabrication, la détention, la vente ou la cession à titre gratuit ou onéreux des substances suivantes :

- en matières virulentes et produits d'origine microbienne destinés au diagnostic, à la prévention et au traitement des animaux ;
- substances d'origine organique destinées aux mêmes fins à l'exception de celles qui ne renferment que des principes chimiquement connus ;
- oestrogènes et anabolisants hormonaux ;
- substances toxiques et vénéneuses ;

- produits susceptibles de demeurer à l'état de résidus toxiques ou dangereux dans les denrées alimentaires d'origine animale ;
- produits dont les effets sont susceptibles d'être à l'origine d'une contravention à la législation sur les fraudes ;
- produits susceptibles d'entraver le contrôle sanitaire des denrées provenant des animaux auxquels ils ont été administrés.

Article 29 - Il est interdit de solliciter auprès du public des commandes de médicaments vétérinaires par l'entremise de courtiers ou par tout moyen et de satisfaire de telles commandes.

Il est en outre interdit à toute personne, à l'exception des docteurs vétérinaires dans l'exercice de leur art, de vendre des médicaments vétérinaires à domicile.

La cession à titre gratuit ou onéreux de médicaments vétérinaires est interdite sur la voie publique, dans les foires, marchés et manifestations publiques, à toute personne, même titulaire du diplôme de docteur en pharmacie ou de docteur vétérinaire.

TITRE IV - DISPOSITIONS GÉNÉRALES

Article 30 - Seuls les docteurs vétérinaires inscrits au tableau de l'Ordre et les laboratoires vétérinaires agréés par l'autorité administrative compétente ont le droit de détenir les préparations destinées au diagnostic, à la prévention et au traitement des maladies réputées légalement contagieuses et d'en faire usage dans les conditions déterminées par voie réglementaire.

Article 31 - Les docteurs vétérinaires des services vétérinaires de l'Etat et les agents intervenant sous leur contrôle peuvent également distribuer les médicaments autres que ceux nécessaires à la mise en oeuvre des prophylaxies obligatoires, au cas où aucun docteur vétérinaire du secteur privé ou aucun groupement d'éleveurs agréé n'est en mesure d'assurer ce service.

Article 32 - Un docteur vétérinaire peut être amené à prescrire pour le traitement des animaux de compagnie, des médicaments autorisés et préparés pour l'usage humain. Lorsque le docteur en pharmacie délivre ces produits, il doit écrire sur l'emballage "usage vétérinaire" et rendre les vignettes inutilisables.

Article 33 - Toute exclusivité de vente de médicaments vétérinaires au bénéfice d'une ou plusieurs catégories de revendeurs est interdite.

Article 34 - La publicité concernant les médicaments vétérinaires et les établissements mentionnés aux articles 21 et 23 ci-dessus n'est autorisée que sous certaines conditions fixées par voie réglementaire.

Article 35 - Les médicaments vétérinaires déjà commercialisés à la date de promulgation de la présente loi pourront continuer à être mis sur le marché, jusqu'à ce que l'administration ait statué sur leur cas. Un délai d'une année à compter de la date de promulgation de la présente loi est accordé aux responsables de leur commercialisation afin qu'ils satisfassent aux dispositions des articles 6, 7 et 8 ci-dessus.

Article 36 - Un délai d'une année, à compter de la date de promulgation de la présente loi, est accordé aux propriétaires des établissements déjà existants, afin de se conformer aux nouvelles dispositions.

Les intéressés sont autorisés à poursuivre leurs activités jusqu'à ce que l'administration ait statué sur leur cas, en application des dispositions prévues à l'article 24 ci-dessus.

TITRE V - INSPECTIONS, DISPOSITIONS PÉNALES ET MESURES ADMINISTRATIVES

CHAPITRE I - INSPECTIONS

Article 37 - La surveillance administrative et technique des activités soumises à la présente loi et des textes pris pour son application est assurée concurremment par les pharmaciens inspecteurs, les vétérinaires inspecteurs et les agents de la répression des fraudes dans l'exercice de leurs fonctions.

Article 38 - Les pharmaciens inspecteurs et les vétérinaires inspecteurs assermentés ont la qualité de police judiciaire pour la recherche et la constatation des infractions. Ils contrôlent :

- les établissements exploités par les personnes physiques ou morales ;
- les médicaments vétérinaires ;
- les denrées alimentaires d'origine animale en vue de la recherche de résidus médicamenteux, dangereux ou toxiques.

Article 39 - Les autres agents assermentés et prévus par la loi n° 63-301 du 26 juin 1963 sont tenus de transmettre au Ministère chargé des Ressources animales leurs procès-verbaux de constatation des infractions à la présente loi ainsi que les produits saisis.

Article 40 - Dans tous les litiges relatifs aux dispositions de la présente loi, les rapports et avis des pharmaciens inspecteurs et des vétérinaires inspecteurs assermentés tiennent lieu de rapports d'experts jusqu'à inscription de faux.

Article 41 - Les procès-verbaux constatant les infractions à la présente loi et les produits saisis, sont transmis au Procureur de la République ou au Juge de section territorialement compétent et les personnes arrêtées, déférées à parquet.

Article 42 - Les autorités civiles et militaires sont tenues de prêter main-forte aux inspecteurs assermentés à la première réquisition.

CHAPITRE II - DISPOSITIONS PÉNALES

Article 43 - Sera puni d'une amende de 25 000 à 50 000 francs et d'un emprisonnement de 5 à 15 jours ou de l'une de ces deux peines seulement, quiconque :

- dissimule des produits vétérinaires aux inspecteurs ;
- délivre sans prescription vétérinaire, les médicaments contenant les substances énumérées à l'article 28 ci-dessus ;
- fait la publicité des médicaments vétérinaires sans se conformer à la réglementation en vigueur.

Article 44 - Sera puni d'une amende de 50 000 à 100 000 francs et d'un emprisonnement de 15 jours à un mois ou de l'une de ces deux peines seulement, quiconque :

- titulaire d'une autorisation, ne se conforme pas dans les 15 jours aux instructions des inspecteurs ;
- importe des médicaments vétérinaires sans l'autorisation préalable prévue aux articles 13, 14 et 16 ci-dessus ;
- vend, distribue ou utilise les aliments médicamenteux, les produits de diagnostic et de désinfection visés à l'article 2 ci-dessus, sans se conformer aux dispositions de la présente loi ;
- fabrique des aliments médicamenteux à partir de prémélanges n'ayant pas été autorisés ;
- fabrique des aliments supplémentés à partir des additifs dont la concentration est supérieure au maximum autorisé ;
- ne faisant pas partie des personnes, groupements ou services visés à l'article 26 ci-dessus, détient ou délivre des médicaments vétérinaires au détail ;
- se livre occasionnellement ou habituellement, sans autorisation, à la distribution d'aliments médicamenteux ou de médicaments vétérinaires.

Article 45 - Sera puni d'une amende de 100 000 à 500 000 francs et d'un emprisonnement de 1 à 3 mois ou de l'une de ces deux peines seulement, quiconque :

- s'oppose à l'inspection des lieux ou au contrôle des produits vétérinaires ;

- refuse de présenter les documents exigés par les inspecteurs ;
- importe ou distribue des médicaments vétérinaires n'ayant pas encore reçu l'autorisation de mise sur la marché ;
- propriétaire d'un établissement au sens des articles 21 et 23 ci-dessus, continue, un an après la promulgation de la présente loi, ses activités sans se conformer aux nouvelles dispositions ;
- aura, un an après la promulgation de la présente loi, continué la commercialisation des médicaments vétérinaires non encore agréés, conformément aux dispositions de l'article 34 ci-dessus ;
- n'étant pas habilité au sens de l'article 30 ci-dessus, détient ou utilise les produits de diagnostic, de prévention et de traitement des maladies légalement contagieuses.

Article 46 - Sera puni d'une amende de 500 000 à 1 000 000 francs et d'un emprisonnement de 3 à 6 mois ou de l'une de ces deux peines seulement, quiconque :

- loue, prête ou cède son autorisation à un tiers ;
- ne porte pas à la connaissance de l'autorité compétente, tout accident ou toute cause de danger identifié dans la fabrication ou la distribution d'aliments médicamenteux ou de médicaments vétérinaires ;
- titulaire d'une autorisation, ne se conforme pas dans les 15 jours aux injonctions des inspecteurs, relatives aux mesures de sécurité et de la préservation de l'environnement ;
- titulaire d'une autorisation de fabrication ou de distribution en gros, se livre la vente au détail des médicaments vétérinaires ;
- faisant partie des personnes, groupements ou services cités à l'article 26 ci-dessus, distribue en gros des médicaments vétérinaires ;
- se livre occasionnellement ou habituellement à la fabrication d'aliments médicamenteux ou de médicaments vétérinaires, autres que ceux prévus par son autorisation ;
- exerce des violences ou voies de fait sur les inspecteurs dans l'exercice ou à l'occasion de leur profession ;
- ayant une autorisation administrative suspendue ou supprimée, continue d'exploiter son établissement.

Article 47 - Sera puni d'une amende de 1 000 000 à 2 500 000 et d'un emprisonnement de 6 à 24 mois ou de l'une de ces deux peines seulement, quiconque :

- donne sciemment des renseignements inexacts en vue d'obtenir une autorisation ;
- se livre à la fabrication ou à la distribution d'aliments médicamenteux ou de médicaments vétérinaires interdits en République de Côte d'Ivoire ;
- ne tient pas régulièrement à jour, dans les conditions prévues par les règlements, les divers registres de nomenclature, des stocks des aliments médicamenteux ou lots de médicaments vétérinaires ;
- falsifie ou modifie d'une façon quelconque une autorisation.

Article 48 - La tentative et la complicité sont punissables.

Les dispositions des articles 117 et 133 du Code Pénal relatives aux circonstances atténuantes et au sursis ne sont pas applicables aux infractions prévues par la présente loi.

CHAPITRE III - MESURES ADMINISTRATIVES

Article 49 - En cas d'infraction commise par les docteurs en pharmacie ou les docteurs vétérinaires, les sanctions disciplinaires inscrites dans les codes de Déontologie respectifs seront, en outre, appliquées.

Article 50 - Dans tous les cas d'infraction, l'autorité compétente peut transiger à tout moment et requérir en cas de condamnation :

- la suspension provisoire pendant un an au maximum ou l'annulation de l'autorisation ;
- la fermeture temporaire pendant un an au maximum ou définitive, de toute officine, de toute société ou de tout établissement relevant de la présente loi ;
- la confiscation générale ou spéciale au bénéfice de l'Etat, des matériels et produits ayant servi commettre l'infraction ;
- l'affichage de la décision de condamnation au lieu de l'infraction et au chef-lieu de département ou de sous-préfecture dudit lieu pendant trois mois ;
- la publication de la condamnation dans trois quotidiens paraissant en République de Côte d'Ivoire, trois fois successivement aux frais du ou des condamnés ;
- l'interdiction de séjour ou de paraître, conformément aux dispositions des articles 80 et suivants du Code Pénal.

Article 51 - Toutes dispositions antérieures contraires à la présente loi sont abrogées.

Article 52 - La présente loi sera publiée au Journal Officiel de la République de Côte d'Ivoire et exécutée comme loi de l'Etat.

Fait à Abidjan, le.....

PROJET DE LOI

CHAPITRE I - DOMAINE D'APPLICATION ET DÉFINITIONS

SECTION I - DOMAINE D'APPLICATION

Article 1 - La présente loi et les textes pris pour son application concernent :

- les denrées animales et d'origine animale, susceptibles d'être livrées au public en vue de leur consommation par l'homme ou par les animaux, que cette livraison ait lieu en l'état ou après transformation ou mélange avec d'autres denrées alimentaires, additifs ou ingrédients ;
- la manipulation des denrées animales et d'origine animale, à tous les stades de leur production, importation et exportation, stockage, transformation, transport et distribution sur les lieux de vente et dans les établissements de restauration collective ;
- les règles d'hygiène auxquelles doivent être soumis les personnels, les locaux et les équipements traitant les denrées animales et d'origine animale ;
- les règles administratives fixant l'organisation du contrôle officiel des denrées animales et d'origine animale ainsi que leurs conditions de production, de transformation et de distribution.

SECTION II - DÉFINITIONS

Article 2 - Dans la présente loi, le terme denrées animales désigne les denrées animales et d'origine animale.

Article 3 - On entend par consigne, l'opération administrative visant à l'interdiction temporaire du libre usage d'une denrée animale en vue d'en compléter l'examen de salubrité.

On entend par saisie, l'opération administrative interdisant le libre usage d'une denrée animale et ayant pour conséquence soit son retrait définitif de la consommation humaine, soit son retrait temporaire de la consommation permettant de lui faire subir un traitement approprié dit d'assainissement avant de la remettre dans le circuit commercial.

CHAPITRE II - CONTRÔLE OFFICIEL ET INSPECTION SANITAIRE ET QUALITATIVE.

Article 4 - Toutes les denrées animales sont soumises à un contrôle officiel de l'hygiène à tous les stades de leurs manipulations.

Ce contrôle vise à s'assurer qu'une denrée animale est propre à la consommation.

Il s'exerce sur l'ensemble des installations, équipements et procédés qui concourent au traitement des denrées animales et d'origine animale de la production à la consommation.

En outre, certaines denrées animales ne peuvent être livrées à la consommation qu'après avoir subi dans le cadre de ce contrôle officiel, une inspection sanitaire et qualitative destinée à s'assurer qu'elles sont propres à cet usage.

L'autorité administrative précisera :

- les prescriptions techniques, normes de salubrité et dispositions applicables aux denrées animales, aux établissements où elles sont manipulées et aux véhicules utilisés pour leurs transports ;
- les modalités d'exécution du contrôle et de l'inspection sanitaire et qualitative.

Article 5 - Les missions de contrôle officiel et d'inspection sanitaire et qualitative définies à l'article 4 ci-dessus sont assurées par des vétérinaires inspecteurs assistés de techniciens ayant reçu une formation spécifique relevant de l'autorité administrative compétente ou agissant pour le compte de ladite autorité au terme d'un mandat spécifique, qu'ils soient fonctionnaires, contractuels ou vacataires.

Article 6 - Avant d'entrer en fonctions, les agents sus-cités prêtent devant le Tribunal le serment suivant :

"Je jure d'exercer mes fonctions dans le respect des lois et règlements avec rigueur et probité".

Le serment leur confère la qualité d'officier de police judiciaire dans leur mission d'inspection.

Article 7 - Les dispositions de la présente loi ne font pas obstacle à l'exercice des fonctions d'inspection dont disposent d'autres agents de l'Etat dans le cadre de leurs compétences propres.

Article 8 - Les agents visés à l'article 5 ci-dessus ont libre accès de jour comme de nuit aux marchés d'animaux, aux abattoirs, aux véhicules de transports et à tous lieux où sont travaillées, transformées ou manipulées, entreposées, stockées ou offertes à la vente les denrées visées à l'article premier.

Ils sont habilités à :

- interdire ou retarder l'abattage, la mise en vente ou l'importation d'animaux et de denrées suspects de présenter des risques pour la santé des hommes ou des animaux ;

- procéder à des prélèvements d'échantillons en vue d'analyse de laboratoire ;
- saisir des denrées reconnues impropres à la consommation, en ordonner la destruction, en déterminer les utilisations particulières possibles ou en définir les modalités d'assainissement ;
- proposer aux autorités compétentes la fermeture provisoire ou définitive d'établissements dont les installations et le fonctionnement présentent des dangers graves pour la santé publique.

Ils ne peuvent avoir aucune responsabilité ni intérêt dans les établissements qui traitent des denrées d'origine animale.

CHAPITRE III - OBLIGATIONS DES GESTIONNAIRES DES ETABLISSEMENTS OU SONT MANIPULES DES DENRÉES ANIMALES ET DES TRANSPORTEURS DE DENRÉES ANIMALES

Article 9 - Les propriétaires d'abattoirs ou d'établissements traitant des denrées animales et les transporteurs de denrées animales sont tenus au paiement d'une redevance sanitaire destinée au financement du contrôle et des inspections sanitaires et qualitatives prévus par la présente loi.

L'assiette et les taux de cette redevance sont fixés par l'annexe à la présente loi.

Article 10 - Le produit de la redevance est affecté à un fonds destiné au financement des activités concernées par la présente loi.

Les modalités de gestion de ce fonds seront fixées par décret.

Article 11 - Les établissements d'abattage et de traitement des denrées animales et d'origine animale sont soumis à un agrément sanitaire délivré dans des conditions fixées par décret, sans préjudice des formalités à accomplir au titre de la législation relative aux établissements classés.

CHAPITRE IV - DISPOSITIONS PÉNALES

Article 12 - Est puni d'une amende de 10 000 à 50 000 francs quiconque :

- livre à la vente une denrée animale exposée aux insectes et intempéries,
- utilise du matériel inadéquat ou souillé pour la manipulation des denrées animales,
- n'a pas exécuté les instructions relatives à l'hygiène à lui prescrites au cours d'une inspection,

- requis par un agent assermenté refuse de prêter son concours à une inspection sanitaire et qualitative.

Article 13 - Est puni d'une amende de 25 000 à 100 000 francs et d'un emprisonnement de 8 jours au maximum ou de l'une des deux peines seulement, quiconque :

- s'oppose d'une manière quelconque à l'inspection sanitaire et qualitative,
- ne présente pas à première réquisition tout document administratif ou sanitaire,
- ne soumet pas périodiquement le personnel à une visite médicale,
- fait subir des souffrances inutiles aux animaux à abattre sans préjudice des dispositions des articles 433 et 434 du Code pénal.

Article 14 - Est puni d'une amende de 50 000 à 250 000 francs et d'un emprisonnement de 15 jours au maximum ou de l'une des deux peines seulement, quiconque :

- dissimule ou soustrait tout ou partie des denrées animales soumises aux dispositions de la présente loi et aux textes réglementaires pris pour son application,
- souffrant d'une maladie contagieuse, manipule des denrées animales,
- livre à la consommation publique, à titre onéreux ou gratuit, des denrées animales non préalablement soumises à une inspection sanitaire et qualitative.

Article 15 - Est puni d'une amende de 150 000 à 1 000 000 francs et d'un emprisonnement de 1 à 3 mois ou de l'une des deux peines seulement, quiconque :

- livre à la vente des denrées animales consignées ou saisies dont il est constitué gardien,
- exporte des denrées animales non préalablement soumises à une inspection sanitaire et qualitative,
- livre à la consommation des denrées animales importées non soumises au préalable à une inspection sanitaire et qualitative,
- procède à des abattages clandestins,
- appose une estampille ou marque de salubrité falsifiée sur toute ou partie de denrée animale sans préjudice des dispositions des articles 287 et suivants du Code pénal,
- dissimule des denrées animales non inspectées dans des denrées déjà inspectées,

- ne respecte pas les prescriptions réglementaires relatives aux déclarations d'activité, au programme d'hygiène et à la nomination d'un responsable de l'hygiène au sein de son établissement,
- exerce des violences et voie de fait sur les agents assermentés dans l'exercice de leurs fonctions.

Article 16 - Est puni d'une amende de 250 000 à 5 000 000 francs et d'un emprisonnement de 3 à 6 mois, quiconque :

- porte des coups et fait des blessures ayant entraîné une incapacité temporaire de travail de plus de 10 jours à un agent assermenté dans l'exercice de ses fonctions,
- livre à la consommation des denrées animales importées impropres à la consommation humaine et animale.

Article 17 - Dans tous les cas et à la requête du service vétérinaire d'hygiène alimentaire, il peut être prononcé :

- la confiscation des denrées animales incriminées,
- la destruction des denrées animales au frais de l'auteur de l'infraction,
- la fermeture provisoire de 3 à 6 mois maximum ou de la fermeture définitive de l'établissement incriminé.

Article 18 - Les procès verbaux de constat des infractions sont transmis par voie administrative pour saisie de la juridiction compétente.

ANNEXE 4

AVANT-PROJET DE LOI DE CODIFICATION

Visas... ¹

Article 1 - Est institué en République de Côte d'Ivoire, un Code de Ressources animales dont la teneur (partie législative) figure en annexe de la présente loi.

Article 2 - Le système de codification adopté pour la partie législative sera étendu pour la codification de la partie réglementaire et pour les arrêtés de portée générale.

Article 3 - Sont abrogées les lois ci-après désignées et reprises au Code des Ressources animales :

-
-
-
- ...

Article 4 - Dans l'attente de l'adoption de la partie réglementaire (R - décrets) et des arrêtés de portée générale (A.), demeurent valides toutes les dispositions de niveau réglementaire, adoptées et promulguées antérieurement, qui lui sont de ce fait rattachées.

Article 5 - Sont abrogées toutes dispositions antérieures contraires relevant du niveau de la loi dans les domaines traités spécifiquement au présent Code des Ressources animales.

Article 6 - La présente loi sera exécutée comme loi d'Etat.

Date

Signature ¹

¹ Selon les formes prescrites en République de Côte d'Ivoire

ANNEXE 5 - CODE DES RESSOURCES ANIMALES**TITRE 1 - DISPOSITIONS GÉNÉRALES**

Article L10.1 - Il est établi un Code des Ressources animales qui rassemble toutes les dispositions relatives aux animaux, à leurs produits et, de façon générale, à la Santé Publique vétérinaire.

Article L10.2 - Sont visés notamment dans le présent Code, le cas échéant par renvoi à d'autres Codes ou lois :

- la production des animaux de rente ou de compagnie, y inclus leur alimentation ;
- la reproduction ;
- l'amélioration des productions animales ;
- la circulation des animaux, y inclus les problèmes posés par le pacage et l'abreuvement ;
- le commerce extérieur et intérieur des animaux et des produits animaux, dans leurs particularités sanitaires ;
- la surveillance de la santé des animaux et la lutte contre les maladies animales transmissibles à l'homme ou préjudiciables à l'économie du pays ;
- la privatisation et l'organisation de la profession vétérinaire ;
- la pharmacie vétérinaire ;
- la sauvegarde de l'environnement naturel des animaux ;
- l'hygiène et le contrôle sanitaire et qualitatif des produits issus des animaux, en particulier quand ils sont destinés à l'alimentation humaine ou animale ;
- la protection des animaux contre les actes de cruauté et les mauvais traitements.

Article L10.3 - Le Code des Ressources animales s'applique sur la totalité du territoire de la République de Côte d'Ivoire.

Article L10.4 - Il donne une base juridique aux méthodes destinées à promouvoir la santé publique vétérinaire et, de là, à améliorer les productions animales en quantité et en qualité.

Il ne méconnaît pas pour autant les inspirations techniques traditionnelles et les méthodes ancestrales de résolution des conflits ou de lutte contre les difficultés naturelles

ou structurelles, chaque fois que cela s'avère susceptible d'apporter ou d'appuyer le développement recherché.

Article L10.5 - En cas de conflit de lois, le présent Code, par lui-même ou quand il renvoie à d'autres textes, l'emporte, s'agissant du champ d'application déterminé à l'article L10.2.

TITRE 2 - GARDE DES ANIMAUX

Article L20.1 - Le présent titre rassemble les dispositions relatives à la propriété des animaux et à la responsabilité des propriétaires d'animaux.

Chapitre 1er - Propriété des animaux

Article L21.1 - Tout propriétaire d'animal conserve son droit de propriété où que se situe l'animal s'il l'a marqué par un procédé reconnu par l'usage, sous réserve que la marque ait été déposée préalablement au ministère chargé des Ressources Animales.

Il en est de même si le marquage est effectué, à titre exclusif ou conjoint avec le précédent, selon un procédé agréé par le même Ministère.

Articles L21.2 à L21.n - Dispositions de nature législative nécessaires pour servir de base aux décrets en projet (voir Rapport 5.4) et pour développer l'article précédent.

Chapitre 2 - Responsabilité du propriétaire

Article L22.1 - Le propriétaire d'un animal est présumé responsable, jusqu'à preuve du contraire, des préjudices causés à la personne ou aux biens d'autrui, que l'animal soit ou non sous sa surveillance.

Article L22.2 - Quand un propriétaire confie les animaux à un gardien ou à un berger qui, du fait de l'éloignement ou de toute autre circonstance, ne se trouve plus placé sous son autorité directe, le gardien des animaux peut être reconnu par le Tribunal, solidairement responsable des dommages causés à des tiers.

Article L22.3 - La responsabilité pénale du propriétaire ou du gardien est engagée lorsqu'il est prouvé qu'il a agi avec volonté de nuire ou commis des fautes ou des négligences graves ayant été à l'origine des préjudices.

Article L22.4 - Le détenteur d'un animal, dont la propriété est contestée ou se trouve indéterminée exerce les responsabilités édictées au présent chapitre jusqu'à la restitution au propriétaire.

TITRE 3 - PRODUCTION ANIMALE

Article L30.1 - Le présent titre est consacré aux conditions de production des animaux et de tous les avantages, produits ou services qu'on est en droit d'en attendre.

Chapitre 1er - Alimentation - fourrages

Article L310.1 - Le présent chapitre est consacré à l'alimentation des animaux à partir des pacages naturels et parcours pastoraux, ainsi que des fourrages cultivés ou des aliments spécifiques.

Section 1 - Parcours pastoraux

Article L311.1, et éventuellement, **articles 311.2 à 311.n** - Dispositions relatives aux parcours pastoraux à développer ici, ou à renvoyer à un Code (ou une loi) pastoral.

Section 2 - Fourrages et aliments spécifiques

Article L312.1 - Les aliments et fourrages à destination des animaux ne peuvent être admis à l'importation qu'après autorisation du Ministère des Ressources animales, qui fait réaliser des contrôles de conformité par sondages significativement représentatifs.

Les analyses et consultations sont réalisées aux frais de l'importateur.

L'application du présent article sera précisée par voie réglementaire.

Article L312.2 - Les aliments destinés à la consommation humaine, mais devenus inconsommables ou périmés, ainsi que certains aliments retirés de la consommation humaine peuvent être livrés aux animaux.

Cette livraison n'est admise que sous contrôle du Ministère chargé des Ressources animales. Les services font réaliser s'il y a lieu les examens nécessaires, solidairement aux frais du vendeur et de l'acheteur.

Les conditions d'éligibilité à cette utilisation et toutes modalités d'application du présent article sont précisées par arrêté du Ministère chargé des Ressources animales.

Chapitre 2 - Groupements d'éleveurs

Article L32.1 - Les groupements d'éleveurs répondent au statut général de la coopération. Ils sont agréés par le Ministère chargé des Ressources animales, selon des modalités à préciser par voie réglementaire.

Article L32.2 - Les objectifs des groupements d'éleveurs sont prioritairement :

- la formation et l'amélioration de la capacité de leurs membres ;
- l'organisation et le suivi des programmes concertés de lutte contre les maladies (groupements de défense sanitaire) ;
- la recherche d'avantages financiers concernant l'acquisition d'intrants d'élevage.

Article L32.3 - Toutes les activités des groupements d'éleveurs doivent demeurer conformes aux lois et règlements en vigueur, en particulier en matière de lutte contre les maladies animales, la pratique des soins aux animaux, la prévention des maladies animales.

Du point de vue technique, les groupements d'éleveurs sont placés sous l'exclusif contrôle du Ministre chargé des Ressources animales, sauf en matière de médicaments vétérinaires ou le contrôle s'exerce en liaison conjointe avec le Ministère chargé de la Santé publique.

Article L32.4 - Les conditions d'application du présent chapitre, notamment en matière d'agrément des groupements d'éleveurs sont déterminées par décret.

Chapitre 3 - Production des jeunes

Article L330.1 - Le présent chapitre traite des questions de sélection, livres généalogiques, génétique, reproduction, insémination naturelle et artificielle, transplantations embryonnaires et autres techniques qui sont, ou envisagent d'être, mises en oeuvre dans le pays en vue de la production des jeunes animaux.

Section I - Livres généalogiques

Articles 332.1 à 331.n

Section II - Insémination artificielle

Articles 332.1 à 332 n - ... etc. et uniquement en fonction des nécessités : pour l'heure, on en reste à l'article 330.1 qui ouvre le champ.

TITRE 4 - CIRCULATION DES ANIMAUX

Article L40.1 - Objet du titre. Le présent titre traite des échanges sur des animaux par vente, don, troc ou de toute autre manière et par conséquent des effets de leur circulation à l'intérieur comme à l'entrée ou à la sortie du pays.

Article L40.2 - Pour toutes les questions relatives à l'article précédent et non évoquées au présent Code, il est fait renvoi aux lois et règlements en vigueur et notamment au Code civil, au Code du commerce et au Code pastoral [selon leur existence ou non].

Chapitre 1er - Déplacements d'animaux

Section I - Transhumance

Article L411.1 - Les activités de transhumance sont licites sur tout le territoire de la République. Toutefois, elles s'exercent de façon à ne porter préjudice ni aux propriétaires de terres ensemencées et cultivées, ni aux animaux et pacages des éleveurs sédentaires, selon des modalités définies par voie réglementaire.

Article L411.2 - En raison des risques de transmission de maladies auxquelles ces mouvements donnent lieu, le Ministre chargé des Ressources animales peut, en cas de nécessité, notamment face à une menace d'épizootie, installée ou immédiatement menaçante, imposer des mesures de contrôle et des interdictions de circulation.

Les modalités d'application du présent article sont fixées par voie réglementaire.

Article L411.3 - Les autorités administratives locales et les autorités territoriales ont le pouvoir de prendre des mesures relevant des pouvoirs du Ministre en cas d'urgence extrême, selon les modalités et dans les limites fixées par voie réglementaire.

Section 2 - Animaux errants

Article L412.1 - Il est interdit de laisser divaguer les animaux. Les animaux errants et ne portant aucune marque sont regardés comme biens vacants et sans maître. Les jeunes de femelles suitées bénéficient de la marque de leur mère.

Article L412.2 - Les animaux vacants et sans maître deviennent par le fait même propriété du fonds sur lequel ils sont trouvés quand la propriété de ce dernier est attestée.

Il n'y a aucune possibilité de revendication de la part de celui qui s'en dit propriétaire, sauf s'ils ont été attirés sur le fonds par fraude.

Article L412.3 - Les animaux vacants et sans maître trouvés sur le domaine public ne peuvent être saisis et abattus que sur décision administrative.

Article L412.4 - Les animaux transhumants ayant échappé au contrôle de leur propriétaire ou du délégué de celui-ci sont réputés animaux errants.

Article L412.5 - Les animaux errants dûment marqués et séjournant sur un fonds étranger ne sont restitués à leur légitime propriétaire, dès que celui-ci se fait connaître; qu'après règlement au propriétaire du fonds des frais de garde, de suivi et de nourriture qu'il a

engagés pour l'entretien des animaux. Il dédommage aussi des dégâts éventuels provoqués par ces derniers.

Après un délai déterminé, qui ne saurait dépasser les deux tiers des valeurs ci-dessus répertoriées, le propriétaire peut obtenir en référé du Tribunal que la propriété des animaux lui soit transférée, le règlement définitif se traduisant en valeur monétaire. Les modalités d'application de cet article sont précisées par voie réglementaire.

Article L412.6 - Tout animal errant qui s'avère agressif ou dangereux peut être abattu sur place.

S'il est suspect d'une maladie réputée contagieuse, et notamment de rage, les précautions à prendre et les mesures à exécuter prévues dans les textes réglementaires doivent être accomplies dans les plus brefs délais.

Chapitre 2 - Commerce et échanges d'animaux

Article L420.1 - Le présent chapitre traite du commerce des animaux vivants. Toutefois ses dispositions s'appliquent aussi aux viandes issues des animaux vendus vivants en vue de la boucherie.

Section 1 - Vices cachés

Article L421.1 - Il est fait renvoi à la législation civile et à la législation commerciale, en matière de vices cachés dans les ventes ou échanges d'animaux.

Section 2 - Animaux atteints de maladies réputées contagieuses

Article L422.1 - La vente, l'échange, le don d'animaux atteints de maladie réputée contagieuse, telle que définie au titre 5, sont interdits.

Article L422.2 - Même s'il a déjà eu lieu, l'acte de vente, d'échange ou de don est nul de plein droit que le vendeur ou le donateur ait connu ou non l'existence de la maladie.

Article L422.3 - Dans l'hypothèse visée à l'article L422.2, le propriétaire originel demeure responsable des préjudices privés ou publics causés par l'animal qu'il a donné, vendu ou échangé, mais seulement en ce qui concerne les conséquences de la maladie réputée contagieuse.

Article L422.4 - Le vendeur ou le donateur sont passibles de poursuites pénales au titre du délit d'expansion d'épizootie s'ils avaient connaissance de la maladie réputée contagieuse avant la vente, l'échange ou le don. Il en va de même en cas de suspicion sérieuse, alors que le propriétaire n'a pas fait poser un diagnostic par un vétérinaire avant de se dessaisir de l'animal.

Chapitre 3 - Importation et exportation

Article L431.1 - L'inspection sanitaire des animaux et des produits animaux s'applique aux postes frontières de terre, mer et air.

Article L431.1 - Elle est assurée par les vétérinaires, sous l'autorité du Ministère chargé des Ressources animales.

TITRE 5 - SANTÉ PUBLIQUE VÉTÉRINAIRE : LES ANIMAUX

Article L50.1 - Le présent titre est consacré à la lutte contre les maladies des animaux, ce qui implique en particulier :

- la police sanitaire et toutes méthodes de lutte obligatoires, concertées, subventionnées et organisées contre les maladies transmissibles à l'homme ou préjudiciables au développement de l'élevage ;
- la pratique des soins médicaux et chirurgicaux aux animaux ;
- le médicament vétérinaire ;
- le devenir des produits animaux non alimentaires.

Chapitre 1er - La police sanitaire

Définitions

Article L510.1 - La police sanitaire est l'ensemble des mesures hygiéniques, médicales, administratives, autorisées par la loi et les textes réglementaires d'application en vue soit d'éviter l'apparition ou la diffusion des maladies réputées contagieuses, soit d'en obtenir l'éradication.

Article L510.2 - Les actions de police sanitaire sont constituées par les décisions des autorités compétentes tendant à obliger les propriétaires et les détenteurs d'animaux à accomplir certaines mesures ou au contraire à leur en interdire d'autres.

Section 1 - Maladies réputées contagieuses

Articles L511.1 à L511.n - Ici prendront place, dûment codifiés, les articles de la loi 63-323 du 25 juillet 1963, dont le texte IV (pénalités) serait à renvoyer au titre 9 du présent Code.

Cette loi est en effet intitulée "police sanitaire" mais consacrée uniquement aux maladies réputées contagieuses. Elle a plus de trente ans, comporte des éléments obsolètes et ne tient pas compte de procédés plus responsabilisateurs que sont les prophylaxies

collectives à l'initiative des éleveurs et qui peuvent être encouragées ou tolérées, en tous cas encadrées mais après concertation pour éviter les dangers d'actions malencontreuses pour le cheptel national.

Par ailleurs, les exigences du commerce international vont amener à des déclarations de maladies pour lesquelles peu ou pas de mesures de police seront édictées. Elles doivent seulement être connues. Ce sont les maladies des listes B et C de l'Office International des Epizooties, ou peut s'en faut, selon les pays. C'est pourquoi il paraît utile de définir des maladies dites de "seconde liste", ce qui entraîne une section à part pour les déclarations. On aura donc :

Section 2 - Maladies de seconde liste

Articles L512.1 à L512.n

Section 3 - La déclaration de maladie

Articles L513.1 à L513.n

Section 4 - Les prophylaxies collectives

Articles L514.1 à L514.n - Des préprojets sont en annexe 6.

Chapitre 2 - Les soins de santé aux animaux

Article L520.1 - Le présent chapitre a pour objet de déterminer les conditions des soins de santé aux animaux, basées sur la définition de la profession vétérinaire, qui déborde largement ce seul secteur.

Section 1 - La profession vétérinaire

Article L521.1 - La profession vétérinaire s'exerce soit à titre privé, dans le cadre libéral ou salarié, soit à titre public au service de l'Etat ou des collectivités locales.

Les vétérinaires du secteur privé peuvent se voir confier par l'Etat des missions d'intérêt public, à condition d'être titulaires d'un mandat sanitaire. Les dispositions du présent article sont précisées par voie réglementaire.

Chapitre 2 - Les soins de santé aux animaux

Article L521.2 - L'exercice de la profession vétérinaire implique la capacité de pratiquer, conformément à la législation en vigueur et en particulier aux dispositions du présent Code, notamment les activités ci-après :

- tous actes médicaux ou chirurgicaux, notamment ceux qui visent au maintien ou à l'amélioration de la santé des animaux et donc de leurs productions ;
- la prescription des médicaments destinés aux animaux ;
- La pharmacie vétérinaire ;
- Les conseils sur les soins généraux à assurer aux animaux, leur alimentation, leur abreuvement, la tenue de l'élevage et, sur tout ce qui concerne directement ou indirectement la santé et la production animales ;
- la délivrance des attestations et certificats à valeur probante, pour des actes ou à partir d'examens effectivement accomplis ;
- la recherche et l'enseignement dans les domaines visés au présent article ;
- le contrôle sanitaire des produits animaux alimentaires ;
- la protection des animaux domestiques, apprivoisés ou sauvages tenus en captivité ;
- la défense de l'environnement et de la faune sauvage, selon la législation et la réglementation qui leur est propre.

Section 2 - Pratique des soins de santé aux animaux

Article L522.1 - L'exercice complet des soins de santé aux animaux est réservé aux seuls docteurs-vétérinaires dans le cadre de la profession définie à l'article L521.2.

Ici viendra se placer la loi sur la profession vétérinaire actuellement en projet et analysée dans le rapport chapitre 5, sous 53.1) : articles L522.2 à L522.n.

Section 3 - L'Ordre national des Vétérinaires

Ici sera codifiée (articles L523.1 à L523.n) la loi 88-684 du 22 juillet 1988.

Section 4 - Code de déontologie vétérinaire

Codification de la loi 88-683 du 22 juillet 1988, qu'il serait judicieux de le débarrasser au préalable des nombreuses dispositions qui ne sont pas de niveau législatif : articles L524.1 à L524.n.

Chapitre 3 - Pharmacie vétérinaire

On codifiera ici la loi sur la pharmacie vétérinaire dont le texte a été analysé dans le rapport, chapitre 5 sous 53.2.

Le consultant propose le plan suivant :

Section 1 - Définitions et portée

Médicaments vétérinaires, produits de cynostic, vaccins, prémélanges médicamenteux, aliments médicamenteux : articles L531.1 à L531.n.

Section 2 - Autorisation de mise sur le marché

On rappelle que le niveau législatif appelle peu de dispositions donc peu d'articles à cet égard de niveau législatif : articles L532.1 à L532.n.

Section 3 - Etablissements de préparation et de vente en gros

Articles L533.1 à L533.n.

Section 4 - Importation-Exportation

Articles L534.1 à L534.n.

Section 5 - Cession au détail des médicaments vétérinaires

Articles L535.1 à L535.n.

Chapitre 4 - Produits animaux non comestibles

Article L540.1 - Le présent chapitre est consacré aux prescriptions sanitaires portant sur les produits animaux qui ne sont pas destinés à la consommation humaine, ni, en l'état, à la consommation animale.

Il concerne donc également, dans l'intérêt de l'élevage et par souci de santé publique, le devenir des cadavres et déchets d'animaux. Les produits transformés, et le cas échéant, les aliments pour animaux, sont réglés par le titre 6 du présent Code.

TITRE 6 - SANTÉ PUBLIQUE VÉTÉRINAIRE : PRODUITS ANIMAUX ALIMENTAIRES (hygiène des denrées animales et d'origine animale)

Article L60.1 - Le présent titre est consacré au contrôle sanitaire et qualitatif des produits animaux, en l'état, et transformés, destinés à l'alimentation humaine et animale.

Il définit les produits animaux soumis à contrôle de salubrité des produits primaires d'origine animale, issus notamment de l'abattage, de la pêche, du lait, des oeufs et de leurs produits de transformations.

Il concerne également le contrôle sanitaire des ateliers de fabrication, l'hygiène du transport et de la distribution, sous toutes ses formes, des produits animaux alimentaires jusqu'à leur remise au public.

Il traite des modalités d'inspection sanitaire des mêmes produits, bruts ou transformés, à l'importation et à l'exportation.

Une ébauche très avancée a été examinée au rapport (sous 53.3) : de ce projet, seront à renvoyer au titre 8 du présent Code les dispositions pénales. D'autre part, le principe d'une taxe d'inspection sanitaire devrait être posé dans la loi, avec renvoi aux tarifs à des arrêtés interministériels.

La définition de la saisie sanitaire, de la consigne et de la confiscation sont à préserver.

Pour alimenter la réflexion, compte tenu de l'analyse du projet ci-dessus rappelée, est fournie ci-après une autre ébauche qui donne aussi un plan pour ce titre 6. Pour le contenu, une synthèse entre les deux serait certainement la meilleure perspective.

Chapitre 1 - Définitions et portée

Article L611.1 - On entend par denrées animales :

1. les animaux présentés à la vente pour la consommation : vivants ou abattus, entiers ou découpés, à savoir :

- les animaux de boucherie : animaux vivants à l'état domestique des espèces bovine, ovine, caprine et porcine, et éventuellement des espèces équine, asine et de leurs croisements ;
- les volailles et lapins domestiques ;
- le gibier ;
- les produits de la mer et d'eau douce.

2. Les viandes, c'est-à-dire toutes les parties des animaux de boucherie, des volailles, des lapins et du gibier susceptibles d'être livrés au public en vue de la consommation.

La présente liste n'est pas limitative : elle peut être complétée par décret.

Article L611.2 - On entend par denrée d'origine animale les produits comestibles élaborés par les animaux à l'état naturel notamment le lait, les oeufs et le miel, ou transformés, ainsi que les denrées animales présentées à la vente après préparation, traitement, transformation, que ces produits soient mélangés ou non avec d'autres denrées. Sont notamment considérés

comme produits transformés les conserves, semi-conserves, les produits de charcuterie, élaborés à partir de toutes espèces, les denrées animales cuites ou congelées.

Article L611.3 - On entend par inspection de salubrité l'ensemble des mesures prises pour déterminer si une denrée est propre à la consommation ou non.

Article L611.4 - On entend par "public" et "consommateur final", toute personne physique ou morale qui reçoit, à titre onéreux ou gratuit, des produits animaux alimentaires (denrées animales et d'origine animale) destinés, soit à sa consommation personnelle, soit à celle des personnes dont elle a la charge.

Chapitre 2 - L'inspection sanitaire

Article L621.1 - Toute denrée animale et d'origine animale doit avoir subi un contrôle de salubrité avant de pouvoir être livrée à la consommation.

Les modalités de cette inspection sanitaire sont fixées par voie réglementaire.

Article L621.2 - L'inspection de salubrité est assurée par les vétérinaires du secteur public.

A défaut, elle pourra être confiée, soit à un vétérinaire privé, soit même à des personnes formées à cet effet, mais toujours sous directives et contrôles d'un vétérinaire du secteur public.

Article L621.3 - Les denrées ayant subi l'inspection de salubrité et reconnues propres à la consommation humaine peuvent être revêtues d'un signe distinctif, appelé marque de salubrité.

Article L621.4 - Les denrées reconnues impropres à la consommation humaine font l'objet d'une saisie sanitaire prononcée par l'inspecteur de salubrité visé à l'article L621.2.

La saisie sanitaire est la réduction du droit de propriété consistant en l'interdiction de toute utilisation alimentaire.

Toute denrée saisie est placée sous le contrôle des services vétérinaires.

Article L621.5 - La réutilisation éventuelle des denrées saisies n'est possible que sur demande expresse du propriétaire. Elle est autorisée sous contrôle des services vétérinaires qui ont prononcé la saisie et de ceux du lieu de réception, selon des modalités définies par voie réglementaire.

Article L621.6 - Toute saisie sanitaire fait l'objet de la remise d'un certificat au propriétaire des produits.

Article L621.7 - Les conditions d'application du présent chapitre sont déterminées par voie réglementaire.

Chapitre 3 - Importation-exportation

Article L630.1 - Le présent chapitre concerne l'importation et l'exportation des produits animaux alimentaires.

Les dispositions seront précisées par voie réglementaire sur proposition et sous l'autorité du Ministre chargé de l'Elevage.

Les inspections envisagées s'effectuent aux frais de l'importateur ou de l'exportateur.

Section 1 - Importation

Article L631.1 - Tous les produits animaux alimentaires présentés à l'importation en République de Guinée, par terre, eau ou air, sont soumis préalablement à leur dédouanement à une inspection de salubrité.

Article L631.2 - Les postes d'entrée en République de Guinée sont en nombre limité pour chaque mode de transport.

Article L631.3 - Un certificat de salubrité émanant des services vétérinaires officiels du pays d'origine est exigé.

Article L631.4 - Une attestation de conformité qualitative peut également être exigée pour certains produits.

Article L631.5 - L'inspection de salubrité est assurée par les services vétérinaires du Ministère chargé de l'Elevage ou tout vétérinaire mandaté par ceux-ci et sous leurs directives et contrôles.

Article L631.6 - Les résultats de l'inspection de salubrité sont :

- l'autorisation d'entrée sur le territoire national ;
- l'autorisation d'entrée sous conditions et contrôle ;
- la mise en consigne ;
- le refoulement ;
- la saisie et la destruction immédiate.

Section 2 - Exportation

Article L632.1 - L'exportation n'est possible que par les mêmes postes douaniers déterminés pour l'importation. Son contrôle est assuré par les mêmes personnels sous l'autorité des services vétérinaires du Ministère chargé de l'Elevage.

Article L632.2 - Les conditions d'exportation peuvent comporter l'exigence d'une attestation de salubrité et d'une attestation de conformité, deux exigences du pays destinataire, émanant des services vétérinaires officiels du lieu d'où proviennent les produits.

Chapitre 4 - Domaines d'application extensive

Article L640.1 - Le présent chapitre stipule les dispositions applicables, soit aux personnes qui traitent les produits animaux, soit aux matériels dont ils se servent, soit aux locaux qu'ils utilisent, pour la conservation, le transport, la transformation, première ou seconde, la préparation, la distribution et la remise au consommateur final.

Il sera développé, autant que de besoin, par sections pour les diverses catégories de traitement ci-dessus indiquées.

Il sera ensuite complété par voie réglementaire.

TITRE 7 - PECHE ET RESSOURCES AGRICOLES

Article L70.1 - Le présent titre a pour objet la production des ressources animales d'origine aquatique, qu'il s'agisse de la mer, des eaux douces ou des productions aquacoles.

Chapitre 1er - La pêche

Il suffit de codifier ici la loi 86-478 du 1er juillet 1986.

Article 71.1 - Le présent chapitre est consacré aux règles concernant la pêche des espèces en liberté.

Section 1 - Dispositions générales

Articles 711.1 à 711.5 (articles 1 à 5 de la loi).

Section 2 - Droits et conditions de pêche

Articles 712.1 et 712.2 (articles 6 et 7 de la loi).

Section 3 - Police de la pêche

Articles 713.1 à 713.3 (articles 8 à 10 et 27 de la loi).

La possibilité de transaction et les décrets d'application se rapportent à la police de la pêche. Les autres décrets sont prévus aux titres I et II de la loi, qui deviendront les sections 1 et 2 du présent chapitre.

Chapitre 2 - L'aquaculture

Article 72.1 - Le présent chapitre a pour objet les ressources aquacoles par élevage contrôlé d'espèces aquatiques.

TITRE 8 - PROTECTION DES ANIMAUX ET DE LA FAUNE

Article 80.1 - Le présent titre a pour objet la protection des animaux domestiques, des animaux apprivoisés et des animaux sauvages tenus en captivité contre les actes de cruauté et aussi contre les mauvais traitements infligés sans nécessité et sans justification légitimes.

Il concerne également l'environnement et la protection de la faune sauvage dont le sort est lié au maintien des parcours naturels.

Les vétérinaires participent à ces activités dans le cadre de la législation et des Codes spécifiques en la matière.

Chapitre 1 - Protection des animaux

Article L81.1 - Il est interdit d'infliger aux animaux des souffrances non rendues inévitables ou indispensables eu égard aux conditions de vie et aux nécessités les plus absolues.

L'abattage des animaux est réalisé avec le minimum de souffrances.

Les dispositions du présent article sont précisées par voie réglementaire.

Article L81.2 - L'expérimentation sur les animaux est réglementée.

Son exercice hors de la réglementation édictée est considérée comme actes de cruauté ou mauvais traitements au sens qui sera défini en application de l'article précédent par voie réglementaire.

Chapitre 2 - Protection de la faune sauvage et de l'environnement

Article L82.1 - Toutes mesures sont prises pour assurer ou rétablir un équilibre harmonieux entre la faune sauvage et son environnement d'une part, et l'élevage, notamment l'élevage extensif, d'autre part.

Le Ministère de l'Elevage propose, dans son domaine de compétences, les textes nécessaires à cet effet, en application des Codes et Lois spécifiques, auxquels le présent Code renvoie.

Article L82.2 - Le Ministre chargé des Ressources animales contribue, dans le cadre des contrôles sanitaires aux frontières, à veiller aux conditions d'importation et d'exportation des espèces protégées.

TITRE 9 - PÉNALITÉS

Article L90.1 - Le présent titre est consacré aux pénalités applicables aux infractions commises à l'encontre des obligations et interventions précisées dans le présent Code des ressources animales.

Les infractions sont définies, les faits recherchés et les pénalités appliquées, par les tribunaux compétents dans les formes prescrites en matière pénale et de procédure pénale en République de Côte d'Ivoire.

Dans une simple codification à droit constant devraient prendre place ici toutes les infractions citées dans les textes existants, par exemple loi 63-323 sur la police sanitaire (articles 21 et 22) ou la loi 86-478 sur la pêche (articles 11 à 26).

Il est clair qu'une telle analyse ne peut être conduite par une personne seule quelle qu'elle soit et hors d'une collaboration étroite avec les services du Ministère de la Justice.

Néanmoins, et encore une fois pour nourrir la réflexion, on trouvera ci-après cinq articles de portée générale, qui trouveraient leur place avant les chapitres consacrés aux qualifications des infractions au Code des Ressources animales et aux sanctions applicables, en deux ou trois chapitres selon qu'il s'agirait de crimes (*a priori* à écarter), de délits ou de contraventions de l'une des trois classes existant dans le droit ivoirien.

Article L90.2 - Dans leur domaine de compétences, les vétérinaires du secteur public attachés au Ministère chargé de l'Élevage sont habilités à rechercher, dresser constat et transmettre à l'autorité judiciaire les infractions au présent Code de l'élevage et à ses textes de renvoi.

Article L90.3 - En cas de récidive, les sanctions prévues sont relevées d'un degré, pouvant même les faire changer de catégories, de contravention à délit et de délit à crime.

Article L90.4 - En plus des peines prévues, le Tribunal pourra déclarer confisqués au bénéfice du Trésor Public les denrées, produits et objets de l'infraction et tous ceux qui auront servi à la préparer ou à la commettre.

Article L90.5 - Nul ne peut être poursuivi s'il s'est soumis d'emblée aux contrôles vétérinaires et s'il en a respecté les prescriptions.

ANNEXE 6

PROPOSITION : NOUVELLE REDACTION DU CHAPITRE POLICE SANITAIRE

Chapitre 1er - La police sanitaire

Définitions

Article L510.1 - La police sanitaire est l'ensemble des mesures hygiéniques, médicales, administratives, autorisées par la loi et les textes subséquents en vue d'éviter l'apparition ou la diffusion des maladies réputées contagieuses.

Article L510.2 - Les actions de police sanitaire sont constituées par les décisions des autorités compétentes tendant à obliger les détenteurs d'animaux à accomplir certaines mesures ou au contraire à leur en interdire d'autres.

Section 1 - Maladies réputées contagieuses

Article L511.1 - Dans l'intérêt du pays, tant au niveau de la santé publique, qu'au niveau de l'économie, il est établi par décret, sur proposition du Ministre chargé de l'Elevage, une liste spéciale dite "liste des maladies réputées contagieuses".

Article L511.2 - La liste des maladies réputées contagieuses est modifiée ou complétée par décret, dans les mêmes formes que prévu à l'article L511.1.

Article L511.3 - En présence de maladies réputées contagieuses, le Ministre chargé de l'Elevage prend les mesures de police et met en oeuvre tout programme de prophylaxie de nature à prévenir l'apparition, enrayer l'extension et poursuivre l'éradication de ces maladies.

Article L511.4 - Pour l'application de l'article L511.3, le Ministre chargé de l'Elevage dispose en particulier des actions suivantes, applicables en tout ou partie selon les maladies considérées :

- réglementer la circulation des animaux et produits d'origine animale, pour des espèces déterminées, à l'intérieur et aux frontières ; éventuellement, mais pendant un temps limité aux délais les plus brefs, réglementer la circulation des personnes vers et hors de la zone déclarée infectée ou suspecte ;
- imposer le recensement et l'identification des animaux ;
- rendre obligatoire les mesures de prophylaxie collective, telles que vaccinations et traitements préventifs ou curatifs ;

- décider l'abattage de certains animaux ou catégories d'animaux dans une zone déterminée ;
- séquestrer en locaux fermés certains animaux mis en observation ;
- cantonner dans une zone déterminée certains animaux suspects, contaminés ou même atteints avec visite, inventaire et marquage ;
- délimiter des zones d'interdiction de passage, pâturages ou d'accès aux mares et puits ;
- faire abattre sans préavis ou délai, et en absence de toute indemnisation ou échange, les animaux marqués qui sortiraient d'une zone interdite et constitueraient un risque de dissémination ;
- interdire tous rassemblements d'animaux, en particulier les foires et marchés ; dans certains cas, demander aux autorités compétentes d'interdire les rassemblements de personnes si ceux-ci risquent de contribuer à la dispersion de certains virus par voie passive ;
- faire procéder à la désinfection, et si nécessaire à la destruction par le feu, des objets ou locaux souillés par les animaux malades, leurs déjections ou leurs cadavres ;
- imposer la destruction immédiate, l'enfouissement contrôlé ou la stérilisation par la chaleur sans délai des cadavres d'animaux.

Il pourra être précisé par décret les conditions d'application du présent article.

Article L511.5 - S'il s'agit d'une suspicion clinique, tous les moyens sont mis en oeuvre pour s'assurer de l'existence ou non de la maladie, afin, si celle-ci n'est pas confirmée, de lever les contraintes aussi vite que cela se peut.

Article L511.6 - Les mesures indiquées à l'article L511.4 sont applicables tant dans le cas d'animaux dûment atteints que dans celui des animaux seulement suspects ou contaminés.

Article L511.7 - Le Ministre chargé de l'Elevage détermine par arrêté, pour chaque maladie réputée contagieuse, les mesures appropriées, sur la liste et dans les conditions prévues à l'article L511.4.

Article L511.8 - Des indemnités, pour compenser les pertes et des aides pour supporter la charge des mesures imposées, peuvent être accordées aux éleveurs, selon des modalités déterminées par voie réglementaire.

Section 2 - Maladies de seconde liste

Article L512.1 - Une seconde liste de maladies animales est établie par le Ministre chargé de l'Elevage, en raison de leur importance économique ou sanitaire et, le cas échéant, des dangers graves potentiels qu'elles comportent, notamment du fait des échanges internes et internationaux.

Article L512.2 - Les maladies de seconde liste sont soumises à déclaration obligatoire, tant aux autorités administratives locales qu'au Ministre chargé de l'Elevage.

Article L512.3 - La constatation de maladies de seconde liste n'entraîne pas de mesures susceptibles d'être imposées au détenteur des animaux ou de leurs produits.

Article L512.4 - Si, en cas d'urgence dont elles doivent justifier, les autorités sanitaires sont amenées à décider l'abattage d'animaux dûment reconnus atteints d'une maladie de seconde liste, le propriétaire recevra une indemnisation, selon des modalités définies par décret.

Section 3 - La déclaration de maladie

Article L513.1 - Tout propriétaire ou toute personne ayant à charge la garde ou les soins d'un animal infecté ou toute personne qui suspecte ou constate l'apparition d'une maladie réputée contagieuse doit en faire sans délai la déclaration à l'autorité administrative et à l'agent d'élevage le plus proche.

Article L513.2 - La déclaration de maladie doit être faite, que l'animal soit mort ou bien encore vivant.

Article L513.3 - Les modalités du suivi par l'administration après déclaration sont déterminées par voie réglementaire.

Article L513.4 - S'agissant des maladies de seconde liste telles que définies à l'article L512.1, la déclaration doit être faite par le propriétaire des animaux aux autorités sanitaires, au niveau local ou national, quand la maladie est certaine, quelles que soient les modalités de diagnostic, et que l'animal soit mort, encore malade ou guéri.

Article L513.5 - Le défaut de déclaration peut faire perdre tout droit à indemnités en cas d'abattage ou d'application des règles de police ou de prophylaxie sanitaire.

Section 4 - Les prophylaxies collectives

Article L514.1 - On entend par prophylaxie toute mesure tendant à protéger un animal, un troupeau, telle espèce du cheptel national contre une maladie, ou à éliminer sa présence à titre sporadique ou enzootique, soit par des moyens hygiéniques ou sanitaires, soit par des moyens médicaux appliqués à chaque animal individuellement ou collectivement.

Article L514.2 - La prophylaxie est collective quand elle s'adresse à un ensemble d'animaux n'appartenant pas aux mêmes propriétaires ou n'étant pas sous la garde des mêmes détenteurs.

Article L514.3 - Les prophylaxies sont volontaires ou obligatoires. Les conditions de déclenchement d'une prophylaxie obligatoire sont déterminées par voie réglementaire.

Article L514.4 - Une prophylaxie collective peut être d'initiative privée (commerciale, coopérative ou associative) ou publique (de l'Etat ou des collectivités locales).

Même dans le cas de prophylaxies d'initiative privée, le Ministre chargé de l'Elevage peut définir les méthodes et techniques, les modalités d'action à respecter afin d'assurer leur cohérence avec la politique nationale de lutte contre les maladies animales.

Article L514.5 - Les mesures de prophylaxie collective volontaire sont entreprises avec le consentement des propriétaires ou détenteurs locaux d'animaux.

Elles s'appliquent aussi bien aux maladies réputées contagieuses, s'il s'agit de mesures complémentaires s'ajoutant à celles qui ont été décidées, à titre obligatoire, par les autorités sanitaires.

Article L514.6 - Le Ministre chargé de l'Elevage a la faculté d'accorder aux prophylaxies collectives une reconnaissance officielle et une aide technique, selon des modalités déterminées par voie réglementaire.

Article L514.7 - Les prophylaxies collectives volontaires peuvent être rendues obligatoires par décret, sur proposition du Ministre chargé de l'Elevage, quand les risques sanitaires ou économiques s'aggravent ou quand la négligence de quelques-uns compromet les efforts du plus grand nombre.

Les modalités d'application au présent article sont déterminées par décret.

Article L514.8 - Dans le cas des prophylaxies obligatoires, mais aussi volontaires, des aides financières peuvent être accordées, soit directement aux éleveurs, soit à leurs groupements, par arrêté conjoint du Ministre chargé des Finances et du Ministre chargé de l'Elevage, si elles proviennent de l'Etat.